

Vivre-ensemble et côte-à-côte dans les communes suisses

Migration : perceptions de la population résidente



Étude réalisée sur mandat de la Commission fédérale des migrations CFM par Denise Efionayi-Mäder, Joëlle Fehlmann, Johanna Probst, Didier Ruedin et Gianni D'Amato
Décembre 2020



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Commission fédérale des migrations CFM

Impressum

Éditeur

Commission fédérale des migrations CFM,
Quellenweg 6, CH-3003 Berne-Wabern, www.ekm.admin.ch

Auteurs de l'étude

Denise Efionayi-Mäder, Joëlle Fehlmann, Johanna Probst, Didier Ruedin
et Gianni D'Amato

Équipe de recherche élargie : Luca Bernasconi, Alexandra Feddersen, Lorenzo Piccoli,
Nadja Rinchetti, Irina Sille, Lisa Katarina Stalder, Robin Stünzi (équipe FSM) ;
Rahel Aho-Müller, Martin Fomasi, Antonio Minarro, Febe Togni-na, Ruben Torres
Fontan, Angelika Wyss (étudiants) ; Vjosa Gervalla, Marcus Hammar, Susanne Reber
(experts externes)

Rédaction

Sibylle Siegwart et Simone Prodolliet

Illustrations

© Keystone / Christian Beutler

Chez-soi – en agglomération.

Le plateau suisse offre un tissu résidentiel étendu, qui relie plusieurs agglomérations.
Christian Beutler, photographe, a capturé en images le quotidien tel qu'il se présente
hors des centres urbains et loin des villages ruraux idylliques. Les clichés, pris le long de
l'ancienne route principale qui relie Zurich à Coblenze (Allemagne), donnent une pers-
pective inhabituelle de la réalité des agglomérations.

Conception et impression

Cavelti AG. Marken. Digital und gedruckt, Gossau

Distribution

OFCL, Vente des publications officielles, CH-3003 Berne
www.bundespublikationen.admin.ch
No d'art. 420.936.f

© CFM/Décembre 2020

Avant-propos

Voilà cinquante ans que nous sommes régulièrement appelés aux urnes pour nous prononcer par référendum sur des initiatives destinées à limiter l'immigration en Suisse plus strictement que ne le fait la législation aujourd'hui. Et c'est avec la même régularité que resurgissent affiches et slogans érigeant les migrants en boucs émissaires. Suppressions d'emplois, pressions salariales, criminalité, mauvais scores au classement Pisa, stress de promiscuité, congestion du trafic, tarissement des ressources ou sur-urbanisation : peu importe l'enjeu, les migrants en sont forcément à l'origine.

Dans le même temps, la part de la population résidente étrangère s'accroît effectivement, tout comme le nombre d'unions mixtes, de personnes issues de la migration et de détenteurs de deux passeports ou plus. La prospérité progresse, elle aussi, tandis que le taux de chômage se maintient à un faible niveau et que la Suisse, à la différence de nombreux autres pays et, contrairement aux scénarios de menaces souvent avancés, a réussi à éviter l'apparition de groupes précaires, de ghettos et de zones de non-droit, notamment en autorisant l'immigration nécessaire à son économie et en se dotant d'un système de formation prévoyant de multiples voies d'accès à l'emploi.

Le pays change de visage. Les agglomérations, ces zones ni proprement urbaines, ni rurales où se concentrent aujourd'hui près de 45 % de la population suisse connaissent une croissance très rapide. C'est là que les évolutions sont le plus nettes depuis quelques décennies, là où bat le cœur du temps. Mais qu'est-ce qui en détermine les pulsations et comment ? Quel regard les habitants portent-ils sur ces évolutions ? Nous en savons étonnamment peu. Ce constat a conduit une équipe du Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population à partir à la rencontre des agglomérations pour y prendre le pouls à l'aide de méthodes de recherche non conventionnelles. Elle s'est ainsi rendue dans une sélection de huit communes d'agglomération réparties sur l'ensemble du pays. La démarche consistait, sans préjuger des résultats, à réaliser des entretiens informels, des « mini-interviews » et un sondage ludique sur tablette. Il s'en dégage un tableau nuancé des évolutions et sensibilités à l'œuvre, qui montre que les gens reconnaissent les suc-

cès, mais aussi les problèmes posés et qu'ils en ont une perception bien plus différenciée que ne le suggère le débat politique. Parmi les sujets de préoccupation recensés, les plus récurrents sont, dans l'ordre, le nombre de nouvelles constructions dans la commune (souvent jugé insensé), les nuisances du trafic routier, la croissance démographique et, partant, la disparition des paysages et des espaces verts. Au-delà du rapprochement fait avec la croissance (démographique), la migration est rarement évoquée pour elle-même. Le sujet est davantage abordé en rapport avec d'autres thématiques, par exemple le vivre-ensemble au quotidien, la progression de l'anonymat, l'individualisation croissante, l'appauvrissement de la vie sociale et le recul des traditions. Rien dans l'étude ne permet de conclure que la proximité de la migration aurait un impact significatif sur le mode de pensée ou d'action des résidents établis, ni qu'elle favoriserait le développement de schémas de pensée irrationnels ou émotifs. Sans surprise, le vivre-ensemble semble moins sujet à problèmes et conflits lorsque les nouveaux venus sont issus de pays ou de cultures proches que s'ils viennent de régions plus lointaines.

Les propos recueillis témoignent aussi d'une certaine lassitude à l'égard du système politique, les participants interrogés étant nombreux à déplorer que l'action des autorités serve davantage des intérêts privés que publics. Beaucoup regrettent aussi que le développement urbain ne soit pas mieux pensé et concerté avec la population dans son ensemble. Au final, il se dégage une perception nuancée de réalités aux facettes multiples. Les résidents reconnaissent les problèmes inhérents aux changements rapides : la migration en est un élément qui fait partie d'un développement global appelant des solutions politiques et sociétales – des solutions qui ne doivent pas être à dimension unique, mais viables ...

Walter Leimgruber

Président de la Commission fédérale
des migrations CFM

Table des matières

1.	Introduction	5
1.1	Contexte	5
1.2	Objectif et orientation de l'étude	5
2.	Visites dans les communes d'agglomération	8
2.1	Remarques générales sur la démarche	8
2.2	Choix des communes	8
2.3	Jeux sur tablette : une approche ludique	8
2.4	Entretiens personnels	9
2.5	Participants des communes visitées	9
3.	Dimensions des changements	11
3.1	Des communes en mouvement	11
3.2	Forte croissance : maisons, voitures, humains	14
3.3	Le vivre-ensemble en mutation : se dit-on encore bonjour ?	20
3.4	Autres changements dans l'agglomération et au-delà	26
3.5	Bilan intermédiaire – la migration : un phénomène concomitant du changement	30
4.	Migration : dimensions et manifestations du changement	33
4.1	État des connaissances	33
4.2	La migration sous ses différentes facettes	36
4.3	Attitudes différenciées à l'égard des nouveaux arrivants et de la migration	41
4.4	Entre ouverture et rejet : attitudes-types	47
5.	Conclusion	58
6.	Bibliographie	65

1. Introduction

1.1 Contexte

La littérature spécialisée s'est abondamment intéressée aux processus de migration, aux immigrés et à leur vécu. On ne sait en revanche que peu de chose – du moins en Suisse – sur la façon dont les résidents perçoivent les changements amenés par la migration, que ce soit sur leur lieu de vie, au travail ou dans l'espace public. Ce vide peut surprendre, sachant la place qu'occupe l'immigration dans l'agenda politique et la récurrence du sujet dans le débat public. Dans ce contexte, de nombreuses études ont examiné, ces dernières décennies, les enjeux politiques, historiques et juridiques de la migration. Souvent, des conclusions d'experts et d'instances décisionnelles, ou des résultats de votations sont à l'origine de ces études. Les attitudes et perceptions de la population résidente n'y sont – au mieux – abordées qu'indirectement. Ces constats ont amené la Commission fédérale des migrations CFM, de concert avec des acteurs cantonaux intéressés et le Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (SFM) de l'Université de Neuchâtel, à porter l'accent de la recherche sur les réactions (spontanées) des habitants face au changement en général et à la migration en particulier. Forts de cette impulsion, les participants ont dégagé ensemble des pistes de réflexion et de travail, les questions de recherche et le cadre méthodologique de l'étude.

1.2 Objectif et orientation de l'étude

De nombreuses études se sont intéressées aux différences entre milieu rural et urbain, soulignant l'existence le long de cette « frontière » – en Suisse notamment – de forts contrastes en termes de sensibilités politiques et de modes de vie (Hermann 2016). Si l'attitude générale à l'égard de la migration, d'une part, et le développement territorial et communal, d'autre part, ont donné lieu à une littérature abondante, les deux aspects sont rarement mis en relation. Quantité d'études ne s'intéressent par ailleurs qu'à la migration, sans faire de rapprochement entre les attitudes et perceptions sur le sujet et d'autres thématiques, ni s'interroger sur l'importance que revêt la migration dans le spectre des thématiques sociopolitiques. La question des facteurs qui influencent l'attitude à l'égard de la

migration reste aujourd'hui au cœur de vifs débats épistémologiques. Au-delà de facteurs sociodémographiques tels que l'âge ou le genre, l'influence du cadre de vie, des médias ou encore des contacts directs entre les populations résidente et immigrée est examinée.

Dans ce contexte épistémologique, la présente étude se démarque essentiellement par quatre points, qui seront développés plus loin :

- L'étude se focalise sur une population d'agglomération, qui n'est donc ni à proprement urbaine ou rurale, et qui est – à de nombreux égards – typique de la société « moyenne » suisse.
- Les agglomérations sont sujettes à des changements de fond, lesquels sont également à l'œuvre ailleurs en régions urbaines et rurales.
- La portée thématique large de l'étude, axée sur la notion de « changement », devait permettre de dégager l'importance des questions de migration à cet égard.
- Enfin, l'étude s'appuie sur une démarche expérimentale et de proximité, fondée sur des échanges à bas seuil et des méthodes de recueil de données ludiques, permettant de constituer un vaste corpus de données.

Pour approcher une population la plus diverse possible, la CFM et le SFM ont conjointement décidé, eu égard à ce qui précède, de mener l'étude dans des communes d'agglomération. Plusieurs raisons justifient ce choix : la facilité d'accès d'abord, puisqu'une grande partie (environ 45 %) de la population vit ou travaille dans ce type d'environnement. Ensuite, il permettait d'exclure du champ de l'étude les personnes qui font délibérément le choix de vivre dans l'agitation et la diversité de la ville ou, au contraire, dans le cadre serein de la campagne.

L'étude s'est focalisée sur la perception et l'appréciation par la population d'agglomérations suisses des changements qui affectent son cadre de vie. Pour ce faire, l'équipe de recherche s'est rendue, durant l'été 2019, dans huit communes choisies pour y échanger spontanément avec la population résidente. La démarche consistait à réaliser, sans préjuger des résultats à attendre, des entretiens



informels, des « mini-interviews » et un sondage ludique sur tablette. Pour se faire une idée la plus objective possible du regard porté sur ces changements et sur l'importance de la migration à cet égard, les chercheurs n'ont volontairement pas abordé la question lors des entretiens et ne l'ont approfondie que lorsque les répondants l'évoquaient d'eux-mêmes.

Remarques d'ordre terminologique

Changement et transformation

Pour entrer en matière lors des entretiens, l'équipe de recherche a utilisé indifféremment les termes « changement » et « transformation » (« Quels sont pour vous les changements les plus importants durant cette dernière décennie dans votre commune ? »).

Agglomération

Cette étude se concentre sur l'agglomération, définie comme l'espace qui s'étend entre une ville-noyau et la région rurale environnante. La définition retenue de l'agglomération (déterminante également pour constituer l'échantillon des communes étudiées) s'appuie sur la typologie de l'Office fédéral de la statistique (OFS) concernant l'espace à caractère urbain (2012), qui découpe l'agglomération en : centre principal (2), centre secondaire (3), communes de la couronne d'agglomération (4) – hors villes-noyau (1). Si l'on s'en tient à cette définition, la population d'agglomération totalise 3,8 millions d'habitants en Suisse, soit près de 45 % de la population résidente. La population de cet espace s'est accrue de 32,8 % au cours des 35 dernières années.

Résidents établis et résidents nouvellement installés

Dans ce rapport, une distinction est opérée entre les résidents établis de longue date et ceux nouvellement installés dans la commune. Ces termes ne disent rien de l'origine, ni du contexte migratoire dont peuvent être issus les deux groupes.

Migration et immigration

À la différence des « nouveaux résidents » (cf. définition précédente), la notion de « migration » renvoie à des personnes d'autres pays, immigrées en Suisse. Si les termes « migration » et « immigration » sont quasiment synonymes à l'usage, le second souligne davantage la perspective suisse.

Participants et répondants

Ces termes désignent tous deux les personnes qui ont participé à l'enquête, que ce soit sur tablette ou par entretien lors de notre passage dans les communes. Les termes sont compris comme synonymes. Leur rattachement à l'un ou l'autre sous-échantillon est parfois précisé (« tablette » ou « entretien »).

Cette démarche a permis de recueillir la perception et les préoccupations de la population d'agglomération de façon originale et réaliste, tout en appréciant l'importance thématique de la migration. Au-delà des différentes attitudes face au changement, l'étude documente aussi les craintes, opportunités et autres réactions de la population d'agglomération. Elle montre également quand et à quel titre le facteur immigration joue un rôle dans l'appréciation des changements observés et dans quelle mesure les résidents établis perçoivent l'arrivée de nouveaux résidents comme affectant sensiblement leur propre cadre de vie.

Concrètement, cette étude répond à un triple questionnement :

- Quels sont les changements les plus fréquents/manifestes aux yeux des résidents d'agglomération ?
- Quels rôles tiennent l'évolution démographique et la migration dans le contexte d'autres processus de transformation à l'œuvre ?
- Comment les résidents établis perçoivent-ils la migration dans leur cadre de vie et en quoi celle-ci affecte-t-elle leur façon de penser et d'agir ?

Le rapport se structure en cinq chapitres. À la suite de cette introduction, nous exposons succinctement la démarche méthodologique suivie et les modalités des visites dans les communes. Les résultats de la recherche sont présentés aux chapitres 3 et 4. Le chapitre 3 revient d'abord sur l'étendue des changements observés, tout en mettant en évidence les rapprochements faits avec le thème de la migration. Le chapitre 4 se focalise sur la migration, en proposant une typologie des différentes attitudes de la population résidente face aux changements qu'amène la migration. Enfin, le chapitre conclusif revient sur les champs de tension et les évolutions mis en lumière par l'étude.

2. Visites dans les communes d'agglomération

2.1 Remarques générales sur la démarche

L'étude, réalisée sous l'intitulé « Forschig by de Lüt », s'est appuyée sur une démarche de terrain, visant une prise de contact spontanée avec la population de huit communes d'agglomération choisies¹. L'accent thématique portait sur la perception de la population résidente établie. À noter que l'étude a été menée sans préjuger des résultats à attendre : quoique le but était de mesurer la place de la migration, les participants ont été interrogés en termes délibérément généraux sur les changements observés dans leur environnement et leur quotidien. De la sorte, la question de la migration était nécessairement évoquée spontanément – lorsqu'elle l'était.

Les instruments de recherche, comme la démarche retenue étaient suffisamment souples pour s'adapter aux particularités des communes sélectionnées. Un groupe d'accompagnement a encadré l'équipe de recherche tout au long des travaux. Soulignons aussi que l'étude a reçu un accueil très favorable, les résidents étant ravis de l'intérêt porté à leur commune, mais aussi de la possibilité (que n'offre pas un sondage standardisé classique) de développer leurs réponses en entretien.

2.2 Choix des communes

Dans le choix des communes, il importait d'abord d'assurer une représentation équitable des trois régions linguistiques du pays. Il fallait ensuite que les entretiens s'effectuent dans des communes d'agglomération typiques, c'est-à-dire des communes qui n'appartiennent ni au noyau urbain, ni à la zone rurale, et où se concentre l'essentiel de la population suisse. Les critères énumérés ci-après ont conduit à retenir les communes d'Agno, Belp, Le Locle, Losone, Lutry, Oftringen, Rheinfelden et Rümlang :

- le caractère d'agglomération de la commune (selon la typologie territoriale de l'OFS),
- la taille de la population (soit plus de 8000 habitants ou plus de 4000 pour les communes de langue italienne),
- la croissance démographique observée entre 2010 et 2016,
- et la part des étrangers dans la population, qui ne devait pas excéder 35 %.

D'autres critères pratiques, tels que l'accessibilité des participants (pour l'équipe de recherche) entraient également en ligne de compte. L'équipe s'est efforcée, dans la mesure du possible, de se joindre à une manifestation locale, quoique les contraintes de calendrier ne l'aient pas toujours permis. Lorsque tel n'était pas le cas, l'équipe de recherche s'est installée à proximité d'un centre commercial à forte affluence (Belp, Losone, Oftringen), ce qui a permis d'approcher un plus grand nombre de personnes, avec toutefois un plus faible taux de participation à l'étude. On ne peut donc pas exclure que le mode d'approche ait affecté la composition de l'échantillon des participants ou la teneur des réponses recueillies.

2.3 Jeux sur tablette : une approche ludique

L'enquête sur tablette (approche quantitative) a été conçue de la façon la plus ludique et conviviale possible (notamment par des éléments interactifs, cf. tableau 1). Les participants étaient d'abord invités à entrer un numéro à quatre chiffres (« numéro de badge ») correspondant à leur numéro d'identifiant personnel et qui devait permettre, le cas échéant, de coupler les données recueillies avec celles issues des entretiens. Sept jeux étaient ensuite proposés au choix.

¹ Se reporter au rapport d'étude complet pour une description détaillée de la démarche méthodologique et des instruments de recherche retenus (méthodes mixtes) ; on y trouvera également un portrait de chacune des huit communes étudiées (chiffres clés et brève description des enquêtes réalisées dans les communes) : <http://www.migration-population.ch/sfm/fr/home/publications/etudes-du-sfm.html>

Tableau 1 : Aperçu des jeux sur tablette (« applis »)

Qui êtes-vous ?		Jeu destiné à réunir des données sociodémographiques individuelles et à recueillir de premières impressions concernant les changements observés dans la commune.
En chiffres		Exercice consistant à estimer certaines données clés concernant la commune étudiée. Des retours sur l'écart entre les chiffres estimés et réels ont également été donnés.
Changement		Jeu destiné à identifier les changements constatés au cours des dernières années dans la commune et à obtenir l'appréciation subjective des participants y relative.
Les quartiers		Exercice consistant à positionner sur une carte de la commune des qualificatifs décrivant divers lieux.
Voisinage		Jeu destiné à recueillir la réaction personnelle des participants face à l'arrivée, dans leur voisinage, de personnes répondant à certaines caractéristiques (scénario fictif).
Naturalisation		Exercice consistant à sélectionner le candidat de son choix parmi les candidats à la naturalisation (présentés deux par deux ; cf. vignettes).
Investissements		Exercice consistant à investir un montant donné dans un projet collectif de la commune, sur présentation d'un bref profil de cinq partenaires cofinanceurs (scénario fictif).

Les participants pouvaient interrompre les jeux en tout temps, les données recueillies étant enregistrées automatiquement à la fermeture de l'application. Le premier jeu (« Qui êtes-vous ») a permis de dresser le profil des participants ; le jeu « Les quartiers », de localiser les données recueillies géographiquement : pour chaque commune et chaque étiquette, les réponses recueillies ont été cartographiées sous forme de courbes de niveau pour pouvoir en donner une interprétation visuelle.

2.4 Entretiens personnels

À titre complémentaire ou alternatif à l'enquête sur tablette, l'équipe de recherche a mené avec des résidents de la commune de brefs entretiens d'une vingtaine de minutes chacun, lesquels ont été enregistrés dans la mesure du possible. En plus de questions sociodémographiques classiques (âge, sexe, nationalité et ancienneté dans la commune), les participants étaient invités à répondre à quatre grandes questions :

- Quels étaient, à leur avis, les principaux changements survenus dans leur commune au cours de la dernière décennie ?

- Quels effets concrets ces changements avaient-ils dans leur quotidien et dans quels domaines ?
- Quels changements généraux avaient-ils constatés en Suisse au cours des dix dernières années ?
- Question complémentaire : que pensaient-ils de l'objet de l'étude et de la démarche suivie ?

C'est délibérément que la question de la migration n'a pas été abordée directement, les chercheurs n'insistant que s'il leur semblait que ce facteur pouvait jouer un rôle malgré tout. Les données collectées ont ensuite été transcrites, avant d'être codées thématiquement puis analysées.

2.5 Participants des communes visitées

Près de 500 personnes ont été interrogées dans les huit communes sélectionnées. Sur ce nombre, 311 ont participé au sondage sur tablette et 278 à un mini-entretien – alors que 91 ont pris part aux deux à la fois. Le nombre de participants par commune s'est échelonné entre 41 (Lutry) et 88 (Le Locle).

Le profil sociodémographique de la population d'agglomération des communes étudiées – âge moyen, proportions d'étrangers et de titulaires d'une formation de niveau tertiaire – est très semblable à celui de l'ensemble de la population résidente et donc typique de la Suisse. Ce profil ne se vérifie que partiellement pour les participants à l'étude. L'échantillon des participants est essentiellement composé de résidents établis de longue date, puisque près de 70 % des répondants à l'enquête sur tablette comptent plus de cinq ans d'ancienneté dans la commune, cette proportion étant même de 89 % pour les répondants aux entretiens (quoique cet effectif compte aussi plusieurs personnes domiciliées dans une commune adjacente). L'ancienneté moyenne de l'échantillon des répondants aux interviews est de 28 ans.

L'âge moyen de l'échantillon total des participants, soit environ 50 ans, est nettement supérieur à la moyenne de la population résidente dans son ensemble (soit 41,8, cf. OFS 2018), étant précisé que

l'âge minimum requis pour participer à l'étude était fixé à 16 ans. L'âge moyen de la population résidente de plus de 15 ans est de 48,8 ans, si l'on se réfère aux données de l'OFS, un chiffre très proche de notre échantillon total. À noter par ailleurs la préférence tendancielle des personnes plus âgées pour la deuxième formule de l'entretien plutôt que des jeux sur tablette ; l'âge moyen de ce sous-échantillon dépassait ainsi de dix ans celui des participants à l'enquête sur tablette.

La représentation hommes-femmes s'avère équilibrée tous échantillons confondus (total et sous-échantillons). Les ressortissants étrangers et les binationaux sont sous-représentés à raison de dix points de pourcentage par rapport à la population totale. Soulignons enfin que les répondants à l'enquête sur tablette affichent un niveau de formation supérieur à celui de l'ensemble de la population résidente suisse. Les distorsions d'âge ou de niveau de formation qui en résultent sont prises en compte dans l'interprétation des résultats.



les participants parlent plus en détail de changements survenus dans leur environnement proche que d'évolutions observées à l'échelle nationale ou internationale. L'appréciation portée sur le changement n'est toutefois pas la même selon le sujet abordé, raison pour laquelle cet aspect sera approfondi dans les chapitres suivants. Il apparaît en effet quasiment impossible de se prononcer sur l'attitude (positive ou négative) des répondants face au changement sans se référer à un sujet précis. D'aucuns notent du reste, avec introspection, qu'on a sans doute davantage tendance à exercer une critique négative plutôt que positive dans ce type d'études.

L'enquête sur tablette donne un éclairage utile à cet égard : l'exercice consistait à évaluer divers aspects des changements observés dans la commune, en précisant si l'on estimait que ces changements allaient dans le bon ou le mauvais sens (« mieux », « pire » ou « inchangé »). Deux tiers des répondants qualifient au moins un changement de positif ou de négatif, tandis qu'un tiers ne donne pas d'appréciation ou indique ne pas avoir constaté de changement. Cette absence d'avis tranché peut se lire soit comme un constat de non-changement (qualifiable), soit simplement comme une question sautée. Les participants ne se sentaient peut-être pas en mesure de qualifier les changements observés en termes d'amélioration ou de péjoration. Reste que la majorité des répondants constate, dans tous les domaines ou presque, des changements qu'ils sont aptes à qualifier (60 % d'entre eux ont donné une appréciation pour les six points énumérés.)

Sous les points « offre culturelle » et « transports en commun », la part des participants constatant une amélioration est la plus élevée. Une péjora-

tion est le plus souvent notée sous l'angle de la « qualité de l'air » et des « commerces ». Les points qui semblent avoir mis les participants le plus en difficulté sont ceux de la « diversité des habitants » et de la « cohésion des habitants » au sein de la population – la moitié d'entre eux s'étant abstenus de se prononcer. S'agissant de la diversité, l'appréciation qui se dégage est celle d'une tendance à l'amélioration, même si l'on peine à cerner en quoi précisément.

Si l'on agrège les réponses recueillies sur ces six points, on observe de nettes différences selon la commune étudiée. Dans l'ensemble, les appréciations recueillies sont ainsi nettement plus positives face au changement dans les communes de Rheinfelden et de Losone qu'à Oftringen ou au Locle (les autres communes se situant dans la moyenne). C'est dans la tranche d'âge des 40 à 60 ans que l'attitude face au changement est la plus positive ; les répondants plus jeunes ou plus âgés y sont tendanciellement plus réticents. Le tableau est comparable si l'on considère les réponses selon le critère de l'ancienneté dans la commune, les résidents d'une ancienneté moyenne (6 à 10 ans) étant plus ouverts au changement que ceux d'une ancienneté inférieure (0 à 5 ans) ou supérieure (plus de 10 ans).

Les entretiens confirment le bien-fondé de l'intuition des chercheurs dans le choix des six points examinés (cf. tableau 3) : les points soulevés dans l'enquête sur tablette se recoupaient largement avec ceux abordés spontanément lors des entretiens – hormis celui, très présent dans les entretiens, de l'activité de construction (de logements). Les données qualitatives collectées permettent

Tableau 3 : Appréciation des changements constatés dans la commune, par domaine

	« pire »	« mieux »	« pas de changement »
Offre culturelle	15%	43%	43%
Qualité de l'air	42%	11%	48%
Transports en commun	12%	47%	41%
Commerces	29%	33%	38%
Diversité des habitants	13%	37%	50%
Cohésion au sein des habitants	26%	24%	51%

Source : Codebook du sondage sur tablette. N = 311 : libellé de la question : « Qu'est-ce qui a changé pour le meilleur ou pour le pire au cours des 5 dernières années ? »

une analyse fine des liens qui existent entre les différents aspects des changements perçus. Deux grandes thématiques s'en dégagent :

- Population, construction, trafic et environnement
- Vivre-ensemble, possibilités de consommation, vie culturelle et associative

On observe ainsi, empiriquement, une perception clairement structurée du changement, autour de laquelle s'organise ce chapitre. L'ordre des sous-chapitres reflète l'importance thématique des sujets abordés, c'est-à-dire leur fréquence et l'ordre chronologique dans lequel ils sont apparus lors des entretiens. Les mêmes priorités ressortent du sondage sur tablette. Le découpage des chapitres reflète également les rapprochements thématiques faits entre les différents sujets abordés. Par ailleurs, pour chacune des dimensions de changement, nous mettons en exergue les liens qui peuvent être établis avec la thématique de la migration.

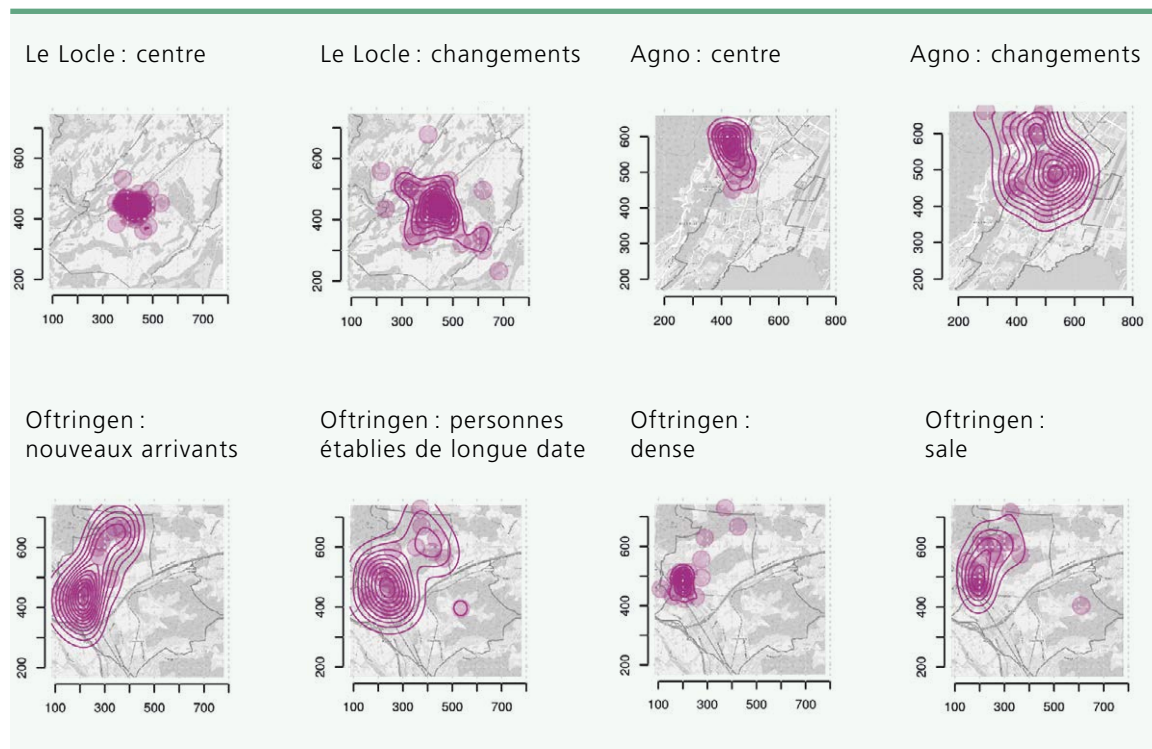
Résultats du jeu «Les quartiers»

Le jeu consistait à positionner diverses étiquettes (p. ex. « personnes établies de longue date », « les

nouveaux arrivants », etc.) et qualificatifs (p. ex. « centre », « dense », etc.) sur une carte de la commune. Précisons, à titre liminaire, que ce jeu a parfois suscité des critiques, d'aucuns estimant que l'attribution des étiquettes était trop difficile d'un point de vue technique, de sorte que peu de réponses évaluables ont été recueillies (entre 16 et 61 selon la commune). Il ressort néanmoins des réponses obtenues que les participants partagent, dans l'ensemble, une même perception spatiale de leur commune, p. ex. quant à savoir où se situe le « centre », qui fait l'unanimité dans toutes les communes. De même, dans toutes les communes, les « changements » constatés sont localisés à proximité du centre (avec une dispersion un peu plus marquée).

Les nouveaux arrivants et les résidents établis sont fréquemment localisés à proximité les uns des autres et dans un rayon comparable. C'est aussi près des zones résidentielles (où cohabitent nouveaux arrivants et résidents établis) que sont souvent positionnés les qualificatifs « dense » et « sale », comme l'illustre le cas d'Oftringen. Autrement dit, les processus de changement sont – le plus souvent – associés au centre, tout comme aux notions de densité et de saleté.

Illustration 1 : Indications sur les communes fournies par les répondants au sondage sur tablette



3.2 Forte croissance : maisons, voitures, humains

Une constante ressort clairement des 278 entretiens menés, à savoir que la croissance de la commune arrive en première position des changements constatés. Les évolutions qui s’y rattachent (construction neuve, trafic et cohabitation plus denses) dominent dans les entretiens, sous l’angle tant de leur récurrence que de leur ordre d’apparition chronologique. Rappelons sur ce point que la croissance démographique était l’un des critères de sélection des communes étudiées (cf. chap. 2.2). Sur la période 2010-2017, cette croissance était de 7,8 % pour l’ensemble de la Suisse, alors qu’elle était de 8,7 % pour les communes d’agglomération. Si l’on considère l’échantillon étudié, le taux de croissance était de 9,3 % en moyenne. La croissance est ainsi le principal changement évoqué, notamment en réponse au premier point du questionnaire (cf. guide d’entretien)². Elle est également un sujet récurrent – quoique moins dominant – dans les réponses au point 3 de l’entretien (cf. changements généraux constatés en Suisse.)

La croissance se manifeste surtout dans trois domaines : la population, les bâtiments et le trafic automobile. Plus la croissance est forte dans ces domaines, plus les participants s’inquiètent de l’impact qu’elle aura sur la nature et sur les espaces naturels préservés. Ces craintes rappellent l’initiative « Ecopop » (Écologie et population) rejetée en 2014, laquelle entendait réduire drastiquement la croissance de la population en plafonnant l’immigration et en limitant le mitage et le bétonnage du territoire, tout comme la mobilité excessive pour préserver durablement les ressources naturelles. L’initiative a été rejetée par 74 % des voix, étant précisé que, dans les communes d’Agno, de Losone, d’Oftringen et de Rümlang, un tiers de la population y avait souscrit (les autres communes étudiées se situant dans la moyenne nationale). Ces sujets étaient étroitement liés dans les entretiens menés, la majorité des participants s’accordant aussi à s’opposer à une croissance « débridée » ou « effrénée », qui inquiète et qui est souvent considérée comme synonyme de nuisances et de densité excessive. Les extraits suivants sont typiques des réactions recueillies sur ce point :

« Il y a nettement plus de gens qu’avant ; plus de circulation aussi. La commune est devenue plus bruyante et le rythme de vie s’est accéléré. En fait, il y a trop de gens, on est à l’étroit. »

(M, 47 ans, vit depuis toujours à Belp)

« Avec l’immigration, tout se densifie. Allez voir sur l’autoroute ! Ou en randonnée : quand vous montez sur le Säntis, par exemple, ça « bou-chonne » aujourd’hui ! »

(M, 45 ans, à Rheinfelden depuis 30 ans)

Un rapprochement est souvent fait entre la question de la croissance démographique et celles de la cohésion dans la commune, de la diversité, ou encore de la migration. Le chapitre 3.2 se penche d’abord sur les aspects tangibles de la croissance, tandis que le chapitre 3.3 s’intéresse à ses dimensions conceptuelles et à l’impact des changements observés sur la vie sociale. Enfin, le chapitre 3.4 fait le point sur la situation à l’échelle nationale.

3.2.1 Activité de construction soutenue

La forte activité de construction neuve, qu’il s’agisse de résidences individuelles, de locatifs ou d’hôtels est un changement visible, d’autant plus lorsque celle-ci se réalise sur des espaces restés intacts jusque-là (Wehrli-Schindler & Widmer Tham 2019). L’activité de construction et l’expansion urbaine de la commune sont souvent les premiers points évoqués par les participants lorsqu’ils sont interrogés sur les changements constatés dans leur environnement. Ce sujet prime non seulement dans l’ordre d’apparition des points abordés, il est aussi très présent dans le discours en général. Dans le corpus des données d’entretiens, on compte ainsi plus de 600 occurrences des unités lexicales « constr », « maison » et « bâti » en français ; de « bau » et « haus » / « häuser » en allemand et « constr », « casa » ou « edifi » en italien, soit deux occurrences au moins par interlocuteur en moyenne. La prévalence de ce sujet s’appuie sur un constat objectif, plus que sur une perception subjective : dans toutes les communes de l’échantillon étudié (excepté au Locle), la construction a en effet connu un essor particulier ces dernières années (entre 2007 et 2016).

Les participants portent, pour la plupart, un regard critique sur cette évolution, regard qui se reflète dans l’emploi de superlatifs (« archi- », « sur- », hyperconstruits ; « über- », « verbaut », « voll- » ou

² Libellé de la question : « Quels sont pour vous les changements les plus importants durant cette dernière décennie dans votre commune ? (ou moins de dix ans, si durée de résidence plus courte.) »

« zugebaut » en allemand). Les commentaires ne portent pas uniquement sur la forte activité du bâtiment, mais aussi sur des considérations d'esthétique, de lieu, de qualité et de prix des édifices construits. Les participants sont par ailleurs nombreux à déplorer le grignotage de terrains agricoles ou naturels, tout comme la destruction d'anciennes maisons au profit de nouvelles, fait qui réveille la nostalgie d'un « patrimoine perdu ».

« Ici, c'était un petit paradis avec des champs, qui sont maintenant envahis de bâtiments énormes ou de barres d'immeubles haut de gamme. Maintenant, il y a très peu de nature, les appartements sont très chers. Il y a trop de constructions. »

(F, 66 ans, à Lutry depuis 36 ans)

« Je constate une multiplication des édifices et un appauvrissement de leur esthétique. Des édifices magnifiques ont été détruits pour construire des horreurs à leur place. Chaque parcelle de terrain qui restait a été construite. Il ne reste plus d'espaces verts. »

(M, 59 ans, à Losone depuis toujours)

« Le changement dans le village est terrible. On construit non seulement beaucoup, mais encore sans scrupules, ni respect. Il y a par exemple une vieille ferme qui doit être démolie. Il n'en a pas été tenu compte à la protection du patrimoine ; c'est ainsi que disparaît le patrimoine. »

(F, 40 ans, à Belp depuis toujours.)

Les observations recueillies font souvent état d'évolutions qui ne vont manifestement pas dans le sens d'un développement urbain socialement durable, tel qu'exposé par Drilling et Weiss (2012) : celui-ci se caractérise par une démarche d'aménagement global du territoire, conjuguant les principes de la « mixité sociale », de la « mixité fonctionnelle », de l'« accessibilité » (design pour tous), de la « mobilité » (courtes distances) et de la « participation ». Les auteurs constatent que les quartiers résidentiels de villas en agglomération constituent aujourd'hui, en Suisse, un « défi urbanistique majeur », car construits dans un contexte de forte demande et « sans tenir compte des structures d'habitat existantes ».

Quoique des aspects positifs soient parfois soulignés et que d'aucuns qualifient pour le moins de « normal » le développement de leur commune, la majorité se dit écœurée, sinon furieuse de cette évolution. Certains participants s'interrogent : de

la densification ou du mitage, lequel est le moindre mal ? Et quoique nombre d'entre eux déplorent la trop forte proximité, voire l'« entassement » de la population, les participants semblent majoritairement s'accorder à préférer la densité au sacrifice d'espaces verts. Si l'on considère l'issue de l'initiative populaire « Stopper le mitage », rejetée le 10 février 2019, il apparaît que les critiques formulées quant à l'étendue et au type de constructions à autoriser, ainsi qu'aux contraintes géographiques et spatiales à observer dans la commune peinent à se traduire dans les urnes, puisque seul Le Locle (où les participants aux entretiens sont le moins nombreux à se plaindre de l'essor du bâtiment) comptait nettement plus de voix favorables par rapport à la moyenne suisse (soit respectivement 48 % et 36 %). Ce taux était même inférieur à la moyenne dans les communes de Belp (30 %), de Losone (32 %) et de Lutry (32 %).³

Au-delà de commentaires critiques, les répondants étaient nombreux à s'interroger sur les raisons de cet essor de construction, avec des conclusions qui se rejoignent, à savoir que la faiblesse du taux d'intérêt favorise les investissements immobiliers, tout comme la spéculation, avec au final un risque de bulle immobilière. Par ailleurs, là où l'on continue de construire malgré un fort taux de vacance des logements, les participants font état de corruption et d'ingérence d'une « mafia immobilière ».

Le constat de maisons qui « poussent comme des champignons » soulève forcément la question de savoir qui y vivra ? Qui en fera l'acquisition ou les louera ? Certains répondants voient dans l'afflux de nouveaux résidents la cause de cette frénésie de construction (hausse de la demande de logements) ou, au contraire, sa conséquence (prix tirés à la baisse par l'offre pléthorique). Cette dernière interprétation s'accompagne souvent de qualificatifs visant la population « attirée » de la sorte dans la commune. La situation est particulièrement frappante à Oftringen, qui affiche 6,4 % de vacance de logements (un taux nettement supérieur à la moyenne)⁴, et où un répondant affirme que : « Certains vont jusqu'à faire cadeau des premiers mois de loyer, histoire de trouver des locataires. Cela attire la racaille, pas les riches. » Dans d'autres communes, comme à Lutry, la situation est diamé-

³ Source : OFS/Statistiques des votations

⁴ Source : OFS Portraits des communes, chiffres 2018. Le taux de vacance des logements était, la même année, de 1,6 %, toutes communes confondues.

tralement opposée : on y construit des résidences de prestige hors de prix, avec à la clé une transformation des structures socioéconomiques (qui va dans le sens d'une « gentrification »).

Au-delà du taux de vacance des logements – resenti comme particulièrement choquant –, plus de logements signifie aussi plus d'habitants. Et de fait, lorsqu'ils évoquent l'activité de construction (en tant que facteur de changement), les répondants enchaînent souvent sur l'évolution démographique ; beaucoup sont même en mesure de chiffrer précisément la croissance démographique qu'a connue leur commune au cours des dernières années.

Pour les résidents établis, les nouveaux venus sont d'abord des inconnus. Les nouveaux résidents ou résidents « nouvellement installés » sont évoqués en termes neutres, sans qu'il soit question d'« immigrés » ou d'« étrangers ». D'aucuns saluent cette croissance démographique ou la jugent simplement normale, tandis qu'elle incommodé ou consterne d'autres. L'expression de « stress lié à la densité », apparue dans les années 1970 (Stolz 2000, 58) et que l'initiative contre l'immigration de masse a érigé en tabou en 2014, ne revient que très rarement dans le discours des participants. Il n'en reste pas moins que les sentiments de promiscuité, de trop forte proximité et de suffoquer ou d'étouffer sont très présents dans les entretiens.

Il n'est pas rare qu'après avoir évoqué en termes neutres la présence de nombreux nouveaux résidents, les répondants enchaînent sur la migration. Leurs propos montrent qu'ils sont conscients qu'une partie de nouveaux venus s'installent dans la commune sous l'effet de la mobilité intra-nationale, tandis que d'autres sont issus de l'immigration directe (c'est-à-dire de l'étranger). L'impression se dégage néanmoins de côtoyer désormais davantage d'inconnus, qui se distinguent par des différences culturelles ou linguistiques.

3.2.2 Saturation des infrastructures

La croissance démographique signifie non seulement un besoin accru de logements, elle suppose aussi davantage de commerces, de moyens de transport et de possibilités de loisirs, tout comme de services publics. De fait, les participants constatent des changements décisifs dans

la dotation infrastructurelle de leur commune, qui ne résultent pas seulement de la croissance, mais aussi d'une dynamique de modernisation générale.

Le changement accueilli le plus favorablement est l'élargissement des possibilités de consommation. Tandis que d'aucuns saluent l'ouverture d'un nouveau supermarché sous l'effet de la croissance, d'autres déplorent la disparition des commerces de détail et la relocalisation des commerces en périphérie. Il ressort, dans l'ensemble, que les achats alimentaires et le shopping sont, pour beaucoup, des éléments centraux du quotidien. Plus que subvenir à leurs besoins matériels, ces moments sont aussi l'occasion d'échanger et de voir du monde dans leur environnement proche (cf. chap. 3.3.1).

Si l'offre de marchandises semble s'adapter rapidement à la demande (tirée à la hausse par la croissance démographique), on ne peut pas en dire autant des services publics. Les établissements scolaires en sont un exemple symptomatique, tout comme les structures d'accueil extrafamilial pour enfants d'âge préscolaire et scolaire. Sur ce point, les participants interrogés déplorent souvent le retard de l'offre sur la croissance démographique, les autorités publiques tardant à réagir à l'évolution démographique effrénée.

« L'afflux de nouveaux résidents a aussi des avantages, par exemple l'ouverture d'une nouvelle Migros. Sur d'autres points, l'infrastructure ne suit pas, notamment dans les écoles. Les salles de gym surtout sont vétustes. »
(M, 70 ans, à Belp depuis 8 ans)

D'autres changements, tels que la fermeture d'un bureau de poste ou d'un guichet des CFF sont davantage mis sur le compte des processus de numérisation et d'automatisation que de l'évolution démographique de la commune. Les remarques en ce sens émanent le plus souvent de personnes plus âgées, qui ont parfois du mal à se faire à ces développements (ex : « Je ne vois pas pourquoi il faudrait avoir un smartphone pour prendre le train ! », « Je me refuse de pianoter sur ces distributeurs automatiques »).

Parmi les infrastructures publiques, les plus citées sont les infrastructures de transports – individuels et en commun. Ces deux modes de transport sont inversement connotés dans la perception des répondants : plutôt négativement pour le trafic routier individuel (car synonyme de nuisances et

de perturbations diverses); et positivement pour les transports en commun, lesquels apparaissent prometteurs et dont certains saluent l'extension, tandis que d'autres en déplorent le manque de capacités. Le même constat se dégage de l'enquête sur tablette: sur le point de la « qualité de l'air », les participants relèvent pour la plupart une dégradation – alors qu'ils notent majoritairement une amélioration au niveau des transports publics (cf. tableau 3).

Les jeunes et les personnes âgées notamment (qui ne sont pas motorisés) apprécient les gains de mobilité que permettent une desserte plus fréquente et des horaires plus étendus (bus/trams/trains).

« Les CFF sont ceux qui ont le mieux réagi: nous avons des trains plus longs, plus fréquentés et plus réguliers. Il est vrai qu'un train bondé n'est pas toujours agréable, mais les transports en commun fonctionnent en principe très bien à Rümlang. »

(F, 70 ans, à Rümlang depuis 36 ans.)

Le tableau n'est pas le même pour les transports individuels, la croissance démographique s'accompagnant nécessairement d'une hausse du nombre de véhicules privés, synonyme de circulation plus dense et, partant, de nuisances (bruit et gaz d'échappement), de même que de risques accrus, notamment pour les enfants. Ce sont là des lieux communs, certes, mais qui sont ici intéressants sous l'angle de l'intensité et de la dureté avec lesquelles sont ressentis les changements liés au trafic routier accru (auquel s'ajoute à Rümlang le trafic aérien).

« Beaucoup de bruit, qualité de vie diminuée, dégradation de la santé. »

(F, 65 ans, Agno)

« J'habite près de l'école primaire. À huit heures du matin, quand les parents déposent leurs enfants à l'école, il est vraiment dangereux de sortir de chez soi à cause du trafic routier. »

(F, 60 ans, à Oftringen depuis 13 ans.)

« Aux heures de pointe, l'embouteillage va du centre du village jusqu'à l'autoroute. »

(M, 33 ans, à Belp depuis toujours)

« Pour aller à La Chaux-de-Fonds le matin, c'est l'angoisse. Pour revenir le soir, c'est l'angoisse. »

(F, 41 ans, au Locle depuis toujours)

Le trafic en zones résidentielles est particulièrement pénible pour les habitants de la commune, raison pour laquelle ils seraient favorables à la construction de périphériques ou à l'aménagement de zones à circulation réduite. S'appuyant sur des sondages réalisés dans des villes suisses, Wehrli-Schindler et Widmer-Tham (2019, 11) constatent que le trafic est le premier problème évoqué par la population – le « trafic » désignant tant la mobilité personnelle que les conséquences de la mobilité d'autrui. Leur constat rejoint largement nos observations sur les agglomérations étudiées :

Plus de la moitié des participants au sondage sur tablette qui travaillent disent faire la navette – beaucoup prenant sans doute leur propre véhicule. Notons que le fait d'être soi-même partie du trafic individuel motorisé n'empêche pas d'être incommodé par ses nuisances, au contraire : en plus des nuisances sonores et des gaz d'échappement, les conducteurs (de véhicules privés) évoquent aussi le temps perdu en embouteillages. De fait, l'augmentation du trafic n'est pas uniquement mise sur le compte de la croissance démographique, mais aussi de l'éloignement géographique entre travail et domicile. Dans les communes situées à proximité des frontières, la mobilité quotidienne des frontaliers vient s'ajouter à ces nuisances.

« Il y a entre 25'000 et 30'000 véhicules qui passent au centre-ville tous les jours, il faut imaginer cela ! Les propriétaires des maisons sur cette route ne rénovent plus leurs façades, leurs maisons perdent beaucoup de valeur à cause de cette circulation. »

(M, 33 ans, Le Locle)

« Trafic terrible et suffocant. »

(F, 35 ans, Agno)

La question des frontaliers est à l'intersection des thèmes du trafic et de la migration – à condition de considérer la mobilité transfrontalière comme une forme de migration (au sens large du terme) (Bolzman & Vial 2007). Quelques participants déplorent, par ailleurs, le comportement de mobilité de personnes perçues comme étrangères : à Oftringen, p. ex., les références faites aux conducteurs « aux véhicules trop bruyants » ou aux « nouveaux riches propriétaires de Porches » qui ne s'arrêtent pas aux passages piétons visent clairement la population immigrée des Balkans. Les imbrications entre les questions de trafic et d'environnement (cf. chapitre suivant) sont nettement plus claires.



3.2.3 Environnement et nature

Le recul des espaces naturels, les incidences environnementales et la multiplication des risques écologiques apparaissent, chez de nombreux participants, comme des sujets de préoccupation majeurs, dont les causes se situent dans les changements constatés. Une enquête de l'Office fédéral de la statistique confirme que la perte de biodiversité et le changement climatique se sont imposés, ces dernières années, comme des sources d'inquiétude croissante de la population résidente, parallèlement à une baisse de satisfaction avec la qualité de l'environnement – quoique l'indice de satisfaction reste élevé en comparaison internationale (OFS 2020).

« Jadis, je construisais des cabanes dans la forêt et je pêchais dans le Rhin. Ce sont des choses qu'on ne peut plus faire aujourd'hui. »
(Rheinfelden)

« Le climat s'est dégradé. Il fait soudain aussi chaud ici que dans le Sud de l'Italie. On se demande à quoi ça va nous mener ... »
(F, 60 ans, à Rümlang depuis 30 ans)

Les remarques positives (ou optimistes) portent principalement sur l'éco-sensibilité grandissante et l'amélioration des mesures de protection de l'environnement et des espaces naturels. Les questions environnementales sont aussi davantage évoquées à une plus grande échelle (suisse ou mondiale), ce qui témoigne de leur inscription dans un cadre plus global. Une évolution fréquemment relevée est la médiatisation et la politisation croissantes des questions climatiques et environnementales.

« On est plus sensibles au climat et à l'environnement ; on fait plus attention. »
(F, 74 ans, à Losone depuis 14 ans)

« La durabilité est un enjeu important, mais on ne fait rien ... Autrefois, on payait une consigne sur les bouteilles de verre. Il y a des solutions simples. Les dimanches sans voiture ? Impossible. Pourtant cela se faisait autrefois. »
(M 47 ans, à Belp depuis toujours.)

Parallèlement aux inquiétudes suscitées par la pollution et les risques écologiques à venir (en général), on entend aussi un discours plus subtil, traduisant des préoccupations plus personnelles ou une certaine nostalgie face à la perte d'esthétique du

paysage. Le grignotage des espaces verts signifie surtout ici la disparition de zones récréatives de proximité, l'urbanisation d'espaces naturels (préservés jusque-là) étant déplorée pour des raisons esthétiques. Il apparaît que, pour beaucoup, la beauté des paysages et une vie proche de la nature sont des caractéristiques particulières à la Suisse. Un constat qui ressort également du « baromètre des préoccupations » 2019, selon lequel le paysage figure au troisième rang des particularités de la Suisse, derrière la « sécurité/paix » et la « neutralité »⁵. Une étude comparative entre plusieurs pays constate que nulle part ailleurs la proximité à la nature n'est un enjeu aussi important qu'en Suisse : la nature s'impose, en effet, comme un lieu de détente et de ressourcement privilégié pour trois quarts des Suisses. À tel point que la nature devance le « chez-soi » au classement des lieux de détente (Bühler, Herrman & Lambertus 2019, 4). À noter que, contrairement à ce qu'on voit dans d'autres pays européens examinés, le village ou la ville sont très rarement qualifiés de lieux de détente en Suisse (Bühler, Herrman & Lambertus 2019, 8).

« Je ne pense pas que nous ayons un problème de densité ici. Mais j'ai effectivement l'impression que nous défigurons le paysage en construisant partout. La Confédération n'intervient pas assez. »
(M, 38 ans, à Belp depuis 12 ans)

« Le Tessin a plus d'espaces construits et moins d'espaces verts que la Suisse centrale ; ils sont moins bien définis et moins protégés. »
(F, 50 ans, à Losone depuis 9 ans)

Outre les espaces naturels de détente, la propreté et la beauté de l'environnement sont également citées à de nombreuses reprises comme des éléments menacés. Un rapprochement est souvent fait, en particulier, entre la problématique des déchets et la migration. Il est parfois déploré que les étrangers nouvellement installés ne partagent pas le goût des Suisses pour la nature et leur attachement tacite à l'ordre et à la propreté, avec à la clé une dégradation visible.

5 Baromètre des préoccupations 2019, 20.

« La Suisse était le pays de la propreté ; elle est devenue terriblement sale : est-ce la nouvelle génération ? Est-ce la faute aux étrangers qui ne s'y sont peut-être pas habitués ? Mais je vois qu'ils ne font pas ce genre de choses chez eux. Peut-être que nous ne sommes pas assez sévères ? »

(F, Losone)

« Je veux pas être raciste, mais la ville n'est plus aussi propre que quand je suis arrivée. C'est aussi peut-être lié au laisser-aller des parents ou des personnes étrangères qui sont pas habituées, et qui laissent le désordre. »

(M, 71 ans, au Locle depuis 40 ans)

« Nous n'avons plus de ramassage des déchets verts ; les containers ne sont plus vidés car les [voisins étrangers] y jettent de tout : des sacs en plastique, des restes de viande ... C'est très ennuyeux pour moi, parce que je mange beaucoup de fruits. Du coup, je dois tout jeter aux ordures. »

(F, 75 ans, à Oftringen depuis 28 ans)

Deux lignes de conflit se dessinent ici : la problématique environnementale, considérée comme un défi sociétal général autour duquel nous devons tous nous mobiliser ; et les défis liés à la migration, en termes de vivre-ensemble à l'échelon local (quartier/voisinage) d'une part et, de l'autre, des représentations de l'ordre établi.

3.3 Le vivre-ensemble en mutation : se dit-on encore bonjour ?

En considérant globalement les perceptions des changements observés dans l'environnement des participants, on se heurte à première vue à un paradoxe : à savoir que la croissance démographique perçue se double du constat d'un anonymat croissant et d'un appauvrissement de la vie sociale dans la commune. Autrement dit, pour les participants, plus de monde ne signifie pas plus de contacts sociaux et d'échanges humains – au contraire.

Ces changements observés dans le vivre-ensemble sont symptomatiques de la transformation progressive d'une commune rurale en région urbaine. Rappelons que les communes étudiées se caractérisent toutes par une certaine densité démographique et ont connu une croissance plus rapide que la moyenne – y compris par rapport à la moyenne des communes d'agglomération (cf. chap. 2.2).

« Ce qui a le plus changé, c'est la croissance : la transformation d'un petit village agricole en véritable commune d'agglomération. »

(F, 70 ans, à Belp depuis 39 ans)

La perception du vivre-ensemble qui se dégage des entretiens comprend plusieurs aspects qui correspondent à des possibilités d'interaction sociale, telles que shopping, sorties, événements culturels et vie associative.

3.3.1 Shopping, sorties et consommation

Sur le point des changements qui touchent le cadre de vie immédiat des résidents, il apparaît que le facteur consommation joue un rôle fondamental. Les aspects shopping et sorties sont fréquemment cités en rapport avec l'impact des changements observés sur le quotidien. Souvent évoqués, l'ouverture d'un nouveau centre commercial, tout comme la fermeture d'une boulangerie de village, d'un café, d'un bar ou d'un restaurant sont des changements qui entraînent une modification des habitudes de consommation locales.

« Les aspects négatifs : on nous a privés de notre Coop. Ça a été un coup dur pour beaucoup [...] Heureusement que beaucoup de nouveaux commerces ont ouvert. »

(F, 75 ans, à Oftringen depuis 28 ans)

« Le problème est que Belp se donne des airs de ville sans l'être. Il n'y a par exemple pas de magasin d'électronique du type Melectronics ; pour cela, les Bellois doivent continuer d'aller à Berne. »

(F, 40 ans, à Belp depuis toujours)

Une autre tendance qu'évoquent plusieurs répondants est celle des achats en ligne et leurs répercussions sur le commerce de détail :

« Une autre évolution que j'observe – et là, j'en veux beaucoup à la jeune génération – ce sont les achats par internet qui signifient la mort du petit commerce. On l'observe aussi ici. »

(M, 65 ans, au Locle depuis toujours.)

La question des achats revêt une importance toute particulière dans les communes situées à proximité des frontières, le tourisme de consommation qu'engendrent les écarts de prix entre la Suisse et le pays voisin suscitant passablement de critiques. En Suisse italienne notamment, les répondants

sont nombreux à souligner une injustice à plusieurs niveaux, à savoir le plus faible revenu des salariés tessinois, qu'ils imputent au dumping salarial et qui les oblige à faire leurs achats en Italie, où le coût de la vie est inférieur, ce qui se répercute à son tour sur l'économie locale.

« Je fais mes courses en Italie parce que c'est moins cher. Quand on va à la Migros, il faut se rabattre sur les promotions, sinon c'est trop cher. »

(F, 70 ans, à Losone depuis 40 ans)

« Quand on voit qu'un commerce sur deux a mis la clé sous la porte, ça fait peur. Beaucoup font leurs courses du côté allemand de la frontière. »

(F, 50 ans, travaille à Rheinfelden)

En fonction des préférences de consommation (lesquelles semblent fortement liées à l'âge), les changements dans l'offre locale peuvent être vécus positivement ou négativement. Si l'on se réfère à l'enquête sur tablette, les réponses se répartissent équitablement entre les appréciations mélioratives et péjoratives de l'offre de commerces (cf. tableau 3).

Au-delà de l'offre qui change, le mécontentement que suscite la fermeture d'un commerce ou la disparition de cafés-bars, tout comme l'approbation de l'ouverture d'un café à l'entrée d'un supermarché soulignent la composante sociale de la consommation. Le shopping et les loisirs sont des occasions d'entrer en contact avec d'autres résidents de la commune. La consommation locale revêt ainsi un rôle clé pour le vivre-ensemble. De nombreux habitants travaillent hors de leur commune et sont dès lors absents une bonne partie de la journée. Si tous leurs loisirs et consommation se déroulent en dehors de la commune, celle-ci se transformera de fait en commune-dortoir. Les répondants plus âgés, en particulier, soulignent la fonction sociale des petits commerces qui se prêtent, mieux qu'un supermarché, à engager la conversation, que ce soit avec le personnel ou d'autres clients.

Le « service de masse » que propose un supermarché moderne reflète l'anonymisation croissante que s'accordent à constater les participants au sondage et qui est caractéristique des villes.

« C'est triste que les petites boutiques disparaissent de plus en plus au profit de grandes

chaînes et surtout des enseignes un peu anonymes comme des assurances. [...] Les commerces sont aussi des points de rencontre et de sociabilité, il faut ça. »

(F, 62 ans, à Lutry depuis 28 ans)

« Avant il y avait, à la place du nouveau centre commercial, l'auberge *Zum Löwen*. On y assistait à des pièces de théâtre et à d'autres représentations. Aujourd'hui, tout cela n'existe quasiment plus, Oftringen a perdu sa chaleur. On ne se parle plus, plus personne ne participe et chacun vit pour soi. »

(F, 63 ans, à Oftringen depuis toujours)

Ce qu'il faut retenir : quoique – du point de vue du consommateur – on n'observe pas d'amélioration, ni de détérioration sérieuse de l'offre dans les communes étudiées, la population résidente constate néanmoins que la vie sociale de la commune s'est appauvrie sous l'effet des changements survenus ou, du moins, qu'il y a eu transfert des lieux de rencontre hors de la commune. Si le shopping et les sorties offrent aujourd'hui moins de possibilités de contact entre résidents, quels sont alors les espaces alternatifs ?

3.3.2 Vie culturelle et associative

L'aspect vie culturelle et associative est moins présent dans les entretiens que l'aspect achats et sorties, même si les deux sont clairement liés. Lorsque les participants évoquent le « dépérissement de leur commune », voire sa mort, ils parlent de l'offre réduite d'activités sociales, festives, culturelles et communautaires qui y sont proposées.

Il ne faut pas en conclure pour autant que l'évolution de l'offre culturelle soit perçue comme négative : la majorité des participants à l'enquête sur tablette (42,8 % d'entre eux) voient du mieux dans ce domaine, contre 14,5 % d'avis négatifs (cf. tableau 3). Ces résultats se recoupent dans l'ensemble avec ceux tirés des entretiens.

« Grâce aux plus nombreux événements culturels, il y a plus de cohésion, plus de liens entre les différentes personnes qui habitent la commune. »

(M, 35 ans, à Agno depuis 8 ans)

« Du point de vue culturel, il y a maintenant la magnifique ancienne poste, toute rénovée avec plein

de manifestations autour. C'est une très bonne chose, même si ça a coûté un bras – ou deux. »

(M, 32 ans, au Locle depuis toujours)

Pour les communes d'agglomération, la proximité de la ville est à l'évidence un atout dans l'accès à la culture. L'offre culturelle d'une commune est aussi fonction des investissements consentis par les responsables locaux – la commune du Locle, p. ex., est particulièrement active dans ce domaine. La plupart des critiques formulées portent moins sur l'offre quantitative que sur son adaptation ou sur la tenue à l'écart de certaines populations (tranches d'âges ou groupes cibles).

« Autrefois, il y avait beaucoup de fêtes à Rümlang. Les jeunes ne sortent plus ici, à ce qu'ils disent. J'ai un peu l'impression que ma ville est devenue une ville-dortoir. »

(M, 62 ans, à Rümlang depuis 40 ans)

« Je fais partie du comité d'organisation du cinéma ; nous n'avons quasiment aucun soutien de la part de la commune. C'est pourtant un engagement public ! Pour les projections en plein air, par exemple, on ne nous a pas donné accès aux toilettes. C'est inadmissible ! Les joueurs de < hornuss > sont mieux lotis. »

(F, 70 ans, à Belp depuis 39 ans)

Quoique la culture bénéficie parfois de soutiens communaux, dans les faits, elle est largement portée par le travail bénévole. Il ressort ainsi de l'enquête sur tablette que près d'un tiers des participants sont engagés bénévolement, quoiqu'on ne sache pas dans quels domaines. À l'analyse statistique, il apparaît clairement que la proportion des vocations bénévoles s'accroît avec l'ancienneté dans la commune et que cette vocation traduit (statistiquement) une forte identification à la commune. Dans le même ordre d'idées, Wirth et al. (2016) constatent également un attachement territorial plus fort chez les résidents installés de longue date et les personnes âgées.

« Il y a très peu de cohésion des habitants, c'est très dilué. Bon, il y a quelques associations. Mais ce n'est pas comme autrefois. J'ai vécu l'arrivée des Italiens qui, eux, s'installaient au Locle pour de vrai ! »

(F, 65 ans, au Locle depuis toujours)

« Dans la population établie, beaucoup ont une vie culturelle et sportive très active dans le village : tournois sportifs, expositions, animations musi-

cales, etc. Avec près de 80 associations, on peut dire que nous avons vraiment une vie associative très active ! Bien sûr, le football est roi. »

(M, 54 ans, à Rümlang depuis toujours)

Les associations – qu'elles soient culturelles, religieuses, sportives ou à vocation sociale – sont considérées comme des lieux de cohésion et d'échanges (qualité dont l'absence est déplorée ailleurs). Dans les communes germanophones notamment, les associations sont légion, comme en témoignent les réponses des personnes interrogées et comme nous l'avions du reste constaté en amont des visites dans les communes, lors de la prise de contact. Reste que de nombreuses associations connaissent, semble-t-il, une diminution ou un vieillissement de leurs effectifs ou peinent à assurer la relève. Les résultats quantitatifs (cf. plus haut) confirment aussi l'impression – largement répandue – que les nouveaux venus sont moins enclins à s'engager dans la vie associative. Ce constat vaut aussi pour les adolescents et les jeunes parents, lesquels ne semblent pas constituer un public-cible prometteur, même si Wirth et al. (2016) observent un plus fort attachement territorial chez les familles.

Les associations peuvent être un vecteur clé de préservation des traditions, mais aussi un bon instrument d'intégration. En rapport avec la migration, on relève, dans les entretiens, un certain nombre d'allusions faites à la (faible) participation des étrangers aux associations ou événements culturels locaux. Sous le point « culture », d'aucuns soulèvent aussi la question du vivre-ensemble multiculturel. Dans ce contexte, la migration est parfois perçue comme un enrichissement culturel et une ouverture appréciable de la société suisse ; mais on ressent aussi des inquiétudes à l'égard de groupes de migrants qui « restent entre eux », côtoient la population suisse sans se mêler à elle, et dont la culture prend parfois beaucoup de place. Un sentiment d'aliénation ressort ainsi de nombreux entretiens :

« J'attends des étrangers qu'ils participent à la société, p. ex. à travers une association. Avec tant de cultures, la tradition suisse va finir par se perdre. Il y en a simplement trop, la tradition ne peut plus se perpétuer si tant de monde ne participe pas vraiment. »

(F, 40 ans, à Belp depuis 33 ans)

« Il y a ici des fêtes étrangères ; j'ai par exemple vu une fête érythréenne. Cela me choque. »

(F, 80 ans, à Oftringen depuis 45 ans)

On lit aussi parfois des craintes de voir émerger une société sans cohésion sociale, ni culturelle, qui évolue sur plusieurs chemins parallèles, sinon une société aliénée de sa culture propre par la présence d'« autres cultures ». Le chapitre suivant (tout comme le chap. 3.4) s'intéresse de plus près aux traits particuliers qui caractérisent la vie sociale en milieu d'agglomération et à ses développements.

3.3.3 La vie sociale en agglomération

La question de la cohésion et du vivre-ensemble au sein de la commune est un sujet récurrent dans les 278 entretiens menés. Le terme qui revient le plus souvent pour décrire les évolutions dans ce domaine est « l'anonymat » (croissant). L'« anonymat » s'entend ici comme le fait d'évoluer en inconnu ou de côtoyer des personnes qu'on ne connaît pas personnellement. Pour les répondants, ce développement s'explique par la croissance démographique : l'afflux de nouveaux résidents signifie donc (avant tout) la présence de nombreux inconnus. Dans le droit fil de cette logique, la densité démographique apparaît comme un vecteur d'anonymat et de perte de cohésion, indépendamment de l'ancienneté des résidents. Les résultats de l'enquête sur tablette vont dans le même sens : la grande majorité des répondants observe en effet une amélioration sur le point de la « diversité des habitants » dans la commune (ce qui signifie sans doute qu'elle s'est renforcée). Sur le point de la cohésion entre les habitants, les avis sont plus partagés, la moitié des participants qualifiant le changement observé d'amélioration, l'autre moitié de péjoration.

Lorsqu'un village se transforme en ville, l'anonymat se renforce – une caractéristique souvent attribuée au milieu urbain. Pour reprendre les termes du sociologue Tönnies, il y a alors passage d'une communauté à une société (Tönnies 2012).

« Plus il y a de monde, plus la commune devient impersonnelle. »

(M, 26 ans, à Oftringen depuis toujours)

« La cohésion recule dans la commune. On ne fait qu'y habiter, on n'y vit plus. Personnellement, je

suis engagé bénévolement dans deux associations. J'aimerais que le vivre-ensemble se renforce. »

(F, 43 ans, à Oftringen depuis 4 ans)

Si cette perception apparaît négative au premier abord, il ressort à l'analyse que la progression de l'anonymat et la perte de cohésion sociale sont des attentes qui ne se concrétisent pas toujours, malgré la croissance démographique. Ce constat revient à plusieurs reprises dans les propos recueillis (« Il y a encore des gens qui s'engagent dans la vie associative », « Au magasin, on nous conseille encore personnellement » ou « Dans le quartier, on s'entraide encore, malgré tout »), comme si le maintien d'une certaine vie sociale était surprenant.

« Grâce aux associations, on se connaît encore, mais le sentiment d'appartenance est aujourd'hui moins fort. »

(M, 75 ans, à Rümlang depuis 47 ans)

« Personnellement, j'habite en vieille ville, où les gens se disent encore bonjour en partie. Ce n'est pas le cas des nouveaux venus : on n'a plus le même ciment. »

(M, 45 ans, à Rheinfelden depuis 30 ans)

« Ici, les gens se connaissent et se disent bonjour. Toutes les générations, même les jeunes, et surtout les jeunes ! C'est ça, l'esprit de village. »

(M, 57 ans, au Locle depuis 35 ans)

« Chacun poursuit son chemin, on ne se dit plus bonjour. Les gens ont presque peur de se saluer. »

(M, 87 ans, à Agno depuis 52 ans)

Se saluer dans la rue : il est frappant de constater le nombre de références faites à cette pratique, au point que le fait de « se dire (encore) bonjour » ou de « ne pas (plus) se saluer » apparaît comme une sorte d'indicateur universel de la qualité de la cohésion sociale. D'autres éléments reconnus comme symptomatiques ou déclencheurs d'un appauvrissement de la vie sociale sont la rupture entre lieu de vie et lieu de travail, le recul de l'engagement associatif, la faible fréquentation des bars et restaurants locaux, mais encore la dégradation des espaces publics (littering).

Le cas d'Oftringen illustre bien les conséquences – redoutées et parfois avérées – de la croissance fulgurante (et même socialement inacceptable) d'une commune. Oftringen se bat sur plusieurs fronts : forte vacance de logements, trafic très dense



et forte croissance démographique. Quoique quelques réactions positives aient été émises, les répondants parlent, dans l'ensemble, en termes négatifs de l'évolution qu'ont connues leur commune et la vie locale. Certes, ce constat peut être biaisé par les circonstances de la visite dans la commune : le stand, monté dans un centre commercial – dans un lieu néanmoins stratégique – semble n'avoir attiré que peu de personnes profondément attachées à la commune, lesquelles se trouvaient peut-être à une manifestation sportive qui se déroulait le même jour.

« Oftringen est moins chaleureux qu'autrefois. Avant, il y avait nettement plus de Suisses ; aujourd'hui on ne se dit plus <bonjour>. »
(F, 28 ans, à Oftringen depuis toujours)

Oftringen n'a pas de vie, ni de centre ; c'est anonyme, sans âme et sans vie.
(M, 48 ans, à Oftringen depuis toujours)

Oftringen a vraiment le charme d'un carrefour.
(M, 75 ans, à Oftringen depuis 12 ans)

L'impression, restituée de façon très percutante pour Oftringen, d'une vie sociale atrophie (du moins au stade de développement actuel de la commune) se rencontre aussi dans d'autres communes. Pour les participants interrogés, le moteur de ce changement est – à n'en pas douter – la (rapide) croissance démographique. Cette croissance est clairement attribuée à divers facteurs, sans être systématiquement mise sur le compte de la migration (internationale). Un lien existe néanmoins clairement entre ce chapitre et les enjeux liés à l'immigration étrangère (cf. aussi, sur ce point, Pries 2013). S'il apparaît relativement aisé de surmonter le sentiment initial d'être étranger à l'autre lorsque les nouveaux venus partagent le même contexte culturel ou la même langue, il en va autrement en l'absence de ces dénominateurs communs. Et ce, à plus forte raison lorsque la culture ou le mode de vie des nouveaux venus sont perçus non seulement comme différents, mais comme dérangeants ou irrespectueux des usages locaux.

« Eh bien, j'habite dans la plus haute tour de Belp ; nous avons là passablement d'étrangers. Une partie d'entre eux ne vous saluent pas, on ne sait pas trop s'ils sont mal à l'aise. En principe, je suis ouvert, mais ... Là, ça passe encore, mais plus ils seront, plus ça deviendra anonyme. »
(M, 79 ans, à Belp depuis 55 ans)

« Il y a bien plus d'étrangers qu'avant. Beaucoup viennent de l'ancien bloc de l'Est. On a aussi de nombreux Musulmans. On les voit souvent à la place de jeux. Il faut dire qu'on n'y voit plus tellement d'enfants suisses – je ne porte pas de jugement ! On voit aussi des voitures sales avec des femmes voilées à bord qui emmènent leurs enfants. Cela me dérange un peu. Parce qu'on ne se comprend pas, tout simplement – certains d'eux ne parlent pas un mot d'allemand. Ils ne vous disent pas bonjour. Autrefois, c'était différent. Les temps changent, c'est tout. Et puis, il y a l'anonymisation, la mondialisation ... Peut-être aussi que je me fais vieux. »
(M, 62 ans, à Rümlang depuis 40 ans)

Parallèlement à ces réactions critiques, les participants sont aussi nombreux à constater que le vivre-ensemble se porte très bien et que les nouveaux venus – dont des étrangers – trouvent relativement rapidement leurs marques et s'impliquent dans la vie communautaire.

« La diversité dans les quartiers s'est accrue ces dernières années. Je trouve cela ni positif ni négatif. Certaines personnes trouvent très bien leurs marques dans leur nouveau lieu de vie, alors que d'autres préfèrent continuer à vivre à leur manière, quitte à se tenir à l'écart du groupe majoritaire. »
(M, 70 ans, à Lutry depuis 35 ans)

« Il y a beaucoup plus de diversité culturelle en Suisse aujourd'hui ; cette pluralité est une bonne chose. Que la Suisse accueille différentes cultures, je suis pour. Des réfugiés aussi. Seule la densité risque de poser problème, le bruit ... Les Suisses ont toujours du mal à supporter ces choses. »
(M, 65 ans, à Belp depuis 40 ans)

Dans la plupart des communes examinées – toutes hormis Belp et Losone –, la proportion d'étrangers dépasse la moyenne des agglomérations, soit 24,5 %. Oftringen arrive en tête de classement avec 35 %. Sur ce point, les chiffres de nombreuses communes d'agglomération se rapprochent de ceux des centres urbains, lesquels se caractérisent par une population à forte proportion étrangère.

3.4 Autres changements dans l'agglomération et au-delà

Par rapport aux autres points de discussion évoqués, il a été très peu question de politique dans les entretiens menés ; seul un quart environ des participants s'y sont référés spontanément, s'agissant le plus souvent de personnes impliquées dans l'administration communale ou dans la vie associative, qui soulevaient des questions spécifiques visant le développement de l'agglomération (certaines de ces questions ont déjà été abordées plus haut). On se concentrera, ci-après, sur les éléments de politique locale d'abord, puis de politique nationale. En fin de chapitre, nous reviendrons ensuite sur un certain nombre de défis socioéconomiques qui préoccupent les participants aux niveaux des agglomérations comme du pays.

Quoique cette question n'ait pas été abordée systématiquement lors des entretiens, on constate que l'appartenance politique des participants se caractérise par une grande diversité, le même constat valant pour les participants aux jeux sur tablette. Les participants à l'enquête sur tablette d'Oftringen et des communes de Suisse italienne se positionnent davantage à droite, tandis qu'en Suisse romande, et notamment au Locle, ils sont plutôt de gauche. Il est par ailleurs intéressant de souligner que les double-nationaux se situent tendanciellement plus à gauche que les participants de nationalité suisse ou étrangère. On n'observe guère, sur ce point, de différences liées au genre, quoique les femmes aient davantage tendance à se positionner à gauche sur l'échiquier politique, tendance que confirment les résultats des votations et élections suisses : les partis très marqués à droite, tels que l'UDC, séduisent moins les femmes (Blumer 2013 ; Freitag & Vatter 2015).

3.4.1 Gros plan sur le développement communal et la politique locale

Comme d'autres sujets évoqués, la politique locale a davantage été abordée de façon critique que sous l'angle de ses mérites ou succès particuliers. Reste que les avis sont souvent très tranchés, d'aucuns se félicitant du faible taux d'imposition de Rümlang, tandis que d'autres déplorent des « goulets d'étranglement financiers auto-provoqués », qui font qu'il est difficile de s'adapter aux changements et que les subventions aux struc-

tures d'accueil extrafamilial sont supprimées. Les critiques émises portent pour la plupart sur les méthodes de gestion des affaires politiques et leur légitimité : les répondants étaient ainsi nombreux à déplorer une polarisation de la politique locale comme nationale ; mais seuls quelques-uns d'entre eux souhaitaient explicitement un plus fort brassage politique. Ceci reflète peut-être le recul de la faculté de consensus observée plus généralement. Il ressort néanmoins de l'enquête sur tablette que les participants sont plus nombreux à souhaiter une plus grande diversification des sensibilités politiques dans la commune que le contraire. La position dominante de certains partis politiques a également été un sujet récurrent dans plusieurs communes.

« Rümlang est un peu un miroir de la Suisse : le ton s'est fait plus acerbe, plus agressif. »
(M, 70 ans, à Rümlang depuis 40 ans)

« Ici domine une idéologie de gauche, voire d'extrême gauche qui n'aime pas du tout le changement de manière générale. »
(M 30 ans, Le Locle)

« L'omniprésence de l'UDC est difficile à supporter. Ils ont carte blanche pour faire ce qu'ils veulent, sont ultraconservateurs. »
(M, 65 ans, à Belp depuis 20 ans)

Au-delà d'une certaine frustration politique, confirmée par divers sondages de portée nationale (Golder et al. 2019 ; Vimentis 2020), il apparaît que, dans presque toutes les communes, une part notable des répondants reproche aux autorités de ne pas être suffisamment à l'écoute de la population et de servir des intérêts privés. Des reproches de corruption se font également entendre par rapport au rythme effréné des nouvelles constructions (« J'ai l'impression que les politiques touchent des dessous de table. »). Les participants sont enfin très nombreux à partager l'impression que les responsables sont dépassés par les événements, qu'ils n'ont pas de plan de développement communal et qu'ils interviennent essentiellement en réaction aux impulsions d'acteurs influents.

« Ils ne font que réagir à une situation changée ; l'action délibérée, planifiée a un temps de retard. Les décisions se prennent dans l'urgence, elles ne sont pas réfléchies. »
(F, à Oftringen depuis 20 ans)

« On a assisté à un revirement politique généralisé, avec à la clé un appauvrissement de la conscience politique et une forte progression de la droite populiste ; ceci inquiète et crée un malaise dans certaines catégories de la population. »

(F, 65 ans, à Agno depuis 35 ans)

« Autrefois, on connaissait les fonctionnaires et les employés élus dans la commune. Aujourd'hui, on ne sait plus qui fait quoi et, quand on a un problème ou qu'on veut faire quelque chose, on ne sait plus à qui s'adresser. »

(F, 70 ans, Losone)

À noter, sur la question du développement de quartier, que plusieurs participants font état de consultations et de discussions de groupe auxquelles la population (seniors et jeunes) a été associée : lors d'un « diagnostic communautaire », les résidents plus âgés ont ainsi eu l'occasion (à travers un sondage et des discussions de groupe) de proposer des pistes concrètes pour renforcer la solidarité de quartier, p. ex. améliorer les liaisons de bus entre le haut et le bas de la ville (cf. Willemin et Guillaume-Boeckle 2018). Les participants reconnaissent aussi pour certains l'engagement des responsables communaux, comme l'illustre l'exemple suivant :

« À Belp, la réaction politique à la croissance est bien planifiée et la population est parfois consultée. La commune est bien gérée ! »

(M, 54 ans, à Belp depuis 6 ans)

La question des assemblées communales (organe législatif) n'est soulevée qu'en Suisse alémanique, n'étant plus d'actualité en Suisse romande, ni en Suisse italienne. Les appréciations recueillies sont presque toutes négatives sur ce point, étant souligné que, dans les grandes agglomérations, seule une fraction de la population y participe et généralement pour défendre des intérêts particuliers.

L'assemblée communale tourne de plus en plus à la farce. La participation y est facultative, soit. Mais elle réunit à peine 3 ou 4 % de la population et tout est question de mobilisation. Il suffit ainsi qu'un club de gym se mobilise pour faire passer une revendication. La volonté populaire s'en trouve faussée, mais si les gens n'y vont pas, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. »

(M, 70 ans, à Belp depuis 8 ans)

Au nombre des changements importants observés figurent aussi, dans toutes les régions de Suisse, les fusions de communes ; si elles inquiètent parfois, elles ne suscitent généralement pas d'opposition. D'aucuns relèvent aussi des évolutions positives ou des points forts dans la politique locale, en particulier dans les agglomérations de taille moyenne, s'ils connaissent personnellement les responsables communaux.

« Les autorités de Losone sont très attentives aux gens, leur souhaitent la bienvenue, sont à la disposition des habitants et les conseillent lorsqu'ils sont en difficulté. »

(F, Losone)

« Le président du conseil communal a une heure de consultation hebdomadaire ; chacun peut ainsi passer spontanément et lui faire part de ses préoccupations. Mais il semble qu'on ne fasse que peu usage de cette possibilité. »

(F, 65 ans, à Rümlang depuis 14 ans)

Plusieurs répondants originaires de pays voisins soulignent par ailleurs les possibilités de participation politique nettement plus étendues et plus progressistes qu'offre la Suisse par rapport à leur pays d'origine. Un résident de Losone regrette ainsi de ne pas pouvoir voter, sa situation financière ne lui permettant pas pour l'heure de se faire naturaliser.

Il ressort, en substance, que les participants interrogés sont plutôt critiques face à la politique locale. L'impression qui se dégage est celle d'assister à une perte de contrôle politique. Ce « laisser-faire » est interprété, d'une part, comme résultant de contraintes contextuelles, et, d'autre part, comme un choix délibéré. Il est aussi intéressant de noter les différences de perspectives des participants interrogés, qui s'expliquent par des différences de sensibilités politiques, mais aussi sans doute par des situations de vie diverses et les spécificités des participants. Enfin, les agglomérations étudiées se caractérisent précisément par la rencontre quotidienne de personnes qui ne sont ni vraiment citadines, ni villageoises.

3.4.2 Critiques à l'égard de la politique fédérale

Contre toutes attentes, seule une minorité, soit environ 15 % des participants interrogés se sont exprimés sur des questions de politique générale, et encore, de façon très laconique. Plus encore qu'à l'échelon local, les critiques formulées sur ce point portent sur la polarisation de l'espace politique national et sur l'absence d'ouverture au consensus. Plusieurs voix ont en outre déploré une dérive générale de la politique fédérale vers la droite ou le populisme ou, au contraire, (quoique plus rarement) une « gauchisation ».

« Je constate une « droitisisation » de la politique, qui est de plus en plus libérale, ce qui est inquiétant au niveau écologique : les recettes libérales tendent à accentuer le problème plutôt qu'à le résoudre. »

(M, 40 ans, au Locle depuis 37 ans)

« En Suisse, il y a surtout eu un changement de mentalités. Elle est devenue beaucoup plus cosmopolite, s'est « gauchisée » – un juste milieu serait préférable – et plus soucieuse de l'environnement. Cette gauchisation est si forte qu'on n'a plus le droit d'être fier d'être suisse. On est immédiatement taxé de xénophobie. Du coup, je suis plus réticent à m'exprimer en public. »

(F, 35 ans, à Belp depuis 18 ans)

« En Suisse, on observe une polarisation de l'espace politique. L'affiche de l'UDC de la pomme attaquée par des vers est typique. Mais il y a des positions extrêmes des deux côtés. L'extrémisme est dangereux. La Suisse cède de plus en plus à cette fausse impression qu'elle pourra s'en sortir sans l'Union européenne. Mais ce n'est pas une île. En politique, les compromis sont nécessaires – c'est le principe du juste milieu. Mais les politiques se prêtent aujourd'hui moins au consensus et au dialogue. »

(F, 65 ans, à Rümlang depuis 14 ans)

Au nombre des points abordés figurent aussi (quoique plus rarement) la façon de traiter les problèmes sociaux (point sur lequel nous reviendrons au sous-chapitre suivant) et celui des relations entre la Suisse et l'Union européenne. Cette question apparaît comme un sujet de préoccupation majeur, notamment en Suisse italienne : souvent, le lien est fait entre l'Europe, le travail frontalier, les prestations de service, la consommation et la

migration, avec des avis partagés. D'autant plus que, dans certaines franges de la population, le sentiment domine que le canton fait face à des défis dans lesquels le reste de la Suisse l'a abandonné.

« Pour ce qui est des changements politiques décidés à Berne, peu de gens ont le courage qu'il faut ; je voudrais un gouvernement plus fort, mais un peu moins pro-européen. Je ne suis pas contre, je pense seulement que les propositions européennes sont trop facilement acceptées. Nos politiques font exactement ce que l'Europe veut que nous fassions. »

(M, 57 ans, à Agno depuis 19 ans)

« Pour ce qui est des frontaliers, il y a une grande différence entre la Suisse intérieure et le Tessin et ils n'en tiennent pas toujours compte outre-Gothard. Des salaires plus bas au Tessin par rapport au reste des cantons, cela signifie un niveau de vie plus bas qu'ailleurs. Les prix sont les mêmes, mais le revenu est plus faible au Tessin. Ils ne s'en rendent pas compte à Berne. »

(F, 45 ans, à Agno depuis toujours)

L'exemple des communes de Suisse italienne montre que l'enjeu frontalier affecte particulièrement les personnes fortement enracinées dans leur commune de résidence et/ou qui ne peuvent (ou ne veulent) pas concevoir de s'installer ailleurs (migration interne ou internationale). Et il est vrai que la mobilité transfrontalière (trafic routier, marché de l'emploi, répercussions financières et économiques) touche plus fortement (ou sous plusieurs aspects) les agglomérations proches des frontières, dont font aussi partie Le Locle et – à moindre titre – Rheinfelden et Lutry. Les répondants y sont également plus nombreux à faire état de dysfonctionnements économiques et sociaux, lesquels sont certes évoqués dans les autres agglomérations, mais moins souvent.

3.4.3 Bouleversements sociaux et économiques

Ce n'est donc pas un hasard si plus de la moitié des observations concernant des défis socioéconomiques émanent du Locle et des deux communes de Suisse italienne. Certes, une analyse statistique des entretiens serait ici d'une pertinence limitée, ne serait-ce qu'en raison de l'inégalité numérique des effectifs interrogés dans les différentes communes

étudiées. Parmi les sujets les plus récurrents, les dysfonctionnements résultant d'inégalités sociales croissantes entre les différentes couches sociales ou générations (seniors/jeunes), mais aussi parfois entre les différentes régions du pays occupent une place de choix.

« Au niveau de la Suisse, les problèmes sont les mêmes que ceux que j'ai déjà évoqués. L'organisation du marché du travail, la politique libérale et mondialisée, l'expansion urbaine et les changements climatiques. On notera toutefois que tous ces problèmes concernent l'Union européenne dans son ensemble et, au-delà, le monde entier. »
(M, 70 ans, à Losone depuis 30 ans)

« En Suisse, les inégalités financières entre riches et pauvres se creusent. C'est ce qui a le plus changé. Un changement qui va dans le mauvais sens, du moins quand on est au bas de l'échelle. J'avoue que je me fais un peu de souci pour l'AVS, etc. »
(F, 43 ans, à Oftringen depuis 4 ans)

Cette situation est imputée, d'une part, aux évolutions liées à la mondialisation en général ; et, d'autre part, à l'augmentation du coût de la vie (santé et logement), alors même que les salaires stagnent, voire baissent dans certains segments du marché du travail, les rentes connaissant le même sort. Plusieurs participants font remarquer que les travailleurs peu qualifiés – mais aussi les travailleurs jeunes ou plus âgés – sont particulièrement touchés par ces effets indésirables. Dans le même contexte, les participants dénoncent également le dumping salarial lié au travail frontalier (italien et français).

Dans l'ensemble, l'appréciation des participants apparaît plausible et, en partie, fondée factuellement, même si les études réfutent les soupçons de dumping salarial dans les régions frontalières du pays – ou du moins ne les confirment pas. On notera, par ailleurs, que même dans des agglomérations qui connaissent un fort taux de vacance des logements, telle qu'Oftringen, où les milieux de l'immobilier font état d'un taux de vacance de 10 % du parc de logements locatifs, plusieurs participants se plaignent de loyers trop élevés (Spaeth 2019).

« C'est une société très hétérogène, à qui il manque une conscience collective. Ces dernières années, l'écart entre le revenu moyen et le coût de la vie s'est creusé parce que de nombreuses personnes – entrepreneurs italiens, retraités suisses – peuvent se permettre un autre mode de vie, ce qui fait augmenter le prix des terrains et des propriétés, mais aussi des loisirs. Dans le même temps, les salaires restent inchangés. Par rapport aux autres cantons, le Tessin n'a connu aucune hausse de salaire ces dernières années ; j'ai l'impression que le pouvoir d'achat des Tessinois est inférieur à celui des autres cantons.

(F, 42 ans, à Agno depuis 7 ans)

« Il y a moins de prestations d'assistance sociale. Il faudrait encourager la création d'emplois. Il y a trop peu d'emplois pour les travailleurs peu qualifiés. Dans le canton de Berne, l'aide sociale a été réduite trois fois ! Autant dire qu'on cherche à exclure les gens. »

(M, 54 ans, à Belp depuis 4 ans)

Les indications concernant un recul de la demande de main d'œuvre peu qualifiée, parallèlement aux coupes dans l'aide sociale sont par contre étayées factuellement, même si l'on observe des différences considérables d'une région à l'autre. Reste que, sur la question de l'aide sociale, les avis divergent considérablement. À Belp, plusieurs participants font état d'une réduction pilotée du nombre de logements sociaux. Selon qu'ils l'approuvent ou non, ils considèrent cette évolution comme un accomplissement ou comme la cause d'un « manque de mixité », les étrangers à faible revenu s'installant « dans les HLM de communes voisines ». Une étude signée Heye, Bosshard & Hermann (2017, 47) confirme par ailleurs que les bénéficiaires de prestations d'aide sociale sont découragés de s'installer dans certaines communes par le biais d'une restriction des prestations d'assistance.

Enfin, d'autres sujets sont également abordés en rapport avec la Suisse ou avec des développements internationaux, tels que les répercussions de la transformation numérique en général et sur le monde du travail en particulier, des questions de formation et de scolarité, ou encore la transformation de la morphologie familiale.

3.5 Bilan intermédiaire – la migration : un phénomène concomitant du changement

En conclusion de ce chapitre, on peut retenir que près de deux tiers des participants observent des changements substantiels, souvent vécus concrètement et de près. Parmi les points soulevés, les plus fréquents sont l'essor du bâtiment, la densification du trafic et la croissance démographique. Ce constat tient sans doute, en partie, au choix des agglomérations étudiées, qui se caractérisent toutes – quoiqu'inégalement – par une croissance démographique et, pour plusieurs d'entre elles, par une dynamique de transformation de village en milieu urbain. On ne peut toutefois pas établir de corrélation directe entre l'ampleur de la croissance (à partir d'indicateurs statistiques) et la façon dont elle est perçue.

L'enquête sur tablette montre que trois quarts environ des participants ont choisi leur commune – ou du moins leur région de résidence. Pour plusieurs d'entre eux, c'est précisément sa situation entre ville et village qui fait la qualité d'une agglomération – bon raccordement aux transports en commun ou au réseau autoroutier, logements abordables et proximité d'espaces verts. Ces propos de Daum & Schneeberger le résument bien : « Habiter en agglomération est généralement un choix pragmatique, qu'on fait par principe. » (2013, 204).

Reste que la croissance démographique, la densification du trafic, la dynamique de construction et les nuisances environnementales inquiètent le plus grand nombre, ne serait-ce qu'à la vue de paysages qui disparaissent, alors que le bâti se densifie : mais si les participants sont nombreux à souhaiter qu'un frein soit mis à l'étalement urbain, ils ne sont pas pour autant favorables à une densification du logement et de l'espace occupé (unités d'habitation par hectare/habitants par logement). Le même constat ressort des votations fédérales et cantonales. Les changements rapides liés à l'activité de construction suscitent des réactions d'autant plus critiques que l'utilité n'en est pas évidente, par exemple lorsque le marché compte déjà de nombreux logements vacants. À l'inverse, les investissements dans des infrastructures d'utilité publique, telles qu'écoles, salles de sport et transports publics, etc., sont accueillis favorablement, comme en témoignent diverses études récentes (Wirth et al. 2016 ; Hunziker et

al. 2008). Les mêmes études constatent qu'il faut du temps pour composer avec le changement, a fortiori pour un individu fortement attaché à son lieu d'habitation ou établi de longue date (personnes plus âgées). Et ce n'est peut-être pas un hasard si les critiques sont moins vives à Belp, où la situation s'est stabilisée ces dernières années après une phase de croissance rapide. C'est dire l'importance d'une lecture contextuelle de la perception du cadre de vie, en la replaçant dans un cadre temporel de développement (Wehrli-Schindler & Pham 2019 ; Mendy & Efionayi-Mäder 2019).

La construction de nouveaux espaces culturels, commerces et restaurants est particulièrement bien vue lorsque ces lieux créent des possibilités de rencontre, l'individualisation et la numérisation croissantes de la société faisant naître un besoin de convivialité. Un besoin qui se manifeste par la recherche de contacts, mêmes superficiels, mais pour le moins familiers. Celui-ci ne se traduit pas nécessairement par un engagement associatif, mais par des gestes tels que se saluer dans la rue. Toutefois, dans toutes les communes étudiées, la population dépasse largement le seuil des 3000-4000 habitants (hormis à Losone), en-deçà duquel les habitants pourraient tous se connaître (Siebel 2015). Lorsque la croissance démographique (en général) et la migration internationale (en particulier) ne sont pas abordées, ces sujets sont le plus souvent évoqués en rapport avec la qualité du vivre-ensemble. On reviendra sur cette question au chapitre 4, qui examine les rapports entre le vécu d'inconnu des nouveaux arrivants et l'altérité perçue par la population établie face à des résidents qui ne parlent pas la même langue, s'habillent autrement et méconnaissent, voire ignorent parfois délibérément les codes et usages établis (façon de se saluer, ordre, traitement des ordures, etc.) (cf. Elias & Scotson 1994 ; Wimmer 2003).

Outre les points évoqués ci-dessus, d'autres sujets ont également été soulevés, quoique moins fréquemment, tels que la question des nuisances environnementales, le changement climatique, la progression des inégalités sociales et l'aide sociale, etc. – sous l'angle de leur importance pour la commune, le pays et même au-delà. La politique n'a été abordée – ou plutôt effleurée – que par un tiers environ des personnes interrogées. Leurs propos témoignent d'une certaine lassitude à l'égard du système politique, qui apparaît de plus en plus polarisé et de moins en moins apte au consensus. À l'échelle de l'échantillon interrogé, ce constat

se vérifie pour l'ensemble des communes et des régions linguistiques du pays, et plus encore au niveau fédéral. Les sondages confirment la tendance d'une perte de confiance des électeurs à l'égard des décideurs et des partis politiques (cf. Golder et al. 2019).

Les avis exprimés sur des questions politiques sont très partagés, reflétant le large spectre des sensibilités politiques qui caractérise la population des agglomérations. Ce constat se dégage aussi de l'enquête sur tablette. Un dénominateur commun qui transcende les divisions droite-gauche est le souhait de nombreux participants d'avoir, au niveau de la commune, un leadership politique plus fort, avec des visions d'avenir, mais aussi des com-

pétences plus claires. Ceci permettrait de s'affranchir de l'emprise d'intérêts particuliers forts, notamment ceux des milieux immobiliers. S'agissant de la politique cantonale et nationale, les sujets les plus récurrents étaient la libre circulation des personnes dans l'UE, le régime des frontaliers et, dans les communes de Rümlang et de Losone, des interventions liées à la politique d'asile (fermeture ou ouverture prévue de centres fédéraux pour requérants d'asile). Ces sujets seront approfondis au chapitre suivant, qui se penche sur l'importance des enjeux de migration et sur la lecture qu'il faut en donner, ainsi que l'attitude de la population locale face aux immigrés.





Tag & Nacht 0800 54 48 48 www.service48.ch

48

**SCHREINER
SERVICE 48**

www.aargauerzeitung.ch

ZEITUNG

Jederzeit dabei.

az

4. Migration : dimensions et manifestations du changement

Quoiqu'une littérature très fournie existe sur les attitudes à l'égard des immigrés (cf. chap. 4.1), très peu d'études se sont intéressées aux rapports thématiques entre la migration et d'autres sujets, ou à la place de ce sujet dans les propos d'individus sur les changements qui affectent leur propre cadre de vie. C'est précisément ce vide que cherche à combler notre étude. Nous avons vu jusque-là que la migration apparaissait comme un élément transversal des processus de changement vécus localement, plutôt que comme un sujet à part entière. Dans ce chapitre, nous nous focaliserons sur la migration. Les attitudes à l'égard des immigrés et d'autres minorités ont été abondamment examinées sous l'angle psychosociologique et politologique ; nous ferons ici le point sur l'état des connaissances, avant de nous intéresser à la façon dont la population résidente perçoit et interprète les évolutions démographiques liées à la migration et à son attitude à leur égard. Une distinction s'impose, sur ce point, entre l'arrivée de nouveaux résidents en général, qui s'accompagne initialement d'un sentiment d'inconnu, et l'arrivée de résidents issus de la migration internationale, qui suscite un sentiment d'altérité socioculturelle. Enfin, dans le dernier chapitre, nous proposerons une typologie des différentes attitudes observées face aux changements liés à la migration, lesquelles vont d'une attitude d'ouverture au rejet, en passant par la tolérance.

4.1 État des connaissances

La question de la cohabitation des différents groupes sociaux et des rapports qu'ils entretiennent entre eux est un sujet d'étude classique des sciences sociales. Historiquement, c'est aux États-Unis qu'a débuté l'étude de ce phénomène, la recherche ayant tôt fait de s'intéresser à la cohabitation entre Blancs et Noirs et au rôle des migrants dans la société. Même si la terminologie des chercheurs a évolué entretemps, trois facteurs ont été dégagés qui expliquent la facilité ou, au contraire, la difficulté du vivre-ensemble pour certaines personnes : la personnalité (autoritaire ou non), la pauvreté (relative) et les contacts avec des personnes d'autres groupes. Notons que ces trois

facteurs n'excluent pas d'autres schémas d'explication (Pettigrew 2016, Ruedin 2019).

4.1.1 Le facteur personnalité

L'importance du facteur personnalité a été un objet de recherche privilégié peu avant et immédiatement après la Seconde guerre mondiale (Adorno et al. 1950). Cette piste connaît aujourd'hui un regain d'intérêt, depuis qu'on sait comment mesurer avec fiabilité la personnalité d'un individu (Schwartz et al. 2014). Ce courant de recherche montre que la personnalité d'un individu joue un rôle clé dans sa façon de (et sa capacité à) composer avec les changements qui se produisent dans son environnement. Quant à savoir quelle est l'influence de la génétique sur la personnalité, quel rôle joue le milieu social à cet égard et comment ces facteurs interagissent entre eux, ces questions sont encore au cœur de débats épistémologiques (Hatemi & McDermott 2016, Ridley 2004). Ce que l'on sait, c'est que la personnalité d'un individu n'évolue en principe plus beaucoup à l'âge adulte (Schwartz et al. 2014). En revanche, au cours de son enfance et de sa jeunesse, elle peut effectivement être influencée par le milieu dans lequel il évolue (Hatemi 2013, Goldman & Hopkins 2018). Il est ainsi des personnes qui, non seulement, savent composer avec le changement, mais qui le recherchent activement. Ces personnes choisissent souvent de vivre en milieu urbain (Maxwell 2019a, 2019b, Stolz 2001, Halla et al. 2017). À l'autre bout de l'échelle, on trouve des personnes très réticentes au changement, qui se raccrochent à ce qu'elles connaissent, privilégiant souvent des communautés « de taille gérable », comme on en trouve dans les régions rurales. La personnalité influe donc sur le choix du lieu de vie.

Sous l'angle de la causalité, de nombreux chercheurs jugent insatisfaisant de se focaliser sur le facteur personnalité, sachant qu'une constante – en l'espèce la personnalité, peu apte à changer à l'âge adulte – se prête mal à l'explication de changements d'attitudes. Ce facteur reste néanmoins très étudié, étant établi que la personnalité influe sur la façon, d'une part, de percevoir la transformation sociétale et, d'autre part, de composer

avec. Ce qui a changé, c'est la façon de décrire ces prédispositions. Les aspects pertinents de la personnalité tels qu'ils sont mesurés aujourd'hui en psychologie sociale sont fortement corrélés à d'autres variables (Schwartz et al. 2014, Hatemi & McDermott 2016), notamment avec l'attitude libérale ou conservatrice d'une personne. En effet, une personne à tendance conservatrice ne souhaitera généralement pas devoir s'adapter, sachant qu'elle peine à composer avec le changement. Dans ce cas, une attitude « généralement opposée au changement », signifiera aussi, plus concrètement, une « opposition aux migrants » (cf. aussi Stolz 2001). Les études plus récentes parlent plutôt de « cosmopolitisme » par opposition au « communautarisme » pour désigner la même tendance dans un monde qui se globalise (De Wilde et al 2019, D'Amato & Ruedin 2018) : le premier désigne la recherche d'une passerelle vers d'autres lieux et modes de vie, auquel cas les facteurs localité et attachement territorial sont secondaires (cosmopolitisme), le second le repli sur ce qui est connu, le facteur localité jouant alors un rôle important (communautarisme).

4.1.2 L'influence de la pauvreté relative

Le deuxième facteur est celui de la pauvreté relative. Différents courants de recherche s'y rattachent, qui partent tous d'une démarche comparative (d'où le qualificatif « relative »). Celle-ci consiste à considérer chaque individu comme faisant partie d'un groupe (« nous ») et à le comparer à d'autres groupes (les « autres ») (Pettigrew 2016). La perception du changement joue ici un rôle clé, même si elle ne correspond pas nécessairement à des différences mesurables objectivement. La recherche a à peine effleuré la question des facteurs qui favorisent l'impartialité face au changement – même s'il est clair qu'on n'a pas toujours une perception objective de son environnement (Landy et al. 2017). La recherche montre cependant que les gens perçoivent les changements objectifs qui surviennent dans leur environnement et qu'ils sont conscients du regard d'autrui porté sur leur environnement (Permentier et al. 2011).

Plusieurs courants se regroupent sous cette approche. La recherche s'est d'abord intéressée au sentiment de menace sous ses différentes formes. La théorie part de l'hypothèse selon laquelle les humains se sentent menacés par les « autres » pour diverses raisons – le préalable étant qu'il y

ait pensée collective. Sous l'angle économique, les nouveaux venus représentent une concurrence malvenue sur le marché du travail, mais aussi au regard d'autres ressources telles que le marché du logement, les prestations sociales, l'espace sur la voie publique, dans les transports en commun ou au parc, etc. L'arrivée des « autres » est appréhendée comme un jeu à somme nulle : si les ressources doivent suffire pour les « autres », nécessairement il en restera moins pour « nous » (Meuleman et al. 2019). Sous l'angle culturel aussi, l'arrivée de nouveaux résidents pose un défi : celui de bousculer les modes de vie, la notion de « normalité » et les rôles établis. Ceci surtout si les nouveaux venus revendiquent la prise en compte de leur propre mode de vie – c'est-à-dire qu'il soit toléré et respecté (Freitag & Rapp 2013). La concurrence suscite alors une réaction de rejet des « autres » (Manevska & Achterberg 2013). Ce rejet ne vise pas le changement en tant que tel, mais un changement dont les résidents établis ne retirent rien ou qui pourrait affecter leurs privilèges.

Dans les travaux de recherche, le nombre de personnes nouvellement installées dans un lieu sert souvent d'indicateur pour apprécier la menace potentiellement ressentie. Théoriquement, il est clair que le potentiel de concurrence n'est pas uniquement fonction du nombre de nouveaux arrivants. Pour les employeurs, une plus forte concurrence signifie aussi des coûts de production réduits, qui pourront être répercutés sur le consommateur. Dans le même temps, nous évoluons socialement dans des réseaux spécifiques et n'avons ainsi, de fait, pas les mêmes contacts (type et densité) avec tous nos semblables, ce qui peut se traduire par des différences de réactions (Pecoraro & Ruedin 2016, 2020). Notons enfin que la littérature spécialisée qualifie de « perdantes de la mondialisation » les personnes particulièrement affectées (Baumann 2000, Kriesi et al. 2012) ; elle constate par ailleurs l'émergence d'un sentiment général d'insécurité (Inglehart 2018, Pecoraro & Ruedin 2016).

4.1.3 La théorie du contact

Le troisième facteur étudié est le contact établi « avec les autres ». Depuis Williams (1947) et Allport (1954), les indices s'accumulent pour montrer que le rejet des immigrés et des minorités tient en bonne partie à une absence de contacts, le simple fait de mal connaître les « autres » pouvant

renforcer des stéréotypes existants. Il est en effet plus facile de rejeter d'autres groupes en restant dans l'abstrait (Dovidio et al. 2000, Nelson 2009). Par contre, une fois le contact établi, on reste plus difficilement sur une attitude négative, l'existence de ce contact focalisant l'attention sur l'individu ; elle peut aussi estomper l'image négative d'un groupe (Pettigrew 2016, Rapp 2015, Visintin et al. 2019). Empiriquement, cette hypothèse a été systématiquement soutenue au fil des ans (Pettigrew & Tropp 2006). Les recherches plus récentes s'efforcent désormais d'en établir les mécanismes précis. Il apparaît p. ex. que le contact facilite la compréhension de la perspective des « autres », ce qui – on le sait – va atténuer les stéréotypes négatifs (Adida et al. 2018, Simonovits et al. 2017). Reste que le contact peut aussi avoir des effets contrastés au travail et au quotidien (Eisnecker 2019).

Si la théorie du vivre-ensemble est en principe dynamique, l'empirie s'appuie largement sur l'analyse transversale de sous-domaines, ceci pour des raisons de faisabilité. Les études réalisées sont souvent d'échelle nationale ou se rapportent à une ville spécifique – le rapport au changement social étant fréquemment relégué à l'arrière-plan. Quoique des considérations théoriques suggèrent qu'un changement social rapide, comme une immigration rapide devraient susciter une plus forte résistance, ceci ne se vérifie pas toujours empiriquement (Mitchell 2019, van Heerden & Ruedin 2019) – peut-être parce que les trois facteurs étudiés (personnalité, pauvreté relative et contacts) peuvent se contredire ou agir de façon décalée dans le temps (Charitopoulou & Garcia 2018). Les conclusions d'études plus récentes sur l'impact de la « crise migratoire » de 2015 et de l'afflux de requérants d'asile sur les attitudes sociales ne vont p. ex. pas dans le même sens (Halla et al. 2017, Hager & Veit 2019). Cette contradiction de tendances rend difficile l'application de la théorie existante à des changements réels survenant dans l'environnement personnel. Charitopoulou et Garcia (2018) concluent que le changement suscite d'abord des incertitudes, qui se traduiront pour une minorité par une attitude contre le changement, laquelle s'estompe ensuite sur la durée.

4.1.4 Rapport avec le développement urbain

Si la littérature évoquée ne s'intéresse pas spécifiquement à l'agglomération (elle se focalise

avant tout sur la ville), certains chercheurs ont néanmoins examiné le développement urbain sous l'angle des interdépendances entre aménagement du territoire et durabilité sociale : ils soulignent notamment la nécessité d'impliquer activement différents cercles de population et insistent sur l'importance d'une planification sociale qui prenne en compte les enjeux de la cohésion sociale (Drilling & Weiss 2012; Selle 2013). Au-delà d'une vision fonctionnelle et esthétique, les praticiens s'intéressent eux aussi aux aspects sociaux, symboliques et culturels du développement du territoire, aspects qui n'ont toutefois guère été étudiés en relation avec des questions migratoires à ce jour (Kaiser et al. 2016).

Un aspect sur lequel les ouvrages spécialisés reviennent de façon récurrente est le mouvement de départs que pourrait déclencher, parmi la population résidente, un afflux (trop) important et rapide de nouveaux venus dans le voisinage (Kaufmann & Harris 2015 sur les immigrés). Quoique ce phénomène ait effectivement pu s'observer aux États-Unis dans les années 1950 ou en Afrique du Sud dans les années 1990 – bien qu'il soit difficile d'établir un lien de causalité –, des études plus récentes apportent peu d'éléments à l'appui de cette thèse (à savoir que l'immigration déclencherait une vague de départs) (Halla et al. 2017, Kaufmann & Harris 2015, van Heerden & Ruedin 2019). Reste néanmoins une tendance réelle à la ségrégation, ne serait-ce que parce qu'on ne laisse généralement pas le hasard décider du choix du lieu lorsqu'on déménage – que ce soit pour des raisons professionnelles ou familiales (Müller et al. 2018) et qu'on aura tendance à choisir une région qui compte peu d'immigrés si l'on privilégie une communauté de composition homogène (Müller et al. 2018, Maxwell 2019a, 2019b).

Une autre question sur laquelle les chercheurs se sont abondamment penchés est celle de savoir quels groupes étaient le plus susceptibles d'être rejetés. Les conclusions dégagées se rejoignent largement sur ce point (Kalkan et al. 2009, Ruedin 2013), l'écart socio-culturel perçu entre la population majoritaire et le groupe immigré en question étant déterminant. Un groupe sera ainsi d'autant plus facilement rejeté qu'il présente (ou qu'on pense qu'il présente) de fortes différences culturelles (Islam & Raschky 2015, Ruedin 2013, 2020, Heath et al. 2019). Un autre motif de rejet est la perception selon laquelle un groupe pourrait occasionner des coûts (injustifiés) à la charge

de la population majoritaire, p. ex. en matière d'aide sociale ou du fait de l'infrastructure nécessitée (Ruedin 2020, Helbling & Kriesi 2014). Il ressort aussi des entretiens que le lien est régulièrement fait entre « immigrants » et « requérants d'asile » (Blinder 2015, Stolz 2001), lesquels sont souvent rejetés en raison, d'une part, des coûts supposés liés à leur prise en charge et, d'autre part, de l'écart socioculturel imaginé ou réel qui les distingue. La perception de cet écart change toutefois avec le temps, lorsque des contacts sont établis (Stolz 2001), de même que les craintes de coûts injustifiés peuvent s'estomper : les attitudes à l'égard des différents groupes ne sont donc pas particulièrement stables, mais peuvent s'ajuster et changer si des impulsions sont données.

4.2 La migration sous ses différentes facettes

Les changements démographiques sont, pour beaucoup, un sujet de préoccupation – notamment la croissance de la population résidente par l'arrivée de nouveaux habitants de façon générale mais aussi, plus spécifiquement, de personnes issues de la migration. On notera (quoique sans surprise) que d'autres facteurs influant sur la démographie, tels que le vieillissement de la population ou le recul de la natalité ne sont quasiment jamais cités. Mais la croissance démographique due à l'arrivée de nouveaux habitants est celle qui est le plus perçue.

4.2.1 La migration sous la loupe

La thématique de la migration – prise au sens large, c'est-à-dire comme désignant l'immigration, mais aussi le vivre-ensemble avec des personnes issues de la migration, etc. – revient, sous une forme ou une autre, dans près de deux tiers des 278 entretiens, tandis que 104 participants interrogés ne l'abordent pas. Ces derniers sont plus jeunes en moyenne. Pour un bon tiers des répondants – jeunes essentiellement –, la migration n'est sans doute pas le premier changement qui leur vient à l'esprit lorsqu'ils sont interrogés sur les changements récemment intervenus dans leur environnement. Les 174 répondants qui ont évoqué le sujet l'ont pour la plupart fait spontanément, sans y avoir été incités. Une vingtaine d'entre eux n'ont que brièvement parlé de migration, au détour d'une autre question. Enfin, dans quelques

rares cas, le sujet a été soulevé en réponse à une question de l'équipe de recherche.

Parmi les répondants qui ne perçoivent manifestement pas la migration comme une dimension importante de changement, la plupart constatent néanmoins un accroissement de la population communale. Dans ce contexte, un besoin de familiarité locale ressort clairement. Les participants sont nombreux à voir ce vivre-ensemble (souhaitable), qui repose sur la confiance et des relations personnelles, mis à mal par la croissance (perçue comme effrénée) de la commune. Le sentiment d'« altérité » recouvre ici deux aspects qui se recoupent en partie : l'ancienneté dans la commune et le sentiment de ne pas connaître les résidents nouvellement arrivés. Au-delà de ces aspects, les répondants évoquent une autre dimension, qui ne se rapporte pas à l'ancienneté dans la commune, mais à la dimension socioculturelle et migratoire de l'altérité. Cette dernière est déterminante en termes de temps nécessaire au rapprochement et peut renforcer ou au contraire diminuer l'impression (initiale) d'altérité (Wimmer 2003, Elias & Scotson 1994).

Les résultats du jeu « Voisinage » illustrent bien ce propos. Des études montrent que, si la présence dans le quartier de nouveaux voisins « indésirables » n'est généralement pas un motif suffisant pour faire déménager (ce qui reviendrait à s'enfuir), la composition du voisinage est néanmoins un critère qui compte dans un déménagement, les quartiers à forte population étrangère étant plutôt évités (Müller et al. 2018). Le sondage sur tablette donne un aperçu nuancé de ce que signifie, pour les résidents établis, l'arrivée de nouveaux venus dans le quartier. Les participants étaient invités à évaluer, dans un scénario fictif, leur satisfaction par rapport à leur environnement avant et après l'installation dans le quartier de nouvelles personnes présentant différentes caractéristiques. Il apparaît, dans l'ensemble, que celle-ci impacte négativement la satisfaction des résidents établis, en particulier si les nouveaux venus arrivent en grand nombre. Cet impact est moins fort si ceux-ci cultivent un mode de vie ou des loisirs semblables. De même, la satisfaction sera moins impactée par l'arrivée dans le quartier d'étrangers européens que s'ils viennent « de plus loin ». L'arrivée de nouveaux résidents ne déclenche donc pas *en soi* un mouvement de départs, mais l'intention de départ sera tendanciellement plus forte si les nouveaux venus sont

d'origine extra-européenne. Il en va de même s'ils sont d'origines diverses.

Les critiques formulées sur ce point visaient pour la plupart des groupes de population spécifiques (pays ou région de provenance ou statut de séjour) ou portaient sur des comportements-types attribués aux immigrés. Elles étaient rarement formulées à l'emporte-pièce ou en termes généralisant. Les quelques avis exprimés en termes généraux étaient souvent de portée nationale ou globale et se rapportaient davantage à des informations véhiculées dans les médias qu'à des expériences personnelles. Les commentaires généraux qui portaient sur la migration se rapportaient surtout à une société qui « prend des couleurs » (évolution jugée tour à tour positive ou négative), aux capacités d'accueil du pays, ou encore au « problème de densité » de la Suisse. Des termes génériques sont utilisés dans ce contexte, notamment « étrangers/étrangères » ou « migrants/migrantes ».

Quant à savoir quels sont les effets concrets des changements liés à la migration sur le quotidien des résidents, très peu d'éléments se dégagent des entretiens menés. En lisant entre les lignes, on se rend compte, d'une part, que la migration est évoquée en lien avec des questions pratiques du quotidien : les participants interrogés indiquent p. ex. éviter certains quartiers à forte proportion étrangère, se disent ravis de l'ouverture de nouveaux restaurants « exotiques », ou encore ont du mal à comprendre les parents de camarades de classe de leurs enfants. D'autre part, on constate que la migration affecte le bien-être personnel des résidents établis de longue date.

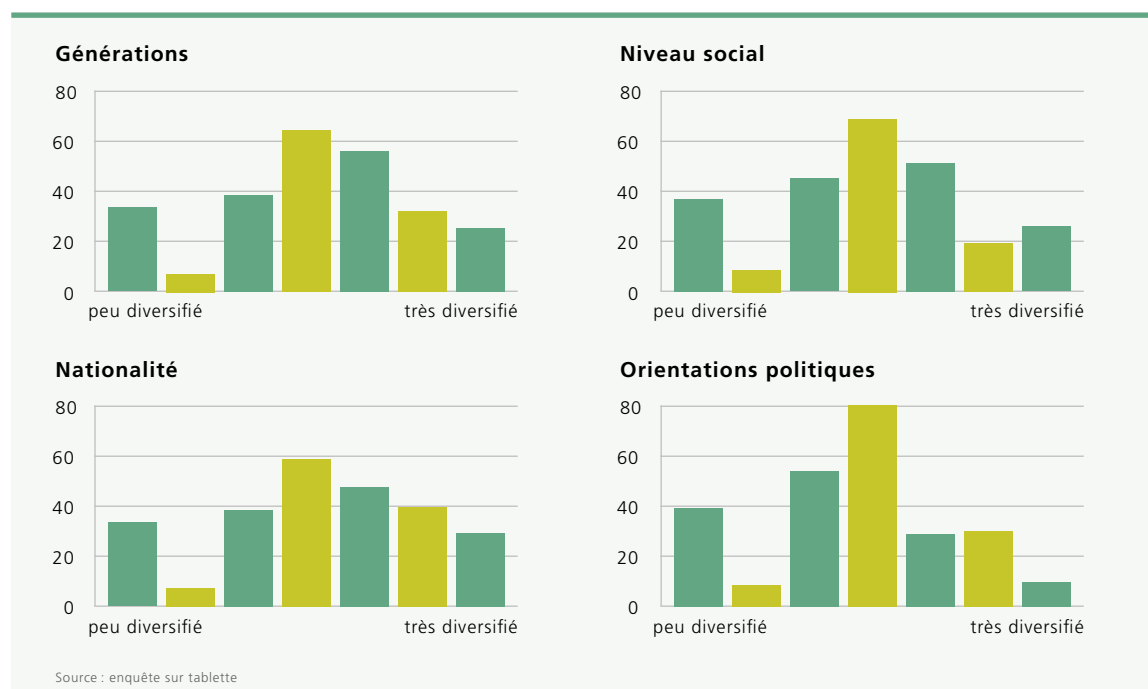
La non-évocation du sujet par une centaine de répondants peut aussi s'expliquer par le malaise qui l'entoure parfois. En effet, si la migration n'a pas été un sujet particulièrement récurrent dans les entretiens, sur tablette, les réponses se rapportant à la nationalité, à la diversité et au vivre-ensemble étaient en surnombre par rapport à celles qui n'avaient pas rapport à la migration.

Il est également intéressant de s'arrêter sur le regard que portent les participants de l'enquête sur tablette sur la « diversité » : dans l'ensemble, les communes étudiées sont qualifiées de « moyennement diversifiées », que ce soit en termes de niveaux sociaux, de générations, d'orientations politiques ou de nationalité ; les réponses tranchées (« très diversifié » / « peu diversifié ») étant rares. C'est sur la diversité des orientations politiques que la réponse médiane est la plus fréquente : les participants sont très peu nombreux à voir une grande diversité. Quoique les écarts soient minimes, c'est sur la question de la nationalité que la diversité perçue est la plus forte. La diversité perçue s'accroît, sur ce point en particulier, proportionnellement à l'ancienneté des répondants dans la commune.

4.2.2 Impact de la diversité sur les modes de pensée et de ressenti

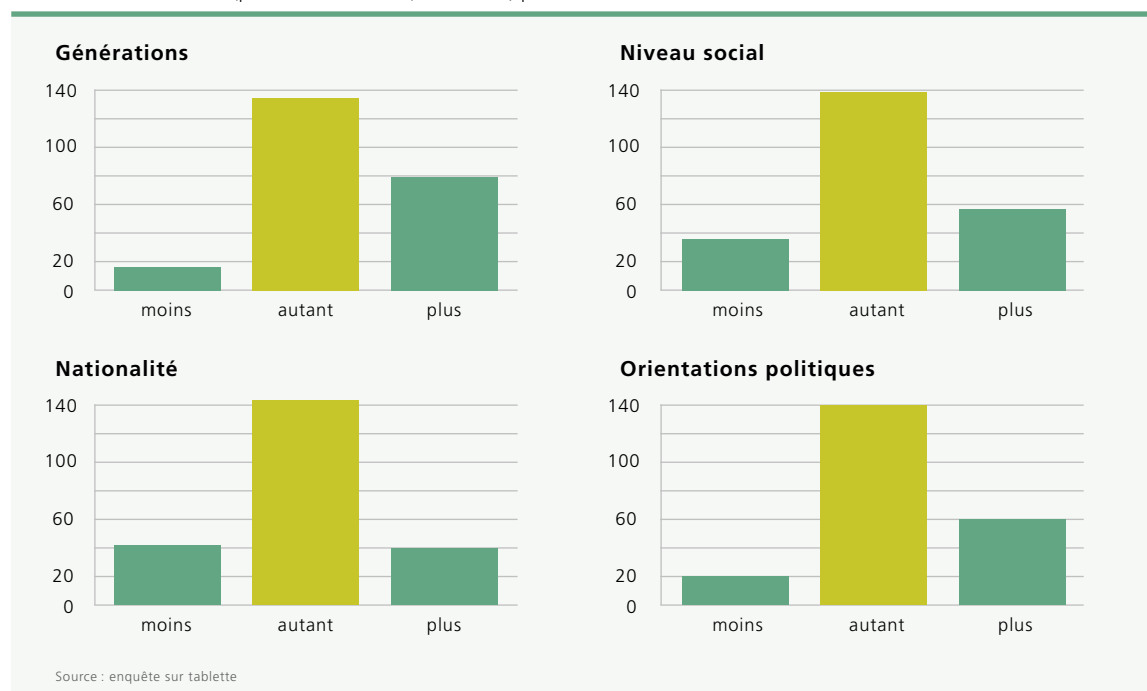
Quelques remarques liminaires s'imposent sur les points d'intersection entre les entretiens et l'enquête sur tablette. Des études sociologiques montrent, d'abord, que l'acceptabilité sociale de certains propos peut influencer sur le contenu des réponses données. Comme on pouvait s'y attendre, cet effet est plus marqué dans les entretiens que sur tablette. Mais dans l'ensemble, l'équipe de recherche est restée sur l'impression que les répondants s'exprimaient très librement et ouvertement. On ne peut néanmoins pas exclure que, vu le sujet (migration/groupes spécifiques), les participants se soient gardés de formuler des critiques à l'oral.



Illustration 2 : Perception de la diversité dans la commune, par domaine

Après avoir donné leur appréciation de la diversité dans leur commune, les participants étaient invités à préciser s'ils souhaitaient plus ou moins de diversité sur ces mêmes aspects. À première vue, leurs réponses indiquent qu'ils sont globalement satisfaits de la situation. En poussant l'analyse, on constate que le souhait d'une moindre diversité ne concerne que les nationalités représentées. Nous interprétons ce souhait quant à plus ou moins de diversité comme une attitude d'ouverture ou – au contraire – de rejet de la présence immigrée dans leur propre environnement. Sur l'ensemble de l'enquête sur tablette, cet élément est celui qui est le plus révélateur de l'attitude des participants à l'égard de la migration : le souhait d'une

présence moins diversifiée de nationalités est ainsi plus répandu parmi les participants situés à droite de l'échiquier politique, qui sont de nationalité suisse, plus âgés et d'une plus grande ancienneté dans la commune. La tendance inverse s'observe en termes de diversité des « générations », des « orientations politiques » et de « niveau social », où le souhait d'une plus grande diversité l'emporte.

Illustration 3 : Diversité (plus ou moins forte) souhaitée, par domaine

Comme l'indique l'intitulé, le jeu « [commune] en chiffres » (cf. enquête sur tablette) invitait les répondants à donner des estimations chiffrées sur leur commune. À noter que les estimations les plus réalistes concernent la population, population que de nombreux participants sont en mesure de chiffrer précisément. Pour ce qui est des autres points – évolution démographique, part de la population étrangère, surface de la commune, part de la forêt sur la surface totale et nombre de vaches dans la commune –, les estimations sont plus diffuses. On constate une surestimation systématique de la part de la population étrangère (par comparaison à d'autres points) – dépassée uniquement pour la surface de la commune. Seule l'évolution démographique est plus souvent sous-estimée que surestimée.

Les entretiens ont montré que les résidents souhaitent tendanciellement plus d'espace, une plus faible densité d'habitation et plus de nature. Ces souhaits ont pour effet de biaiser leurs estimations par rapport à la réalité : il est possible aussi que l'image traditionnelle de la commune se reflète dans ces estimations. Il en va autrement de la part de la population étrangère : celle-ci est souvent surestimée, même si – comme déjà évoqué – le souhait de moins de diversité est exprimé plus souvent pour les nationalités que pour d'autres points

et si la part de la population étrangère s'est sans doute accrue au fil des ans.

Les estimations sont manifestement faites par référence à des chiffres connus, ou sous l'effet de distorsions de perception : ainsi, le fait qu'un résident installé depuis peu surestime la part de la population étrangère dans sa commune peut traduire un sentiment général d'inconnu, de nouveau. Il n'y a guère que sur les orientations politiques que les estimations traduisent plutôt des sensibilités personnelles, des émotions ou des craintes, comme nous l'avons constaté plus haut en rapport avec le souhait d'une moindre diversité. La littérature spécialisée n'atteste pas d'un impact de l'opinion d'un individu sur sa capacité d'estimation. Elle constate en revanche une tendance générale à surestimer les chiffres faibles, tout comme les données « neutres », telles que le nombre de médecins en exercice dans un pays (Landy et al. 2017).

Les données recueillies concernant la situation sur le lieu de travail – pour les participants actifs – ne révèlent pas de craintes particulières liées à la perception de la migration. Nombre d'entre eux (70 %) considèrent leur emploi comme (très) instable. Or ce risque d'instabilité ressenti est sans lien avec la proportion estimée de travailleurs

étrangers sur le lieu de travail : les quelque 40 % des répondants qui indiquent que cette proportion est de 50 % ou plus n'estiment pas leur emploi plus menacé que ceux indiquant travailler essentiellement avec des collègues suisses. Diverses études constatent du reste que les contacts sur le lieu de travail impactent très peu l'attitude d'un individu à l'égard des immigrés, ni négativement dans le sens d'un surcroît de concurrence, ni positivement comme le voudrait la théorie du contact (Eisnecker 2019 ; Freitag & Rapp 2013). Il en va de même de l'exercice d'une activité rémunérée, dont Eisnecker (2019) conclut qu'elle n'a pas davantage d'incidence sur cette perception.

On retiendra en substance que les aspects du changement liés à la migration impactent tant le mode de pensée d'un individu que ses attitudes : les réponses recueillies sur les questions liées à la migration ou au vivre-ensemble diffèrent souvent de celles données à d'autres questions sans rapport à la migration. Reste que le phénomène de la croissance démographique pour lui-même prend plus de place dans la conscience et est émotionnellement plus chargé que sa composante migratoire. Dans l'ensemble, il n'apparaît toutefois pas que le facteur « proximité de la migration » impacte fortement le mode de pensée ou d'action des résidents établis, ni qu'il favorise le développement de schémas de pensée irrationnels ou émotifs. Force est aussi de constater que la façon dont on vit l'arrivée de nouveaux résidents/migrants varie en fonction surtout de sa propre ancienneté dans la commune : les résidents établis de longue date, qui s'identifient fortement à leur commune, perçoivent davantage (et avec un œil plus critique) le changement, tout comme la diversité qu'amène la migration. Ces aspects seront examinés de plus près au chapitre suivant.

4.3 Attitudes différenciées à l'égard des nouveaux arrivants et de la migration

Dans ce chapitre, nous examinerons de plus près les différentes attitudes exprimées à l'égard des nouveaux arrivants et des migrants, à la lumière des spécificités de la population établie, mais aussi des groupes auxquels se rapportent les avis et perceptions restitués. Comme déjà évoqué, les participants sont nombreux à ressentir un certain scepticisme, sinon des inquiétudes face à l'afflux (vécu comme excessif) de nouveaux arrivants dans

la commune. Toutefois, seule une partie des critiques portent spécifiquement sur l'arrivée et la présence d'étrangers ou de personnes issues de la migration.

4.3.1 Qui est aux prises avec les immigrés?

Sous l'angle du scepticisme exprimé face à la migration, le tableau qui se dégage des données recueillies est le suivant : à l'analyse des quelque 180 entretiens dans lesquels il a été question de migration, force est de constater qu'on y trouve souvent des remarques négatives, positives et neutres qui se côtoient. Si l'on regroupe ces appréciations mixtes et les allusions indirectes ou non (clairement) évaluatives en une catégorie « neutre », on obtient un tableau équilibré, avec un nombre quasiment équivalent d'interlocuteurs parlant de migration en termes négatifs, (53), neutres (57), et positifs (47), quoique les appréciations positives soient légèrement minoritaires par rapport aux deux premières catégories. La proportion de voix critiques à la migration est comparable dans les entretiens et sur tablette : cette attitude ressort d'un cinquième des entretiens menés (53 sur 278, étant précisé qu'il n'a pas toujours été question de migration dans ces entretiens). De même, près de 20 % des répondants à l'enquête sur tablette (42 sur 237) souhaitaient une moins grande diversité dans les nationalités représentées.⁶ Ces chiffres rejoignent ceux publiés par l'OFS dans son « Enquête sur le vivre ensemble en Suisse [VeS] » (Aeberli 2019) pour la population résidente totale, s'agissant du « sentiment dérangeant » que suscite la présence de personnes perçues comme « différentes » :

« 18 % de la population résidente suisse considèrent dérangeant de vivre avec des personnes d'une autre couleur de peau, religion, langue ou nationalité dans leur voisinage et 19 % dans leur quotidien. »

(Aeberli 2019)

À noter que les répondants pour lesquels la migration est négativement connotée sont en moyenne un peu plus âgés. Si l'âge n'a pas d'incidence sur la perception qu'on a de la diversité des nationalités présentes dans la commune, les participants plus

⁶ Dans l'enquête sur tablette, la variable « nationalité » est celle qui donne le plus d'indications sur l'attitude des participants à l'égard de la migration et de la diversité qu'elle amène.



coop aarepark

coop restaurant

BLACKOUT

coop vitality apotheke

Weltbild

Street One

aarepark

Weltbild

Weltbild

P



âgés sont plus nombreux à souhaiter une moindre diversité sur ce point. La même tendance ressort de l'enquête de l'OFS citée plus haut, notamment en termes de dérangement perçu dans le voisinage.

Plus que l'âge, l'ancienneté dans la commune et la sensibilité politique sont des facteurs déterminants de la perception de la migration, tout comme de l'attitude formée à cet égard. Les répondants qui comptaient plus de dix ans d'ancienneté dans la commune étaient ainsi nettement plus nombreux à s'exprimer en termes négatifs que positifs. Notons toutefois que les répondants qui comptent moins de cinq ans d'ancienneté dans la commune se démarquent par une forte proportion d'attitudes négatives ; c'est la tranche d'ancienneté moyenne (6-10 ans de résidence) qui rassemble le plus d'attitudes positives. Ce constat concorde avec les résultats de l'enquête sur tablette, selon lesquels le souhait d'une moins forte diversité de nationalités est particulièrement marqué chez les résidents établis de longue date. Là encore, c'est dans la tranche d'ancienneté moyenne qu'on observe le moins de rejet. Dans l'ensemble, il apparaît que les résidents établis de longue date se démarquent par une perception très forte et relativement critique des changements observés dans leur commune (cf. Cole 2013, Wirth et al. 2016). Enfin, la nationalité des participants influe elle aussi sur leur attitude, puisque le souhait d'une moindre diversité de nationalités est plus marqué chez les répondants de nationalité suisse (surreprésentés dans la tranche d'ancienneté supérieure).

Il apparaît ensuite que le facteur sensibilité politique, qui semble a priori sans rapport avec ceux de la nationalité et de l'ancienneté dans la commune, est en fait déterminant dans l'attitude à l'égard de la migration. Sans surprise, les répondants qui se disent politiquement de droite ont tendance à souhaiter une moins forte diversité des nationalités représentées dans leur commune. Notons ensuite que l'orientation politique a un effet de distorsion plus fort que le facteur ancienneté sur l'estimation de la proportion étrangère de la population et de l'évolution attendue de ces chiffres (lesquels sont surestimés).

Au-delà de ces caractéristiques collectives, on notera également que les répondants qui constatent des changements importants dans leur commune et qui qualifient ces changements de négatifs sont aussi plus réticents à la diversité des nationalités

(tout comme à d'autres dimensions de la diversité). La corrélation entre pessimisme face au changement et scepticisme à l'égard de la migration ou de la diversité ressort clairement des deux types de questionnement (sur tablette et par entretien). Ce constat vient aussi étayer la thèse de Stolz (2000), qui avance qu'une attitude négative à l'égard des étrangers s'inscrit dans une attitude plus globale d'opposition au changement et à la modernisation de la société (dont elle est la conséquence), attitude qu'il qualifie de « traditionalisme » et qui se rattache au « communautarisme » dont il est question dans la littérature spécialisée plus récente. Ce terme désigne une forme de scepticisme au changement, qui se caractérise typiquement par une perception de dégradation sociale, qui va de pair avec un patriotisme, un rigorisme, un conventionalisme et un ancrage politique à droite. Les résultats de notre étude trouvent ici un écho intéressant dans la thèse de Stolz, selon lequel une attitude négative à l'égard des étrangers devrait avant tout s'analyser comme une réaction traditionaliste au changement social (voir aussi Baumann 2000) : cette réaction aiderait à absorber les incertitudes et à réduire les complexités. Si l'on s'en tient à la littérature pertinente, une attitude hostile aux migrants ne signifie donc pas nécessairement qu'un individu est « objectivement » concerné, p. ex. par une concurrence accrue sur le marché du travail, mais témoigne plutôt d'un sentiment d'insécurité générale lié aux changements observés dans son milieu (Stolz 2000). Nous reviendrons plus loin sur la question de savoir si l'expérience personnelle (positive ou négative) d'un individu joue un rôle dans la formation de son attitude.

4.3.2 Et quels immigrés sont visés ?

Sous l'angle terminologique, nous avons utilisé jusque-là le terme générique de « migration » qui renvoie, par association d'idées, aux notions d'immigration, d'inconnu, de nationalité, de vivre-ensemble, de participation ou encore d'intégration. Si ce terme de « migration » est d'usage courant dans la recherche, dans le discours des participants, d'autres désignations, p. ex. celle d'« étrangers » sont plus fréquentes. On note aussi très peu de commentaires à l'emporte-pièce sur le phénomène migratoire en Suisse ou en Europe. Dans les entretiens, on compte plusieurs dizaines de termes utilisés pour se référer à des personnes issues de la migration / de groupes de migrants, qui sont désignées tantôt par référence à leur nationalité

(« Chinois », « Portugais », etc.), à leur région de provenance (« Africains », « pays du Sud », « Balkans » etc.), à leur statut de séjour (« requérants d'asile », « expats », « frontaliers »), aux motifs qui les ont conduit à émigrer (« main d'œuvre », « réfugiés », « réfugiés économiques »), à leur couleur de peau (« Noirs »), à leur religion (« musulmans », « femmes voilées », etc.) ou encore à leur langue (« anglophones », « hispanophones » – ceci en français surtout). Les termes génériques qui reviennent le plus souvent dans les entretiens sont « étrangers/étrangères », « migrants/migrantes » et « réfugiés », ces termes étant parfois utilisés à titre de synonymes.

Ces groupes font l'objet de commentaires tantôt appréciatifs, tantôt neutres, qui sont néanmoins révélateurs d'une opinion. Si les entretiens donnent un éclairage quant au regard des résidents établis sur certains groupes de migrants, ils ne permettent toutefois pas de tirer de conclusions appréciatives générales. Des schémas ne s'en dégagent pas moins, qui semblent confirmer les tendances identifiées dans la littérature spécialisée. Markaki et Longhi (2013) constatent par exemple que les propos critiques ou hostiles visent surtout les migrants extracommunautaires. Stolz (2000) arrive à une conclusion semblable : les requérants d'asile sont une sorte de « prototype » de l'étranger, les attitudes négatives étant essentiellement dirigées contre des personnes originaires de Turquie, de pays de l'ex-Yougoslavie et du continent Africain, qui sont perçues comme plus éloignées culturellement et moins « civilisées ».

De fait, on ressent un scepticisme marqué à l'égard des requérants d'asile et des réfugiés. Ces derniers sont souvent considérés comme un groupe improductif, un fardeau à la charge de l'aide sociale, sinon comme un groupe enclin à verser dans la criminalité. Les réfugiés ont aussi été présentés comme étant en concurrence avec la population suisse active, les participants déplorant parfois que les réfugiés bénéficient, de par leur statut, d'aides publiques dont la population suisse est privée. D'autres soulignent, à l'inverse, la vulnérabilité particulière de ce groupe, qui justifierait le soutien humanitaire et financier apporté.

« Ce qui, à mon avis, pose aussi problème à la Suisse, c'est la présence de requérants d'asile qui viennent sans travail. C'est autre chose que les travailleurs qui venaient dans les années 1970 et

qui ont contribué à faire de la Suisse ce qu'elle est aujourd'hui. »

(M, 64, établi à Oftringen de longue date)

« Les familles qui sont accueillies ou réfugiées ont au moins la possibilité de scolariser leurs enfants, ce qui – à mon avis – est fondamental pour leur avenir. Elles ont de quoi vivre dignement, même sans travailler. Si la Suisse parvient, économiquement et idéologiquement, à faire avancer ces projets, la situation de ces personnes pourra s'améliorer elle aussi. »

(F, 43 ans, Losone)

« Je comprends que les réfugiés qui ont fui la guerre aient besoin d'aide. Dans le même temps, on ne prête pas assez attention aux Suisses d'un certain âge qui ont travaillé toute leur vie. [...] Je trouve contestable de soutenir davantage les étrangers. »

(F, 55 ans, Belp)

Le lien est souvent fait entre les requérants d'asile/réfugiés et d'autres groupes dont l'altérité est manifeste et synonyme d'inconnu. Les commentaires faits sur les « Noirs » se réfèrent souvent à la façon dont ils sont perçus dans l'espace public, plutôt qu'à des comportements concrets ou à des points critiques. Ils résultent bien plus d'associations d'idées diffuses, teintées parfois d'inquiétudes.

« C'est sûr qu'on remarque les Noirs, ici aussi. J'ai du mal à les cerner, mais je n'ai pas peur. Même le soir, quand ils sont groupés devant la gare et que je dois passer à côté. Mais parmi mes amis, il y en a qui ont carrément peur. Peut-être qu'ils [ces amis] ne veulent plus s'adapter ; n'empêche que le monde change. »

(F, 84 ans, à Belp depuis 84 ans)

« Un jour, il y avait devant chez moi un Noir qui guignait à l'intérieur. Quand je lui ai demandé ce qu'il faisait là, il m'a répondu qu'il avait oublié sa clé. Je lui ai dit d'aller voir la police ; qu'elle lui ouvrirait. Quelle chance j'ai eue ! Je n'ai pas pensé à ce moment que c'était peut-être un cambrioleur. L'idée ne m'est venue que plus tard. »

(F, 80 ans, à Rümlang depuis 50 ans)

Un autre groupe qui fait l'objet de connotations très négatives et qui est le plus souvent considéré dans sa dimension religieuse est celui des Musulmans, qui sont fréquemment évoqués en rapport

avec des questions d'intégration, notamment de comportements imposés par leur religion.

« Une fois, j'ai souhaité joyeux Noël à un Musulman. Il m'a répondu qu'ils ne fêtaient pas Noël. Je lui ai alors souhaité une bonne période de Noël. Sur quoi il m'a répondu qu'ils n'avaient pas ça non plus. Ce n'est pas ce que j'appelle l'intégration. Je voulais juste lui souhaiter de bonnes vacances. »

(F, 44 ans, à Oftringen depuis 15 ans)

« Le problème avec les personnes d'autres cultures est que c'est à nous de nous adapter et non l'inverse. Comme pour le voile, par exemple, je n'accepterais jamais qu'une enseignante porte le voile dans la classe de mon enfant. Cela donne une image totalement faussée de la femme, une image de femme soumise. »

(73 ans, à Belp depuis toujours.)

« L'Islam s'est donné pour but d'envahir l'Europe. Il ne reconnaît pas les lois du pays d'accueil, c'est la charia qui s'applique. Nous sommes bien trop crédules. »

(F, 80 ans, à Rümlang depuis 40 ans)

Le ton change généralement lorsqu'il est question de personnes issues du sud-est européen (région balkanique), même si ce groupe compte lui aussi des Musulmans. Les hommes kosovars sont souvent directement cités dans ce cas, les propos soulignant généralement des différences de comportement dans l'espace public, qui dérangent parfois. Par endroits, il est aussi fait allusion à leur façon de « faire des affaires ».

« Il n'y a pas de riches ici ; il n'y a que des nouveaux riches qui achètent à crédit pour revendiquer un statut social. Des voitures surtout. Il y a beaucoup de Porches ici ; la plupart appartiennent à des Kosovars. »

(M, 64 ans, établi à Oftringen de longue date)

« Je suis engagé dans le club de foot. Nous avons beaucoup de joueurs étrangers parmi les membres, qui viennent surtout des Balkans et de Turquie. À vrai dire, je suis content parce que le club de foot s'agrandit, ce qui n'est pas le cas d'autres associations. Et beaucoup d'enfants étrangers ont du talent et de l'ambition. Mais il est vrai que le club connaît de plus en plus de problèmes de mentalités. Les jeunes étrangers ne s'impliquent pas dans la vie du club ; ils n'aident pas par exemple quand nous faisons des grillades.

Comme s'il était déshonorant de donner un coup de main. »

(M, 64 ans, à Oftringen depuis toujours)

Il ne fait aucun doute que les groupes susmentionnés incarnent davantage l'« altérité » que les résidents venus d'autres pays européens. Comme le montrent les propos cités, ils sont parfois comparés aux migrants « classiques » venus d'Europe méridionale (Italie, Portugal et Espagne), lesquels s'en sortent souvent mieux, même si leur intégration reste considérée comme imparfaite dans certains cas.

« Il y a beaucoup de Portugais et d'Italiens qui ont travaillé toute leur vie en usine. Nous leur devons une fière chandelle. Sans eux, le tunnel du Gothard ne serait pas là. »

(F, 45 ans, à Oftringen depuis 15 ans)

« J'avais un voisin italien qui est décédé il y a peu. Il n'a jamais vraiment bien appris l'allemand – c'était typique des Italiens. »

(73 ans, à Belp depuis toujours)

Un autre groupe européen qui mérite d'être examiné de plus près est celui des frontaliers, notamment pour les communes localisées en région frontalière, à savoir Le Locle, Agno et Losone. Ce groupe y est, de loin, celui qui revient le plus souvent dans les propos recueillis, parmi lesquels on trouve aussi bien des voix bienveillantes que critiques. Ils sont néanmoins l'objet d'appréciations nettement plus négatives que les autres groupes.

« Les Tessinois sont obligés d'aller travailler ailleurs parce qu'ils ne trouvent pas de travail là où ils habitent ; parce que nous avons tous ces frontaliers et que les politiques n'arrivent pas à résoudre le problème. »

(F, 59 ans, Losone)

« Les frontaliers qui viennent essentiellement de France, on n'en tire rien ! Pas d'amitiés, pas de soutien de nos infrastructures ou de nos petits commerces. [...] J'aimerais bien que ces frontaliers s'installent ici ! Au contraire, cela me ferait plaisir ! Mais je sais bien que c'est financièrement impossible pour eux, la vie est trop chère ici. »

(M, 65 ans, au Locle depuis toujours)

Enfin, les « expats » (de l'anglais *expatriates*) constituent un autre groupe à dominante européenne ou occidentale (le plus souvent d'origine

anglo-saxonne) qui ne sont toutefois que rarement évoqués et presque exclusivement dans deux communes, à savoir à Lutry et à Rheinfelden. S'agissant de personnes souvent bien formées et à hauts revenus, elles sont peu citées en rapport avec des problèmes de société. Reste que leur présence est parfois perçue comme une concurrence sur le marché du travail suisse, au même titre que celle des frontaliers. L'impression qui ressort des propos recueillis est moins une impression d'être incommodé qu'une certaine indifférence. En effet, si plusieurs répondants constatent que les expats « ne s'intègrent pas », ils ne s'en plaignent pas.

« J'ai peu de contact avec les expats-cadres qui restent entre eux, qui sont orientés sur la mobilité et participent très peu. Le contact est plus facile avec les migrations classiques comme les italiens ou espagnols mais ils sont moins nombreux. »

(M, 72 ans, à Lutry depuis 35 ans)

« Beaucoup d'expats s'installent ici, anglophones, aussi russes ou hispanophones. Ils vivent un peu en vase clos. »

(F, 52 ans, à Lutry depuis 15 ans)

Ce sous-chapitre se penche sur l'écho que trouvent l'origine, l'apparence étrangère ou le comportement des nouveaux venus (issus de la migration) dans la perception et l'attitude des résidents établis de longue date. Il ressort des citations reproduites que les propos visant des groupes de migrants spécifiques se réfèrent souvent à des expériences propres – comme le suggère le fait que ces propos se rapportent le plus souvent à des groupes fortement représentés dans la commune. Mais les commentaires recueillis se nourrissent aussi de stéréotypes ancrés dans la perception collective de la société. Ils soulèvent la question de savoir dans quelle mesure le vivre-ensemble dans la commune et l'étroitesse des contacts avec ces groupes entrent dans la formation des attitudes (cf. ch. 4.3.1).

Après nous être penchés, dans ce sous-chapitre, sur la perception et l'attitude à l'égard de la migration et de l'altérité qu'elle implique, nous examinerons ci-après la question de l'ancienneté dans la commune, qui est déterminante sous l'angle des sentiments d'« inconnu » ou de « proximité » ressentis.

4.3.3 L'ancienneté: vecteur de rapprochement

L'enquête sur tablette confirme le constat selon lequel le rejet exprimé concerne particulièrement les immigrés originaires de pays extra-européens. Le jeu « Voisinage » atteste p. ex. que ce rejet vise avant tout les ressortissants de pays extra-européens (Kosovo, Bosnie, Turquie, Ghana, Nigéria ou Cameroun). De même, l'arrivée dans le voisinage de Suisses d'autres cantons ou de ressortissants de pays de l'UE plus proches (Allemagne, France, Danemark, Portugal, Italie, Espagne) impacte nettement moins la satisfaction de la population établie que s'ils étaient issus de pays extra-européens plus lointains. Une tendance comparable s'observe sous l'angle de la promptitude à déménager : les résidents établis seraient plus prompts à déménager face à l'arrivée d'étrangers dans leur voisinage – surtout si les nouveaux venus sont originaires de pays hors UE et lointains.

Deux autres jeux visaient à examiner l'attitude des résidents établis à l'égard des nouveaux venus. Au-delà de l'importance du « profil migratoire » des nouveaux venus, ces jeux s'intéressaient à d'autres facteurs, tels que l'ancienneté dans la commune et la participation à la vie sociale. Le jeu « Investissements » faisait entrer les participants dans un groupe de travail fictif, où ils devaient investir une partie de leurs avoirs dans un projet au profit de la commune. Il en ressort que l'investissement consenti était nettement plus important lorsque les coparticipants comptaient plusieurs années d'ancienneté dans la commune et plus encore s'ils y vivaient depuis toujours. Aucun des autres facteurs considérés – genre, profession/niveau de qualifications – des autres partenaires au projet, ni du reste l'objet du projet – n'avait d'impact significatif sur l'investissement réalisé.

Dans le jeu « Naturalisation », les participants étaient invités à sélectionner, parmi les candidats à la naturalisation présentés deux par deux, celui qui avait leur préférence. Il apparaît que cette préférence est d'abord fonction de la situation professionnelle du candidat (chômage ou non) et de sa maîtrise de la langue locale. Le facteur ancienneté influe également sur le choix (quoique dans une moindre mesure), la probabilité d'un candidat d'être sélectionné diminuant s'il résidait dans la commune depuis moins longtemps que son « concurrent ». À la différence de ces trois aspects – situation professionnelle, compétences

linguistiques et ancienneté –, dont l'impact est clair, d'autres facteurs examinés tels que l'« origine géographique » et le « genre », ou encore les « loisirs du candidat » n'apparaissent, dans l'ensemble, pas pertinents dans les choix des répondants.

Ces jeux soulignent tous deux l'importance d'une présence durable dans un lieu, qui favorise l'attachement territorial, mais aussi la confiance mutuelle. Les préférences exprimées par les participants permettent de mieux comprendre où se situe la zone de délimitation entre ceux qui font partie de l'environnement familial et ceux (« étrangers ») qui ne sont pas considérés comme tels. Nous interprétons le choix exprimé dans ce jeu comme une attestation d'appartenance. Les préférences qui s'en dégagent se recoupent, dans une certaine mesure, avec les principes et convictions qui sous-tendent la politique fédérale en matière de migration et de naturalisation, à savoir que la participation à la vie économique et les compétences linguistiques sont des conditions sine qua non d'admission à la collectivité locale. Dans une perspective locale, la préférence donnée aux candidats dotés de compétences linguistiques peut également traduire la volonté de la population d'échanger avec ces personnes – constat qui ressort aussi souvent des entretiens réalisés. La préférence donnée aux candidats à la naturalisation établis dans la commune (depuis plusieurs années), tout comme la plus forte propension à investir dans un projet porté par des résidents établis dans la commune de longue date témoignent du souci d'une certaine pérennité de la population locale et de durabilité des liens de confiance.

Ces résultats, mis en regard du jeu « Voisinage », montrent à quel point l'importance de l'origine migratoire ou géographique est relative : des préférences selon l'origine géographique existent bel et bien dans les réactions à l'égard des nouveaux arrivants. Mais dès que le facteur ancienneté entre en ligne de compte (celle en l'occurrence des candidats à la naturalisation ou des partenaires d'un projet), le facteur origine géographique devient secondaire par rapport à l'ancienneté, tout comme d'autres aspects de participation (situation professionnelle, compétences linguistiques.)

Force est ainsi de constater qu'une présence (durable) dans la commune est la base même de la confiance, de l'acceptation et de l'attachement, et qu'elle détermine dès lors, dans une large mesure, l'attitude à l'égard des personnes issues de

la migration. Autrement dit, l'origine des résidents d'une commune est un critère d'appartenance moins important qu'une présence continue et la participation à la vie locale. Cette hypothèse se vérifie du reste dans les entretiens réalisés :

« Le gros boom de croissance remonte à une vingtaine d'années. On avait vraiment l'impression qu'il y avait trop de monde. Dans le même temps, les gens n'étaient pas vraiment là. Mais ça a changé depuis. Ils ont eu des enfants entretemps, et ces enfants sont entrés dans nos clubs. Du coup, les parents s'impliquent plus eux aussi. »

(F, 50 ans, Belp, né dans la commune.)

Nos conclusions confirment celles de Wimmer (2003) qui constatait, sur la base d'études de cas réalisées à Bâle, Berne et Zurich, que les non-Suisses nouvellement installés ne sont pas considérés comme des « étrangers » s'ils sont respectueux des règles et usages du quartier, tandis que les jeunes Suisses évoluant dans des milieux alternatifs sont perçus comme des marginaux. Au-delà de constats généraux sur le rôle de l'ancienneté et du respect des usages locaux, cette étude montre que les attitudes à l'égard du changement, de l'arrivée de nouveaux résidents et de la migration sont à géométrie variable. Dans le chapitre suivant, nous nous efforcerons de décrire les contrastes relevés et d'en établir une typologie.

4.4 Entre ouverture et rejet : attitudes-types

Les agglomérations, qui sont en phase de croissance et qui connaissent une plus forte diversité sociale et migratoire que les régions rurales ou même que certains quartiers urbains, offrent de nombreuses occasions de rencontre. Or, les entretiens le montrent, les contacts de ce type sont un enjeu majeur pour beaucoup – et plus encore pour ceux qui sont attachés à leur lieu de résidence (cf. chap. 3.3).

Dans la littérature spécialisée, deux théories sont citées qui s'intéressent aux attitudes à l'égard des immigrés : la première, la théorie du contact, veut que les étrangers et les minorités soient plus facilement rejetés s'ils constituent un collectif abstrait ; ce d'autant plus s'ils sont l'objet de préjugés et de stéréotypes véhiculés par les médias ou sur les réseaux sociaux (Juifs, rom, « requérants d'asile », etc.) À l'inverse, l'existence de contacts personnels

a pour effet de mettre l'individu au premier plan – à condition que ces contacts ne soient pas trop superficiels (cf. chap. 4.1). Les résultats de votations concordent de façon répétée avec cette théorie (il suffit de comparer les résultats entre régions urbaines et rurales), sans qu'un lien de causalité ne soit toutefois établi. La seconde, à savoir la théorie du conflit ou de la menace, identifie des réactions de défense collectives ou individuelles qui se déclenchent lorsque l'immigration s'accélère, face à la concurrence que suscite le risque de tarissement de ressources (emplois, logement, aide sociale, etc.) ou au risque de conflits socioculturels.

4.4.1 Contacts et conflits

Quoique les deux théories évoquées puissent paraître contradictoires, la plupart des études à ce jour montrent que, selon l'environnement, le type et le lieu des contacts et les groupes de migrants concernés, elles ne s'excluent pas mutuellement (Schmidt, Weick & Gloris 2019, Freitag & Rapp 2013, Stolz 2000). Les résultats de notre étude vont dans le même sens : d'une part, les résidents actifs qui comptaient une forte proportion de collègues étrangers sur leur lieu de travail souhaitaient une présence plus diversifiée de nationalités dans leur commune – ce qui plaiderait en faveur de la théorie du contact et, a contrario, contre celle du conflit. D'autre part, la forte présence étrangère à Oftringen tendrait à faire pencher la balance en faveur de la théorie de la menace, du moins si l'on s'en tient aux attitudes à l'égard des immigrés qui ressortent des entretiens – attitudes qui sont effectivement plus hostiles à Oftringen qu'ailleurs. Mais nous ne pouvons pas garantir la validité statistique de cette affirmation à l'échelle de la commune. Nous ne pouvons pas non plus exclure que ce lien (supposé) s'explique moins par la proportion de la population étrangère que par la rapidité de la croissance démographique ou par la diversité des groupes migratoires présents.

Dans le même temps, les études établissent un lien étroit entre le rejet des étrangers en général, de groupes spécifiques de migrants en particulier et de certaines minorités religieuses et socioculturelles. En d'autres termes, lorsqu'on se dit contre l'immigration en général, on sera généralement contre les Musulmans, les Noirs, les « alternatifs » et tout autre groupe marginalisé (dits aussi « out groups ») (cf. Stolz 2000; Kalkan et al. 2009; Rue-din 2020). Pour nuancer le tableau, il faudrait re-

lever systématiquement le type et la fréquence des contacts avec les immigrés ; or pareille démarche dépasserait le cadre de brefs entretiens. Il en va de même de l'inventaire des sources d'information des répondants. À noter à cet égard que, dans la plupart des cas, les réponses prenaient corps au fil de l'entretien, laissant apparaître des contradictions et certaines ambivalences personnelles (dont les répondants ont parfois conscience).

À quelques exceptions près, les répondants ne tiennent pas de discours préconçus. Ils ne font qu'occasionnellement référence aux médias, sans évoquer ou presque les médias sociaux. L'un dans l'autre, l'impression qui ressort des entretiens est que de nombreux résidents cherchent à faire le lien entre leurs observations quotidiennes, l'ouï-dire et les titres qui font la Une des médias et d'en dégager un certain sens, même s'il est porteur de paradoxes et d'ambivalences. Ce constat vaut particulièrement pour ceux qui ne voient pas l'immigration d'un bon œil. Une femme d'âge moyen, originaire d'Amérique centrale mais installée depuis longtemps à Agno et naturalisée suisse, parlait ainsi de tous ces bateaux chargés de réfugiés qu'elle voyait à la télévision, en se demandant à qui reviendrait la facture si ces réfugiés venaient à demander l'asile en Suisse ? Et « s'il en resterait assez pour tout le monde » ? Ces considérations spontanées plaident en faveur de la théorie de la menace, qui trouve peut-être un écho particulier auprès de personnes vivant dans des conditions précaires.

Les propos recueillis sont parfois truffés de termes ou de tournures sortis du discours politique. Ce mimétisme suggère que même les participants qui ne soulèvent pas (ou ne souhaitent pas soulever) directement de questions politiques sont influencés (indirectement) par la couverture médiatique des votations et des élections. Les répondants sont majoritairement critiques face à la migration, voire réprobateurs, p. ex. lorsqu'ils insistent sur la nécessité de « limiter » ou de « piloter » l'immigration, qu'ils déplorent une perte de la notion de patrie, le manque de reconnaissance envers le pays d'accueil, ou encore qu'ils dénoncent une recrudescence de la criminalité. On n'entend que rarement dire que la diversité est aussi « source d'enrichissement ».

Les répondants font rarement état de confrontations ou de graves conflits lorsqu'ils sont interrogés sur l'impact des changements constatés sur

leur propre vie. Comme pour la question de la croissance, les participants ambivalents ou sceptiques face à la migration expriment plutôt un malaise ou des craintes diffuses de voir la situation s'aggraver. Il est aussi intéressant de noter que certains d'entre eux souhaiteraient en principe plus de contacts avec les immigrés mais pensent que ce serait illusoire du fait de la barrière linguistique, et parce que les immigrés semblent vouloir rester entre eux :

« Les étrangers s'entraident et préfèrent rester entre elles. Ce n'est pas forcément une mauvaise chose, d'ailleurs ; c'est très bien de s'entraider, mais on finit par se côtoyer plutôt que de vivre ensemble. »

(F, 70 ans, à Rümlang depuis 36 ans).

À l'autre bout de l'échelle, les résidents qui rejettent la migration en bloc ne cherchent pas de contacts. Convaincus qu'il faut limiter (plus strictement) les flux migratoires, sinon le nombre d'étrangers plus généralement, ils proposent de soumettre au moins certains groupes à des conditions très strictes de droit des migrations. Une minorité (moins d'un cinquième) de cet effectif tient des propos xénophobes ou racistes. Nous n'avons pas pu établir, au cas par cas, si ces positions reposaient sur un fondement politique ou idéologique. Comme évoqué au chap. 4.2.2, ces propos visaient notamment les requérants d'asile, les « personnes des Balkans », les « Érythréens », les « Noirs » et les « Musulmans ». Hormis les Érythréens, ces groupes avaient déjà été identifiés, dans l'étude de Stolz (2000), comme des groupes stigmatisés (qualifiés p. ex. de « querelleurs », de « violents », de « malhonnêtes », d'« arriérés », etc.)

Se posent ainsi les questions suivantes, qui ont jalonné toute notre étude : Les attitudes à l'égard de l'immigration et des immigrés portent-elles la marque du cadre de vie concret des participants et de leur propre rapport à la migration (notamment les bonnes ou mauvaises expériences faites) ? Ou sont-elles révélatrices de valeurs fondamentales et de traits de personnalité individuels ? Peut-on aller jusqu'à dire qu'elles sont préprogrammées ? La recherche n'a pas permis à ce jour de trouver de réponses définitives à ces questions et les résultats de notre étude ne livrent que quelques pistes.

Cela tient d'abord à l'absence, dans une agglomération, d'un cadre « concret » de vie, puisqu'une part de subjectivité entre forcément dans la façon

dont il est perçu. On constate ainsi que les mêmes changements peuvent être perçus de façon très variable. Et il est parfaitement concevable qu'une personne établie de longue date dans un lieu ne porte pas le même regard sur l'agglomération plurilingue qu'est devenu le village où, il y a une trentaine d'années, on connaissait encore « la moitié des gens à la gare », qu'une famille nouvellement installée, ravie d'y trouver un logement abordable à proximité de la ville. D'où aussi les appréciations parfois contradictoires de situations identiques au sein d'une même commune.

Dans une perspective socio-psychologique, des études empiriques montrent ensuite l'importance que revêt en fin de compte la personnalité dans la façon de percevoir et de composer avec le changement et la migration. Stolz (2000), s'appuyant sur des analyses statistiques fouillées, conclut que les valeurs fondamentales d'un individu déterminent davantage son attitude à l'égard des étrangers que le contexte migratoire qui l'entoure.

La diversité des réactions exprimées dans une même agglomération nous conduit à des conclusions semblables, à savoir que les schémas de personnalité d'un individu jouent un rôle clé dans son attitude à l'égard de la migration, avec des nuances d'une agglomération à l'autre. Force est de conclure que les entretiens (menés sans préjuger des résultats) ne reflètent pas tout le spectre des opinions qui existent dans la population d'une commune donnée.

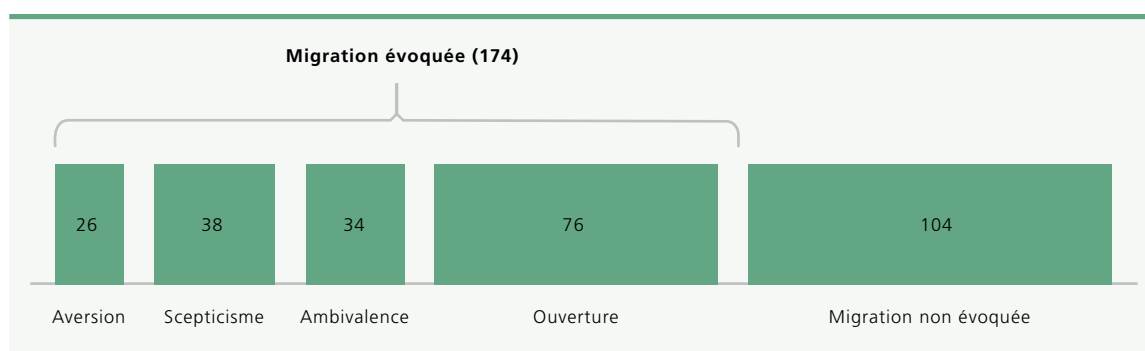
4.4.2 Profils-types d'attitudes

Nous proposons ci-après d'illustrer, à partir des données et propos recueillis, des profils-types d'attitudes rencontrés en les cristallisant dans des portraits fictifs. Ce chapitre résume les principaux résultats obtenus, en dégagant quatre schémas d'attitudes-types à l'égard de la migration (en tant que phénomène social) et des immigrés (en tant que groupe de personnes). Une cinquième catégorie relativement importante regroupe les répondants qui ne se sont pas exprimés sur le sujet (soit environ un tiers). Précisons que la délimitation de ces catégories est fluide et les ordres de grandeur indiqués sont ceux estimés par l'équipe de recherche. À titre indicatif et par souci de transparence, nous restituons les valeurs relevées en pourcent, étant précisé que leur portée se limite à notre échantillon et qu'on ne *saurait* les extrapoler

à l'ensemble de la commune. Une analyse statistique des données tablette montre peu de corrélations entre les réponses touchant des enjeux de migration et des facteurs sociodémographiques : il s'agit ici d'opinions (lesquelles peuvent être influencées par la personnalité de l'individu), qui transcendent les tranches d'âge, les catégories de formation et les genres. Il n'a malheureusement pas été possible de relever la situation financière, ni l'appartenance sociale des répondants.

Les quatre profils-types brossés sont illustrés par des citations tirées d'entretiens. Les profils sont fictifs et présentés de manière volontairement saillante. Partant des données d'entretien, nous avons complété les éléments de contenu par des données recueillies sur tablette, notamment l'âge des répondants, leur ancienneté dans la commune et, lorsque pertinent, le genre et la nationalité. La répartition des effectifs (indiquée en pourcentages) porte sur l'échantillon total des entretiens (278 répondants). Dans l'ensemble, on observe peu de divergences dans les résultats par nationalités et par genre, hormis une légère surreprésentation des étrangers et des femmes dans l'effectif du profil « ouverture » à la migration. On note quelques différences selon l'âge et l'ancienneté des répondants. Partant de là, nous proposons quatre profils-types d'attitudes : l'aversion, le scepticisme, l'ambivalence et l'ouverture.

Illustration 4 : Entretiens : répartition des effectifs selon qu'il a été question ou non de migration et selon l'attitude exprimée à cet égard





Verena

Verena, 58 ans, vit depuis plus de 31 ans dans une petite commune, qui connaît aujourd'hui une forte croissance ; elle y a sa famille et des amis, quoique beaucoup aient déménagé entretemps. Si ses enfants et ses petits-enfants n'y habitaient pas, son mari et elle-même se seraient installés ailleurs depuis longtemps.

Elle constate, en effet que, depuis quelques années, les étrangers se multiplient dans la commune (tendance accélérante) avec l'arrivée de requérants, de Noirs et, plus généralement, de gens qui ne correspondent pas à son « milieu culturel ». « Il y a de plus en plus de noirs ici, c'est terrible. Où qu'on tourne la tête, partout on voit des noirs. Il y a aussi des Portugais et des Espagnols, mais ils sont là depuis longtemps, alors on s'est habitués. »

Verena a appris par son fils que son petit-fils était le seul Suisse de sa classe, ce qui l'a profondément choquée. Elle finit par se sentir elle-même étrangère dans cet environnement transformé. Le lotissement dans lequel elle est propriétaire d'un appartement s'est fortement dégradé ces dernières années. Elle s'explique : « La gérance que nous avions il y a 25 ans admettait le moins d'étrangers possibles. C'était le bon temps. Les Italiens sont super, les Allemands aussi. Mais avec les Turcs, les Yougoslaves et autres, c'est plus compliqué. »

Aujourd'hui, il ne fait plus bon vivre dans ce quartier ; c'est même terrible, à cause du bruit et de la saleté des voisins étrangers. Verena trouve leurs modes de vie très inconfortables. Leur absence de scrupules aussi : « Leurs enfants sont méchants, sans gêne... Quand ils laissent traîner des déchets, les parents disent au concierge que c'est son travail de les ramasser ! » Si elle finit quand même par déménager un jour, elle choisira bien son voisinage.

Aversion

Ce profil se caractérise par les éléments suivants : rejet en bloc de l'immigration en Suisse, doublé d'une absence d'intérêt à vivre ensemble avec des personnes perçues comme culturellement différentes, ces dernières étant plutôt considérées comme un défi ou une charge. Ce rejet n'est pas argumenté, mais épidermique, et plus émotif que réfléchi. Il peut également ressortir un certain sentiment de supériorité (culturelle) des propos tenus. L'aversion se caractérise enfin par un ressentiment profond à l'égard des immigrés, des condamnations a priori et des prises de position racistes.

10 % environ des répondants se rattachent à ce profil, qui se caractérise par un âge plus mur (58 ans en moyenne) et une plus grande ancienneté dans les communes (35 ans en moyenne) que l'effectif total des personnes interviewées. C'est contre les Noirs et les Musulmans que le sentiment d'aversion est le plus fort : ces groupes sont soit perçus comme une menace, soit suscitent un malaise, sans que cette perception soit nécessairement fondée sur des incidents concrets survenus dans l'environnement des répondants ou des expériences personnelles négatives. Il suffit souvent, pour leur inspirer des propos racistes, qu'ils aient l'impression de voir ces groupes prendre une place grandissante dans la commune ou de ne pas y avoir leur place.

Scepticisme

Ce profil se caractérise par les éléments suivants : rejet de la migration fondé sur des arguments tirés d'expériences ou de faits qui sont de notoriété publique ou appris par ouï-dire. La migration est approuvée sous certaines conditions, notamment celle de « s'adapter au mode de vie et à la culture suisses » et celle de servir les intérêts économiques ou démographiques de la Suisse. Parallèlement, des craintes sont exprimées, celles surtout de perdre sa « propre » culture et de devoir faire face à plus de concurrence sur le marché du travail, mais aussi de voir s'alourdir la facture de l'aide sociale.

15 % à peine des répondants se rattachent à cette catégorie, dont l'âge moyen dépasse légèrement celui de l'échantillon total interrogé (56 contre 54 ans). En termes d'ancienneté dans la commune et de répartition par genre, les taux sont proches de la moyenne. On notera enfin que, quoique la majorité des répondants étrangers se rattachent à la quatrième catégorie (c'est-à-dire qu'ils sont ouverts à la migration), certains d'entre eux entrent dans la catégorie des « sceptiques ».

Le scepticisme s'exprime moins par des préjugés généraux que par un franc rejet de certains groupes ou d'évolutions particulières – rejet que les répondants estiment souvent justifié. Les sceptiques sont aussi davantage prêts que les « aver-sifs » à revenir sur une opinion négative.

Les frontaliers sont typiquement la cible de réactions sceptiques, avec des critiques portant surtout sur le bien-fondé – ne serait-ce qu'économique – des allers et venues quotidiens de milliers de frontaliers. Car au-delà des menaces sur le marché du travail, ces allers et venues occasionnent d'autres nuisances – embouteillages, émissions de bruit, pollution de l'air, etc.

Sebastian

X, située en zone verte de la ville, est la commune d'élection de Sebastian, 48 ans, qui y vit depuis 25 ans. Au fil des ans, les constructions se sont multipliées dans la région, dans laquelle se sont aussi installées des personnes de divers horizons. Ces évolutions sont porteuses de changements que Sebastian ne cautionne pas toujours et qui le rendent parfois nostalgique. « Les différentes cultures amènent aussi leur contexte. Quand j'allais à l'école, on avait notre cortège aux lanternes. Aujourd'hui, tout devient plus restrictif. On ne peut plus servir de saucisses de Francfort ; quand on porte un T-shirt à croix suisse, on est taxé d'extrémisme. Mais où est donc la tolérance si l'on ne peut plus vivre sa propre culture ? »

Sebastian travaille dans le secteur de l'immobilier, dont il suit de près les évolutions. Il en est bien conscient : « Si la Suisse connaît encore une croissance, c'est grâce aux étrangers. » Pour lui, la migration est avant tout une question de dosage : « Un quartier qui compte une forte concentration d'étrangers mal intégrés perd de son attrait pour les Suisses. Au final, on a une concentration de problèmes. »

Personnellement, il fait aussi de bonnes expériences avec les immigrés. Mais au quotidien, leurs modes de vie l'incommodent souvent. Par exemple, quand ils traversent le centre à plein gaz à bord d'une voiture maquillée ou qu'ils laissent traîner des déchets. « Il est normal de s'intéresser à sa propre culture. Chacun attend de l'autre qu'il s'adapte. Autrefois, on s'adaptait quand on s'installait quelque part... » Il trouve qu'il faudrait « intégrer plus rapidement » les gens et « les mettre au travail sans attendre ». Il pense que beaucoup d'étrangers ne cherchent pas à travailler « parce que l'aide sociale est trop généreuse ».

Renato

Renato, 53 ans, vit depuis 30 ans dans une commune située à proximité de la frontière, où il travaille pour un salaire modique. À son avis, les frontaliers occasionnent une concurrence déloyale sur les salaires. La vie étant nettement moins chère en Italie, les Italiens préfèrent y vivre, tout en travaillant en Suisse, menant ainsi la belle vie. « Comment pouvons-nous faire, nous qui sommes ici en Suisse ? Devrions-nous travailler moins ? Nous avons les mains liées, ce n'est pas juste ! Pour moi, c'est juste une escroquerie, la plus grande escroquerie du monde. Je suis désolé, mais c'est comme ça, et tout le monde le sait. »

Ce qui inquiète le plus Renato, c'est que les jeunes Tessinois ne trouvent plus de travail sur

place et qu'une fois leurs études terminées, ils doivent tenter leur chance ailleurs, en Suisse centrale surtout. « Il y a 20 ans, il y avait du travail pour tout le monde. Aujourd'hui, nous avons tout un tas de frontaliers, tout un tas d'étrangers et nos propres gens sont chez eux sans travail. »

Enfin, il attribue aussi aux frontaliers la responsabilité de la saturation du réseau routier, comme de la pollution de l'air dans la commune. Aux heures de pointe, ses petits-enfants ne peuvent plus jouer dehors comme on le faisait autrefois. Les nuisances sont telles qu'il envisage de quitter la commune.



Ambivalence

Ce profil se caractérise par les éléments suivants : position indécise mais nuancée à l'égard de l'immigration en Suisse, dont le pour et le contre sont pesés, sans néanmoins donner lieu à des conclusions claires (qu'elles soient positives ou négatives). Quoique réservés, les « ambivalents » se refusent néanmoins à s'opposer en bloc à la migration ou aux étrangers. Ils appellent majoritairement de leurs vœux une société pacifique, ouverte et tolérante et, sachant que l'intégration en est un vecteur primordial, ils sont pour la plupart favorables à la prise de mesures précoces et intensives en faveur des réfugiés.

Près de 12 % des participants à l'entretien se rattachent à cette catégorie, qui se caractérise par un âge moyen supérieur à la moyenne (60 contre 54 ans) ; il en va de même de l'ancienneté dans la commune (39 ans contre 28 en moyenne). S'opposant à l'extrémisme et à la polarisation de la politique, les « ambivalents » ont pleine conscience des changements qui se dessinent à l'échelle locale comme globale, y compris ceux qui sont liés à la migration. Au-delà d'une certaine inquiétude, on discerne chez eux une forme de fatalisme face au changement, mais aussi une certaine volonté d'adaptation.

Marc

Marc, 61 ans, vit depuis près de 37 ans dans la commune, dans un quartier résidentiel confortable, adjacent à des immeubles locaux. Quoique les étrangers ne soient pas particulièrement nombreux dans le quartier, Marc constate néanmoins qu'ils se sont faits plus nombreux dans la commune. « Les étrangers sont visibles à la place de jeux par exemple. On n'y voit plus beaucoup d'enfants suisses d'ailleurs – on se passe de commentaires ... »

À vrai dire, il aimerait se rapprocher de ces nouveaux voisins, mais cela lui semble difficile « parce qu'on ne se comprend pas, tout simplement. Certains d'entre eux ne parlent pas notre langue. Et ils ne disent pas bonjour ». Marc a bien essayé plusieurs fois d'entrer en contact avec eux. « Dans le quartier, on se croise sans cesse. Et on invite toujours les nouveaux venus, mais les étrangers (surtout) nous répondent qu'ils ne boivent pas d'alcool. Je ne vois pas ce qu'on pourrait faire de plus que les inviter. » Cela étant, les étrangers ne posent pas de problèmes sérieux, « mais la barrière linguistique ne permet pas de résoudre spontanément les conflits mineurs du quotidien (...) Du coup, on se côtoie, plus qu'on ne vit ensemble ».

En tant que père de trois enfants, Marc voit ce qui se passe à l'école. Il donne raison aux enfants, qui « ne voient pas en face d'eux un 'yougo', mais un simple camarade ». Restent cependant des défis à relever : « Une fois, j'ai compté sept interprètes à une réunion de parents d'élèves. Là, c'en était trop pour moi. » Pour bien vivre ensemble, il lui apparaît essentiel de s'attaquer aux défis et d'investir dans l'intégration des immigrés. Marc sent que le mécontentement gagne la population : « La xénophobie gagne du terrain. C'est dommage, je ne la cautionne pas, mais je peux la comprendre dans une certaine mesure. » Certes, cette cohabitation lui pèse parfois, mais Marc s'en accommode. « Les temps évoluent, l'anonymisation, la mondialisation ... Peut-être aussi que je me fais vieux, voilà tout. »

Mathilde

Mathilde, 35 ans, a toujours habité la commune de X, où elle est née et où ses parents avaient fondé jadis une entreprise. Au quotidien comme au travail, elle a souvent à faire à des personnes de différents pays : « Du coup, on n'a plus peur d'une « emprise étrangère ». » Elle trouve parfaitement normal de communiquer en plusieurs langues et aime découvrir les spécialités culinaires d'autres pays.

Mathilde est engagée dans la politique locale : « Quand on est actif dans la commune, on travaille forcément avec des personnes d'horizons divers. Ça n'a jamais été un problème pour moi – je suis d'ailleurs mariée avec un Italien d'origine. » Elle trouve positifs la croissance et les changements qu'elle constate dans sa commune. « Ceux qui s'installent aujourd'hui sont plus ouverts au monde et il y a plus de multiculturels : les gens viennent plus souvent d'autres cantons, on voit aussi plus d'étrangers. Cela fait partie du présent. Nous avons eu une croissance saine ici, ça a donc été positif. » Elle s'engage aussi pour une implication active des immigrés et est convaincue que les associations sportives ou culturelles sont de véritables moteurs d'intégration.

Quand il y a un problème dans la commune, Mathilde s'efforce de déterminer qui ou ce qui en est à l'origine. « Nous avons quelques vandales et tagueurs ici. Parmi eux, on ne remarque que les étrangers. Il est vrai que les incidents n'arrivent que rarement, mais ils font quand même les gros titres. Peut-être que les parents n'interviennent pas assez, mais cela tient aussi au fait qu'ils travaillent. C'est avant tout une question de changement de génération. »

Pour Mathilde, le problème en Suisse est plutôt un problème de xénophobie que d'étrangers. « J'avoue que l'ambiance qui régnait dans le pays ces dernières années m'a parue inquiétante. On ne veut pas faire soi-même certains travaux, mais on ne veut pas non plus des étrangers. » Elle ressent du reste des tensions politiques jusque dans sa famille : « Mon frère est un sympathisant assumé de l'UDC. Nous avons dû nous mettre d'accord pour ne pas parler politique lors des réunions de famille. »

Ouverture

Ce profil se caractérise par les éléments suivants : attitude consistant à considérer la migration et la diversité qu'elle amène comme une (nouvelle) normalité et à l'accepter comme telle, voire à s'en féliciter. Cette attitude se manifeste moins par des propos enthousiastes ou élogieux à l'égard des migrants que par une conception du monde qui ne se soucie guère de l'origine. Elle prône la tolérance dans le sens d'une distanciation de la xénophobie ou sa condamnation, sans nécessairement appeler à plus d'immigration.

Près de 27 % des répondants se rattachent à cette catégorie. Les femmes sont surreprésentées dans cet effectif (42 contre 31 hommes) qui affiche un âge moyen de 54 ans et une ancienneté de 28 ans en moyenne. On notera que les ressortissants de plusieurs pays de l'UE/tiers sont nettement plus nombreux à entrer dans cette catégorie que dans les autres. La principale caractéristique de cet effectif est d'adhérer à une perception de l'immigration – et de la diversité qu'elle amène – comme un enrichissement culturel. Prêts à relever les défis du plurilinguisme, ces répondants témoignent d'une certaine curiosité à l'égard des immigrés, avec lesquels ils souhaitent des contacts amicaux et font preuve de compréhension à l'égard des différences culturelles. Enfin, dans un contexte de mondialisation généralisée et d'internationalisation des conflits, ils considèrent l'immigration comme un phénomène normal ou incontournable, au même titre que d'autres bouleversements sociaux, voire un phénomène nécessaire eu égard aux évolutions démographiques et aux besoins du marché du travail.

Après avoir passé en revue les attitudes-types observées, rappelons que plus d'un tiers des participants interrogés ont fait l'impasse sur la question de la migration ; nous les regroupons en une catégorie « Autres ». Bien que nous ne puissions – à l'évidence – pas entrer dans le détail de leurs attitudes, nous pouvons néanmoins donner quelques pistes quant aux raisons qui expliquent l'absence, dans leurs réponses, de toute référence à la migration en relation avec les changements observés. Cette catégorie affiche un âge moyen légèrement inférieur à celui de l'échantillon total interrogé (50 contre 54 ans), de même qu'une ancienneté dans la commune inférieure (23 ans contre 28), parallèlement à une surreprésentation des femmes.

On peut admettre (et certains indices suggèrent) que les participants de cette catégorie considèrent simplement la migration – et la diversité qu'elle amène – comme un phénomène naturel, raison pour laquelle ils ne l'évoquent pas. Leur âge – plus jeune en moyenne – donne à penser qu'ayant grandi plus près de cette réalité, ils ont tendance à percevoir la présence immigrée comme un état normal, plus que comme un changement majeur. En ce sens, cet effectif se rattacherait davantage à la quatrième catégorie (profil « ouverture »). On ne peut cependant pas exclure que certains d'eux aient délibérément évité le sujet. Nous aurions alors à faire à un biais de convenance sociale, le malaise suscité par le sujet (celui de la migration) pouvant receler un certain scepticisme, voire de l'aversion.

Comme évoqué plus haut, plusieurs personnes issues de la migration ont abordé le sujet dans leur propre perspective (il en est tenu compte dans l'analyse qui précède). Quoiqu'elles se répartissent entre les quatre catégories décrites, elles sont plus nombreuses dans la catégorie « ouverture » à la migration. Leurs remarques portent souvent sur des questions d'intégration, toutes sortes d'avis et d'expériences étant relatés. D'aucuns estiment p. ex. que la société suisse n'a pas été assez accueillante à leur égard et ne se sentent pas pleinement acceptés, même après des années :

« Le jeûne, par exemple, n'est pas toléré. Ou quand je dis que je ne bois pas d'alcool, on me regarde de travers. C'est général, ce n'est pas dirigé contre les Musulmans en particulier. Je veux bien m'adapter, mais il y a quand même des limites. Je ne peux pas être exactement comme eux ! »

(M, 60 ans, Rheinfelden)

D'autres participants étrangers constatent, à l'inverse, que la société est devenue plus ouverte ces dernières années, évolution qui se traduit entre autres par davantage de mesures d'encouragement en faveur des migrants.

« Autrefois, il n'y avait pas beaucoup d'offres pour les migrants ; aujourd'hui c'est différent. »

(F, 44 ans, à Rheinfelden depuis 20 ans)

Il ne se dégage cependant pas de consensus, parmi les rares participants étrangers à s'être exprimés sur ces points, quant à savoir ce qui a changé en Suisse sur la question de l'immigration.

5. Conclusion

Cette étude fait suite à un échange entre professionnels de la migration, qui avaient constaté l'existence d'un fossé grandissant dans l'attitude des différents groupes de population face à la migration. L'état des connaissances sur le regard porté, en Suisse, par les différentes couches de population sur l'immigration ne va guère au-delà des résultats de sondages standard et de quelques études éparses. Et quoique la littérature internationale sur les attitudes à l'égard des minorités, notamment migratoires, abonde, avec des conclusions intéressantes, celles-ci restent largement inconnues du grand public, sans compter qu'elles ne sont pas transposables en l'état à la Suisse.

Une approche légèrement différente

Les auteurs de l'étude avaient à cœur de partir sur une démarche la plus impartiale possible, sans préjuger des résultats à attendre, de façon à préserver la spontanéité des échanges entre l'équipe de recherche et les résidents d'agglomération approchés. L'accueil fait à cette démarche a été meilleur qu'attendu, avec peu de refus et de nombreuses réactions positives. Elle n'a pas toujours permis d'approfondir tous les points abordés, ne serait-ce que pour des raisons de temps. Le fait de coupler l'enquête sur tablette à de brefs entretiens s'est également avéré concluant, même si cette formule a surtout permis aux participants de choisir entre deux supports. Sur un échantillon de 498 participants, seul un cinquième environ d'entre eux a opté pour les deux formules, de sorte qu'il n'a pas été possible de mettre systématiquement en rapport les résultats obtenus. Les participants plus âgés ou qui vivaient dans la commune depuis plus longtemps ont été plus nombreux à opter pour la formule de l'entretien, ce dont il a été tenu compte dans l'analyse.

Dans l'ensemble, les caractéristiques des participants – d'un âge moyen de 50 ans, avec une proportion de femmes plus élevée de 2 % – divergent très peu du profil de la population résidente suisse de plus de 16 ans. Il semblerait ainsi que notre étude soit représentative de l'ensemble des opinions qui existent, même si cette hypothèse n'a pas été vérifiée statistiquement (ce qui n'était du reste pas l'objectif de l'étude). Le choix des communes étudiées, à savoir des communes d'agglomération de taille moyenne connaissant

une forte croissance démographique, s'est avéré concluant : d'une part, parce que les changements semblent être un sujet de préoccupation majeur pour une majorité des participants ; et la perception du changement et étroitement liée avec celle de la migration. D'autre part, parce que le profil socio-démographique des répondants correspond largement à celui de la population résidente de la Suisse et couvre un large spectre d'opinions.

Évolutions rapides et réactions de défense

Les sujets de préoccupation de la population étudiée ressortent très clairement, à savoir la forte activité de construction – parfois qualifiée d'absurde –, les nuisances accrues liées au trafic et la disparition des espaces et paysages naturels. Près de deux tiers des répondants font état de changements significatifs dans leur environnement, liés en particulier à l'urbanisation rampante, aux changements affectant l'environnement, mais aussi au vivre-ensemble du quartier. Ceux-ci s'expliquent en partie par le choix des agglomérations étudiées, lesquelles connaissent toutes – quoique dans une mesure variable – un essor de construction. Cet essor marque, le plus souvent, la transformation d'un village rural en région à caractère urbain. Sous l'angle humain, cette évolution se reflète dans la croissance démographique, les participants étant nombreux à constater une anonymisation et une individualisation croissantes, une paupérisation de la vie sociale et une perte de traditions. Autant de constats qui soulignent l'importance, pour beaucoup, des échanges locaux, des possibilités de rencontre, et même le simple fait de se saluer dans la rue.

Les participants s'opposent aux changements lorsque ceux-ci apparaissent « débridés », incohérents ou socialement absurdes – cf. fort taux de vacance des logements. À noter que des processus de décroissance rapide, comme dans le cas du Locle autrefois, déclenchent des réactions similaires. Beaucoup déplorent que le développement urbain ne soit pas mieux pensé, concerté avec la population et fondé sur une réflexion à long terme avec des perspectives d'avenir, plutôt que sur des considérations économiques à court terme. Des remarques en ce sens reviennent dans presque toutes les communes étudiées, et sont

particulièrement fréquentes à Rümlang et Oftringen, communes où la croissance démographique et le rythme de construction ont été très soutenus ces dernières années.

Appréciation objective de la situation et pluralité des perspectives

Plusieurs participants expliquent spontanément la prépondérance des commentaires négatifs – quoique des tendances positives soient aussi relevées – par le fait qu'on prête rarement attention à ce qui fonctionne. Mais les avis recueillis divergent sur de nombreux points, reflétant un large spectre d'opinions, de sorte que les apports positifs observés ont également été soulignés (extension des transports en commun et des possibilités d'achats, etc.).

Force est ensuite de constater que ce sont surtout les résidents plus âgés, installés de longue date dans la commune ou engagés dans la société qui donnent le ton et apparaissent sceptiques face à la croissance locale. Les questions du développement de la commune, de la préservation du site et des paysages environnants, mais aussi des us et coutumes et des règles de coexistence établis (activités associatives, engagement local, transmission des traditions) sont pour eux des enjeux majeurs. Ce constat se vérifie particulièrement pour les Suisses, mais aussi pour les personnes à tendance politique conservatrice. Il confirme ensuite d'autres enseignements dégagés, notamment que l'attitude face au changement varie en fonction de l'ancienneté dans la commune, de l'attachement territorial, de l'âge et de la sensibilité politique de l'individu.

(Trop nombreux) nouveaux arrivants et bouleversements du vivre-ensemble

Sans surprise, l'un des éléments cités en rapport avec la croissance (générale) est la présence dans la commune de (trop) nombreux nouveaux arrivants, qui peut bouleverser le vivre-ensemble lorsqu'il est fondé sur des relations personnelles – peu importe leur origine. L'idée de convivialité villageoise qui ressort correspond sans doute davantage à une vision nostalgique qu'à une réalité vécue. Les participants regrettent souvent que les nouveaux venus ne transfèrent pas leur vie sociale dans la commune et que, s'ils travaillent en dehors de la commune, ils n'ont quasiment pas de contacts avec la population et les acteurs locaux. Au final, la présence d'un nombre crois-

sant de travailleurs pendulaires se traduit par une anonymisation croissante et par la crainte de voir la commune se transformer en village dortoir. Il semble ainsi que, paradoxalement, la croissance démographique empêche le développement d'une véritable vie sociale.

Les réponses au jeu « Voisinage » (cf. enquête sur tablette) sont révélatrices à cet égard : elles montrent, comme d'autres études, que la présence de nombreux nouveaux venus affecte négativement la satisfaction des résidents établis. Cet effet est toutefois moins marqué lorsque les modes de vie, les loisirs et l'origine des nouveaux venus coïncident avec ceux des résidents établis : leur intégration leur semble alors plus facile que s'ils étaient issus de contextes très différents. Les résultats des jeux « Investissements » et « Naturalisation » vont dans le même sens : on sait d'expérience que la connaissance de la langue comme des usages locaux s'améliore avec le temps et que celle-ci est un facteur de cohésion sociale. Dès lors, l'origine des résidents issus de la migration importera généralement moins aux yeux des résidents établis que la durabilité de leur séjour, leur adaptation aux réalités locales et leur participation à la vie sociale de la commune (cf. Wimmer 2003.).

La présence immigrée en tant que partie du changement sociétal

Les participants interrogés ne font pas nécessairement la relation entre « nouveaux venus » et « personnes étrangères », celles-ci étant généralement perçues comme partie intégrante de la croissance démographique et du changement sociétal. La perception de la migration est donc (majoritairement) nuancée et s'inscrit dans un contexte de développement local. Plus d'un tiers des répondants n'évoquent le sujet à aucun moment, considérant manifestement la présence immigrée comme une « normalité ». Ceux qui évoquent la présence (ou l'arrivée) de personnes issues de la migration abordent le sujet (en termes positifs ou négatifs) au détour d'un autre thème, parfois en réponse à une question de l'équipe de recherche. Cela étant, l'immigration n'est à l'évidence pas un sujet prioritaire (qui s'imposerait spontanément) pour la plupart des participants. On ne peut certes pas exclure que certains d'entre eux aient délibérément évité le sujet, mais la plupart se sont exprimés très librement.



Reste qu'une certaine opposition (ou un certain scepticisme) s'exprime face aux changements survenus dans la commune, avec parfois une attitude critique à l'égard des immigrés, notamment lorsque ceux-ci ne sont pas perçus comme faisant simplement partie du changement sociétal, mais comme des acteurs qui contribuent à exacerber la dégradation de l'environnement, la saturation du trafic, l'étalement urbain et l'individualisation croissante, ou encore qui affectent sensiblement la qualité du vivre-ensemble.

Les résultats du jeu « Changement » (cf. enquête sur tablette) vont dans le même sens. Les participants indiquent majoritairement ne pas souhaiter de changement en termes de diversité des nationalités représentées (ce qui revient à dire qu'ils en sont satisfaits). Ils sont plus nombreux à souhaiter *plus de diversité* par rapport aux générations et aux orientations politiques. Autrement dit, si un (plus grand) brassage apparaît souhaitable en termes d'âges et de sensibilités politiques, il n'en va pas tout à fait de même pour la diversité des nationalités.

Il s'avère difficile de procéder à une comparaison chiffrée des tendances dégagées avec d'autres études ou sondages, lesquels interviennent le plus souvent en réponse à des « problèmes » ou des « nuisances » constatés. Des comparaisons sont néanmoins possibles en termes de nuisances ressenties du fait de la présence dans le voisinage de « personnes perçues comme différentes » (18 % de la population selon Aeberli 2019) ou de perception des « étrangers/étrangères » comme un problème (31 % pour les petites et moyennes agglomérations : Golder et al. 2019). Se pose ici la question de savoir ce qu'entendent les répondants par « étrangers/étrangères » – question qui reste le plus souvent sans réponse dans les sondages.

Réalité multifacettes et niveaux de perception

Lorsqu'ils abordent la question de l'immigration, les participants se réfèrent le plus souvent à des expériences personnelles ou à des observations concrètes faites dans leur environnement. Le terme de « migration » est très peu répandu dans le langage courant ; les participants évoquent plutôt des catégories spécifiques de personnes issues (ou dont ils pensent qu'elles sont issues) de la migration et qu'ils identifient par la langue, la nationalité, la région de provenance, la religion ou

encore la couleur de peau. Par ailleurs, le terme « migrants/migrantes » est souvent utilisé comme un terme générique regroupant les réfugiés et les personnes relevant du domaine de l'asile.

Il apparaît ensuite que les étrangers sont souvent considérés en fonction de leur région d'origine : dans le jeu « Voisinage », les participants se montrent ainsi plus réservés face à l'arrivée dans la commune de personnes originaires du Kosovo, de Bosnie, de Turquie, du Ghana, du Nigéria ou du Cameroun, qu'à l'égard de ressortissants de pays limitrophes de la Suisse ou d'autres pays de l'UE. Il ressort également des entretiens que le vivre-ensemble avec des personnes originaires de « pays » ou de « cultures plus proches » des nôtres apparaît moins problématique, conflictuel, contraignant ou préoccupant, leurs comportements étant jugés plus prévisibles et les barrières linguistiques ou religieuses plus faciles à surmonter. Sans compter qu'on possède déjà suffisamment d'expérience de la cohabitation avec des ressortissants de l'UE, ce qui facilite l'acceptation de ces nouveaux résidents, tout comme leur participation à la vie de la commune. Car le système dual d'immigration ne s'est pas uniquement répercuté sur le nombre de ressortissants de l'UE venus s'installer dans le pays : leur statut s'en est également trouvé amélioré, tout en consolidant la légitimité sociale de la mobilité intra-européenne.

Pour reprendre en substance ce qui ressort des entretiens : dans la perspective des résidents établis, il devrait être possible d'arriver à un vivre-ensemble (dans le sens d'un « ensemble ») souhaitable avec de nouveaux arrivants issus de pays de l'UE, tandis que l'arrivée de ressortissants de pays tiers accroîtrait le risque – sinon de conflits – de vivre côte à côte, accentuant encore l'individualisation de la société. Des inquiétudes récurrentes concernent ainsi les groupes d'origine qui « restent entre eux », ou dont la culture est considérée comme « envahissante », et qui pourraient mettre à mal la cohésion sociale. Il n'a été que rarement fait allusion aux *expats*, qui sont le plus souvent originaires de pays anglo-saxons, n'évoluent que dans leurs propres milieux et ne recherchent guère de contact avec les autres résidents.

Les allusions faites concernent plus souvent des groupes d'origine ou de statut différents (et dont l'immigration est moins bien établie) que ceux originaires de pays limitrophes ou qu'on rencontrait surtout dans les villes-centres jusque-là. Dans la

littérature spécialisée, il est là encore documenté empiriquement que les nouveaux venus se heurtent davantage à l'hostilité de la population locale s'ils sont perçus comme « différents », faute de contacts personnels. Les propos recueillis sont parfois chargés de préjugés et de stéréotypes, surtout lorsqu'il est question de personnes originaires des Balkans, de Musulmans ou de Noirs. Quoique les répondants s'appuient en général sur leurs propres expériences ou observations ou donnent des indications concrètes qu'ils tiennent de connaissances, d'aucuns se font parfois l'écho de politiques ou des médias, mêlant à leurs propos des références aux abus sociaux, à des pratiques illicites (graffitis, marché noir, etc.) ou encore à une propension au conflit ou au crime, etc.

Des craintes plus diffuses transparaissent aussi, notamment chez les participants plus âgés, à l'égard des « Noirs » p. ex., qu'ils trouvent « difficiles à cerner » et très « différents » (cf. Efionayi-Mäder & Ruedin 2017). Le même constat vaut quelquefois pour les personnes du domaine de l'asile (ou présumées relever de ce domaine). Toutes sortes d'avis sont exprimés à leur endroit, qui vont de la compassion ou la compréhension pour leurs motifs d'exil à des préoccupations concernant les coûts d'admission ou encore des propos carrément hostiles. Les réfugiés constituent à ce titre une sorte de « prototype de l'étranger » (Stolz 2000), en ce qu'ils réunissent sur une même personne plusieurs niveaux d'altérité : origine, langue, apparence, religion, statut administratif et pauvreté relative.

Nous évoquons enfin une catégorie de personnes dont de nombreux participants à l'étude se sentent à la fois proches et éloignés, à savoir les frontaliers. Au Locle, à Agno et à Losone, en particulier, le travail frontalier préoccupe davantage que l'immigration elle-même et soulève de nombreuses questions d'ordre social et environnemental. Quoique Lutry et Rheinfelden soient aussi des communes frontalières, l'impact économique y est moins lourdement ressenti.

Résidents établis: entre ouverture et repli

Bien que l'immigration ne semble pas constituer un problème majeur pour la plupart des participants à l'étude, les réactions exprimées, notamment à l'égard de certains groupes issus de la migration, montrent que la rencontre d'inconnus dans un environnement par ailleurs familier peut toujours

susciter des incertitudes, voire des réactions hostiles : ce d'autant plus si les nouveaux venus sont perçus comme « étrangers ». Le fait de cultiver l'altérité par la langue, la tenue vestimentaire et l'apparence en général, de façon délibérée ou non, signale l'existence d'autres modes de vie et de comportement. Selon Simmel (2014), les « mœurs urbaines », qui comprennent surtout des « règles de distance » (indifférence, nonchalance), sont mal accueillies par les résidents établis de longue date en agglomération, qui sont déjà insatisfaits du recul de la vie sociale et de la convivialité. Se pose ici la question d'abord de savoir dans quelle mesure les changements à l'œuvre exacerbent le rejet des immigrés ou s'ils ne sont pas, aussi, une occasion d'envisager le développement de la commune de façon constructive. Ensuite, les agglomérations ne sont-elles pas de petites villes à la mentalité villageoise – celle-ci pouvant aussi être cultivée dans une logique de repli ? Ces deux questions resteront sans réponse pour l'heure. Ce qui est clair, en revanche, c'est que les attitudes des participants face à la migration varient fortement au sein même d'une commune. Pour illustrer ces différences d'attitudes, nous avons dégagé, à partir des résultats des entretiens et de l'enquête sur tablette, quatre profils-types d'attitudes, en les illustrant à l'aide de portraits fictifs.

Ces profils-types vont d'une aversion manifeste à l'égard des immigrés (rejet) à une attitude d'ouverture ou de tolérance, en passant par le scepticisme et l'ambivalence, l'« ouverture » étant le profil le plus fréquent parmi les quatre. On présume par ailleurs que, parmi les participants qui n'abordent pas le sujet, ce profil est celui autour duquel se regroupent le plus grand nombre. Mais la ligne de démarcation est floue et on sera d'autant plus prudent dans l'interprétation de la répartition quantitative des effectifs qu'on ne peut conclure à la représentativité de l'échantillon interrogé rapporté à la population de la commune.

Tandis que le groupe – numériquement faible – des aversifs présente des traits racistes et ne s'appuie guère sur des faits concrets ou des expériences propres, les répondants des trois autres profils sont plus ou moins nuancés dans leur argumentation et font référence à des observations concrètes ou à leur propre vécu. Les sceptiques expriment eux aussi une attitude d'opposition – quoique moins catégorique – à l'immigration ; ils s'appuient néanmoins sur leurs expériences et des savoirs de notoriété publique. Le profil « ambivalent » désigne des

personnes dont l'attitude est indécise, qui pèsent néanmoins le pour et le contre. Précisons qu'il ne faut pas confondre ambivalence et neutralité : les ambivalents formulent des réserves et objections face à la migration, mais se refusent néanmoins à la condamner en bloc.

Le profil « ouverture » à la migration regroupe les personnes qui considèrent la migration – et la diversité qu'elle amène – comme une (nouvelle) normalité, ou y sont expressément favorables. Ce profil se caractérise par un effectif plus jeune en moyenne et une ancienneté légèrement plus faible dans la commune. Les résidents originaires de pays de l'UE, mais aussi de pays tiers y sont nettement plus représentés que dans les autres catégories. Enfin, beaucoup d'entre eux constatent des changements considérables dans leur commune, tout en voyant dans l'immigration un enrichissement économique, culturel et humain, et la considèrent comme une évolution normale.

Cadre de vie et attitudes face à la migration

On peut parfaitement concevoir par ailleurs que de nombreux résidents plus âgés et plus fortement attachés à leur environnement soient soucieux – face aussi aux multiples bouleversements auxquels ils sont confrontés – de préserver leur cadre de vie et de tracer une ligne de démarcation par rapport à l'inconnu (et aux inconnus). Reste que, pour construire l'avenir des communes d'agglomération, il nous semble tout aussi important de prendre en compte les besoins (divergents) des résidents plus jeunes ou installés de moins longue date. Notre étude montre, sur ce point, l'importance d'impliquer les nouveaux arrivants à la vie associative et communale, notamment lorsqu'il s'agit de lancer de nouvelles initiatives ou de jeter des ponts entre résidents établis et nouveaux arrivants.

Il n'apparaît pas réellement pertinent de comparer les schémas de migration observés dans les communes, le nombre relativement limité et inégal de participants interrogés ne permettant pas (à lui seul) d'écarter l'existence de biais importants. À titre d'illustration, on citera néanmoins l'exemple de Belp, qui compte une population étrangère nettement plus faible (14 %) que les autres agglomérations étudiées, mais affiche des schémas d'attitudes très contrastés. Ce constat pourrait être indicatif de l'impact très limité du facteur

« lieu de résidence » dans la formation d'opinions personnelles sur l'immigration. D'autres éléments donnent à penser que, dans la formation d'attitudes très tranchées, le fait d'être directement touché par la migration joue un moindre rôle que les caractéristiques personnelles et les représentations qu'on a du changement et de la migration. Cette conclusion est aussi largement étayée par la recherche récente. Mais cela signifierait concrètement que les possibilités d'intervenir seraient limitées, sachant que les traits de personnalité sont au mieux malléables jusqu'à l'adolescence.

Diversité en agglomération: où est le point de saturation?

Si l'on part du principe que les villes sont des lieux d'intégration des étrangers, mais aussi de préservation de la diversité (dans certains quartiers et milieux spécifiques), la question qui se pose est de savoir où situer les agglomérations sur la ligne de démarcation entre la ville et sa culture d'acceptation de la diversité et l'esprit communautaire d'un village rural ? Les agglomérations ont peut-être mauvaise presse (cf. « villes moyennes » Freuler 2020) ; plusieurs participants en rappellent néanmoins les avantages, celui notamment de pouvoir vivre dans un lieu où l'on se dit bonjour, tout en gardant une distance saine : « On te laisse vivre, mais on se connaît quand-même ! ». Dans cette perspective, l'agglomération ne réunit pas tous les inconvénients de la ville et de la campagne, mais au contraire les avantages des deux. La plupart des résultats de cette étude devraient dès lors être transposables à des contextes similaires rencontrés dans des quartiers urbains et des villages.

Il n'est à l'évidence pas simple de trouver un juste équilibre entre « diversité vécue » et « communauté », en réduisant au minimum le potentiel de conflit – ou, pour reprendre les termes des chercheurs : entre cosmopolitisme et communautarisme. Les mêmes principes valent qu'on se situe dans un scénario de croissance ou de décroissance involontaire. Les enseignements tirés sont clairs : il est essentiel d'accompagner les changements rapides, de les communiquer et, si possible, de les planifier de façon participative. On le fera idéalement dans le cadre d'un « plan de développement intégral » de la commune, qui repose sur une assise la plus large possible et intègre différentes perspectives, tant en termes de transversalité des autorités qu'au niveau de la population (Gerber 2017). Cette approche consisterait à mobiliser

différents groupes de population (retenus selon des critères d'ancienneté dans la commune, de génération, de langue et d'origine, etc.) autour d'un projet commun. Une démarche ambitieuse, certes, mais qui s'avérerait gagnante à terme pour tous les acteurs concernés. Participer à la création d'un espace de vie commun favorise également le dialogue et, partant, la cohésion sociale. Cela permettrait aussi d'aborder les points de désaccord et de les surmonter ensemble. Quoi qu'il en soit, une telle démarche irait plus loin que des consultations ordinaires (à l'instar de celles, souvent critiquées, des assemblées communales), qui ne s'adressent qu'à l'électorat. Enfin, elle répondrait à une re-

vendication exprimée par plusieurs participants, à savoir celle de s'engager en faveur de la commune (un enjeu que d'aucuns ont indiqué comme motif de participation à l'étude).



6. Bibliographie

- Adida, Claire L., Adeline Lo, and Melina R. Platas (2018). Perspective taking can promote short-term inclusionary behavior toward Syrian refugees, *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 115(38): 9521-9526.
- Adorno, Theodor W., Else Frenkel-Brunswik, Daniel J. Levinson, and R. Nevitt Sanford (1950). *The Authoritarian Personality*. Oxford: Harpers.
- Aeberli, Marion (2019). Erhebung zum Zusammenleben in der Schweiz (ZidS): Ergebnisse 2018. Neuchâtel: Bundesamt für Statistik (BFS). <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/population/migration-integration.assetdetail.7466706.html>, (02.06.2020).
- Allport, Gordon W. (1954). *The Nature of Prejudice*. Addison-Wesley, Reading, Massachusetts: Addison-Wesley.
- Bauman, Zygmunt (2000). *Liquid Modernity*. Cambridge: Polity.
- Blinder, Scott (2015). Imagined Immigration: The Impact of Different Meanings of 'Immigrants' in Public Opinion and Policy Debates in Britain, *Political Studies*, 63(1): 80-100.
- Blumer, Claudia (2013). Frauen sind weniger extrem und eher links. *Tagesanzeiger*, 05.04.2013, 3.
- Bolzmann, Claudio, et Marie Vial (2007). *Migrants au quotidien: les frontaliers: pratiques, représentations et identités collectives*. Zürich: Seismo.
- Bühler, Gordon, Michael Hermann und Michael Lambertus (2019). *Sehnsuchtsort Natur in der digitalen Leistungsgesellschaft: die Schweiz im Ländervergleich*. Zürich: sotomo. https://sotomo.ch/site/wp-content/uploads/2019/05/sehnsuchtsort_natur.pdf, (02.06.2020).
- Charitopoulou, Effrosyni, and Javier García-Mangano (2018). Fear of small numbers? Immigrant population size and electoral support for the populist radical right in Switzerland, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44(5): 849-869.
- Cole, Ian (2013). Whose place? Whose history? Contrasting narratives and experiences of neighbourhood change and housing renewal. *Housing, Theory and Society*, 30(1): 65-83.
- D'Amato, Gianni and Didier Ruedin (2018). Immigration and populist political strategies: the Swiss case in a European perspective, In: Fitzi, Gregor, Juergen Mackert and Bryan S. Turner (ed.), *Populism and the Crisis of Democracy* (Vol. 3 Migration, Gender and Religion). Abingdon: Routledge.
- Daum, Matthias, und Paul Schneeberger (2013). *Daheim: eine Reise durch die Agglomeration*. Zürich: Verlag Neue Zürcher Zeitung.
- De Wilde, Pieter, Ruud Koopmans, Wolfgang Merkel, Oliver Strijbis et Michael Zürn (Hg.) (2019). *The Struggle Over Borders: Cosmopolitanism and Communitarianism*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Dovidio, J., M. Hewstone, P. Glick, and V. Esses (2010). *The SAGE Handbook of Prejudice, Stereotyping and Discrimination*. Thousand Oaks: Sage.
- Drilling, Matthias, und Stephanie Weiss (2012). Soziale Nachhaltigkeit in der Siedlungsentwicklung. *Raum & Umwelt: Schriftenreihe der Schweizerischen Vereinigung für Landesplanung VLP*, 2012(3): 1-22.
- Efionayi-Mäder, Denise et Didier Ruedin (2017). *Etat des lieux du racisme anti-Noir-e en Suisse: étude exploratoire à l'attention du Service de lutte contre le racisme (SLR)*. Neuchâtel: Swiss Forum for Migration and Population Studies (SFM). http://www.unine.ch/files/live/sites/sfm/files/listes_publicationsSFM/Etudes%20du%20SFM/SFM%20-%20Studies%2067i.pdf, (02.06.2020).
- Eisnecker, Philipp Simon (2019). Non-migrants' inter-ethnic relationships with migrants: the role of the residential area, the workplace, and attitudes toward migrants from a longitudinal perspective, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 45(5): 804-824.
- Elias, Norbert, and John L. Scotson (1994). *The Established and the Outsiders*. Thousand Oaks: Sage.
- Freitag, Markus, and Carolin Rapp (2013). Intolerance Toward Immigrants in Switzerland: Diminished Threat Through Social Contacts? *Swiss Political Science Review*, 19(4): 425-446.

- Freitag, Markus, und Adrian Vatter (ed.) (2015). *Wahlen und Wählerschaft in der Schweiz*. Zürich: Verlag Neue Zürcher Zeitung.
- Freuler, Regula (2020). Das Dorf ist ein Sehnsuchtsort. NZZ am Sonntag, 01.03.2020.
- Gerber, Eva (2017). *Développement de quartier, une chance pour les villes et les communes*. Berne: l'Office fédéral du développement territorial ARE. <https://www.bwo.admin.ch/bwo/fr/home/wie-wir-wohnen/studien-und-publikationen/quartierentwicklung--chance-fuer-gemeinden-und-staedte.html>, (02.06.2020).
- Golder, Lukas, Cloé Jans, Thomas Burgunder, Kathrin Wattenhofer, Daniel Bohn et al. (2019). Aufgabe nicht erfüllt? Reformstau, Führungslosigkeit und die Erwartung einer Wirtschaftskrise hinterlassen Spuren. Bern: gfs. <https://cockpit.gfsbern.ch/de/cockpit/credit-suisse-sorgenbarometer-2018-2/>, (02.06.2020).
- Goldman, Seth, and Daniel J. Hopkins (2018). Past Place, Present Prejudice: The Impact of Adolescent Racial Context on White Racial Attitudes, SSRN Working Paper.
- Hager, Anselm, and Susanne Veit (2019). Attitudes Toward Asylum Seekers: Evidence from Germany, *Public Opinion Quarterly*, 83(2): 412-422.
- Halla, Martin, Alexander F. Wagner, and Josef Zweimüller (2017). Immigration and Voting for the Far Right. *Journal of the European Economic Association*, 15(6): 1341-1385.
- Hatemi, Peter K. (2013). The Influence of Major Life Events on Economic Attitudes in a World of Gene-Environment Interplay. *American Journal of Political Science*, 57(4): 987-1007.
- Hatemi, Peter K., and Rose McDermott (2016). Give me attitudes, *Annual Review of Political Science*, 19(1): 331-350.
- Heath, Anthony, Eldad Davidov, Robert Ford, Eva G. T. Green, Alice Ramos et al. (2020). Contested terrain: explaining divergent patterns of public opinion towards immigration within Europe. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 46(3): 475-488.
- Helbling, Marc, and Hanspeter Kriesi (2014). Why Citizens Prefer High- Over Low-Skilled Immigrants. *Labor Market Competition, Welfare State, and Deservingness*, *European Sociological Review*, 30(5): 595-614.
- Hermann, Michael (2016). Was die Schweiz zusammenhält – Vier Essays zu Politik und Gesellschaft eines eigentümlichen Landes. Bern: Zytglogge.
- Heye, Corinna, Lorenz Bosshard, et Michael Hermann (2017). Conditions de logement des personnes issues de l'asile. État des lieux et défis en Suisse. Grenchen: Office fédéral du logement OFL. <https://www.bwo.admin.ch/bwo/fr/home/wie-wir-wohnen/studien-und-publikationen/wohnsituation-asylhintergrund.html>, (02.06.2020).
- Hunziker, Marcel, Patricia Felber, Katrin Gehring, Matthias Buchecker, Nicole Bauer et al. (2008). Evaluation of landscape change by different social groups, *Mountain research and development*, 28(2): 140-147.
- Inglehart, Ronald (2018). *Cultural evolution: people's motivations are changing, and reshaping the world*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Islam, Asadul, and Paul A Raschky (2015). Genetic distance, immigrants' identity, and labor market outcomes. *Journal of Population Economics*, 28(3): 845-868.
- Kaiser, Dorin, Isabelle Rihm, Tanja Klöti, Matthias Drilling, et Michael Emmenegger (2016). *Participation: guide de planification des processus participatifs dans l'aménagement et l'utilisation de l'espace public*. Lucerne: Centre de l'Espace Pub. (ZORA). <https://zora-cep.ch/de/Info/Schwerpunkte/Partizipation>, (02.06.2020).
- Kalkan, Kerem Ozan, Geoffrey C. Layman, and Eric M. Uslaner (2009). 'Bands of Others'? Attitudes toward Muslims in Contemporary American Society. *The Journal of Politics*, 71(03): 847-862.
- Kaufmann, Eric, and Gareth Harris (2015). 'White Flight' or positive contact? Local diversity and attitudes to immigration in Britain, *Comparative Political Studies*, 48(12): 1563-1590.
- Kriesi, Hanspeter, Edgar Grande, Martin Dolezal, Marc Helbling, Dominic Höglinger et al. (2012).

- Political Conflict in Western Europe. Cambridge: Cambridge University Press.
- Landy, D., B. Guay, and T. Marghetis (2017). Bias and ignorance in demographic perception, *Psychonomic Bulletin & Review*, 25: 1606-1618.
- Manevska, Katerina, and Peter Achterberg (2013). Immigration and Perceived Ethnic Threat: Cultural Capital and Economic Explanations, *European Sociological Review*, 29(3): 437-449.
- Markaki, Yvonne, and Simonetta Longhi (2013). What determines attitudes to immigration in European countries? An analysis at the regional level, *Migration Studies*, 1(3): 311-337.
- Maxwell, Rahsaan (2019a). Cosmopolitan immigration attitudes in large European cities: Contextual or compositional effects? *American Political Science Review*, 113(2): 456-474.
- Maxwell, Rahsaan (2019b). Geographic polarization and cosmopolitanism: Evidence from Switzerland. *Comparative Political Studies*, (online first).
- Mendy, Angèle F. et Denise Efionayi-Mäder (2019). Sentiments d'appartenance et d'exclusion dans les quartiers lausannois de la Borde, Bellevaux et Prélaz. Lausanne: Bureau lausannois pour les immigrés (BLI)/Neuchâtel: Swiss Forum for Migration and Population Studies (SFM).
<https://www.unine.ch/files/live/sites/sfm/files/nouvelles%20publications/BLI%20Cahier%20du%20BLI%209%20PROD%20web.pdf>, (02.06.2020).
- Meuleman, Bart, Koen Abts, Peter Schmidt, Thomas F. Pettigrew, and Eldad Davidov (2020). Economic conditions, group relative deprivation and ethnic threat perceptions: a cross-national perspective, *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 46(3): 593-611.
- Mitchell, Jeffrey (2019). Context and Change: A Longitudinal Analysis of Attitudes about Immigrants in Adolescence, *Socius*, 5: 1-11.
- Müller, Tim S., Thomas U. Grund, and Johan H. Koskinen (2018). Residential Segregation and 'Ethnic Flight' vs. 'Ethnic Avoidance' in Sweden, *European Sociological Review*, 34(3): 268-285.
- Nelson, Todd D. (2009). *Handbook of Prejudice, Stereotyping, and Discrimination*. New York: Psychology Press.
- Pecoraro, Marco, and Didier Ruedin (2016). A Foreigner Who Does Not Steal My Job: The Role of Unemployment Risk and Values in Attitudes toward Equal Opportunities, *International Migration Review*, 50(3): 628-666.
- Pecoraro, Marco, and Didier Ruedin (2020). Occupational Exposure to Foreigners and Attitudes towards Equal Opportunities, *Migration Studies*.
- Permentier, Matthieu, Gideon Bolt, and Maarten Van Ham (2011). Determinants of neighbourhood satisfaction and perception of neighbourhood reputation, *Urban Studies*, 48(5): 977-996.
- Pettigrew, Thomas F. (2016). In Pursuit of Three Theories: Authoritarianism, Relative Deprivation, and Intergroup Contact, *Annual Review of Psychology*, 67(1): 1-21.
- Pettigrew, Thomas F., and L. Tropp (2006). A meta-analytic test of intergroup contact theory. *Journal of Personality and Social Psychology*, 90(5): 751-783.
- Pries, Ludger (2013). *Erweiterter Zusammenhalt in wachsender Vielfalt*. Ludger Pries (ed.), *Zusammenhalt durch Vielfalt?: Bindungskräfte der Vergesellschaftung im 21. Jahrhundert*. Wiesbaden: Springer. 13-48.
- Rapp, Carolin (2015). More diversity, less tolerance? The effect of type of cultural diversity on the erosion of tolerance in Swiss municipalities. *Ethnic & Racial Studies*, 38(10): 1779-1797.
- Ridley, Matt (2004). *Nature via Nurture: Genes, Experience and What Makes Us Human*. London: Harper Perennial.
- Ruedin, Didier (2013). *Migrationsängste der Schweizer Bevölkerung*. Dübendorf: swissstaffing.
http://www.unine.ch/files/live/sites/sfm/files/listes_publicationsSFM/Studie_Migrationsaengste_sfm.pdf, (02.06.2020).
- Ruedin, Didier (2019). Attitudes to Immigrants in South Africa: Personality and Vulnerability. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 45(7): 1108-1126.

- Ruedin, Didier (2020). Do We Need Multiple Questions to Capture Feeling Threatened by Immigrants? *Political Research Exchange* (forthcoming).
- Schmidt, Peter, Stefan Weick, und Daniel Gloris (2019). Wann wirken Kontakte zwischen Migranten und Mehrheitsgesellschaft? Längsschnitanalysen zu Erfahrungen mit Kontakten und zur Bewertung von Flüchtlingen und Muslimen durch die deutsche Bevölkerung. *Informationsdienst Soziale Indikatoren*, 61: 24-29.
- Schwartz, Shalom H., Gian Vittorio Caprara, Michele Vecchione, Paul Bain, Gabriel Bianchi et al. (2014). Basic Personal Values Underlie and Give Coherence to Political Values: A Cross National Study in 15 Countries. *Political Behavior*, 36(4): 899-930.
- Selle, Klaus (2013). Über Bürgerbeteiligung hinaus: Stadtentwicklung als Gemeinschaftsaufgabe?: Analysen und Konzepte. Detmold: Rohn Detmold.
- Siebel, Walter (2015). Die Kultur der Stadt. Berlin: Suhrkamp Verlag.
- Simmel, Georg (2014). Die Großstädte und das Geistesleben. [Erscheinungsort nicht ermittelbar]: e-artnow.
- Simonovits, Gábor, Gábor Kézdi, and Péter Kardos (2018). Seeing the World Through the Other's Eye: An Online Intervention Reducing Ethnic Prejudice. *American Political Science Review*, 112(1): 186-193.
- Spaeth, Sandro (2019). In diesen Orten hat es am meisten leere Wohnungen. 20 Minuten, 10.04.2019.
- Stolz, Jörg (2000). Soziologie der Fremdenfeindlichkeit: theoretische und empirische Analysen. Frankfurt: Campus Verlag.
- Stolz, Jörg (2001). Einstellungen zu Ausländern und Ausländerinnen 1969 und 1995: eine Replikationsstudie, In: Das Fremde in der Schweiz. Zürich: Seismo. 33-74.
- Tönnies, Ferdinand (2012). Studien zu Gemeinschaft und Gesellschaft. Wiesbaden: Springer.
- van Heerden, Sjoerdje, and Didier Ruedin (2019). How attitudes towards immigrants are shaped by residential context: the role of neighbourhood dynamics, immigrant visibility, and areal attachment, *Urban Studies*, 56(2): 317-334.
- Vimentis (2020). Volksmeinung 2020: Umfrageergebnisse zu den Themenbereichen: Volksstim-mung, Klimapolitik, Asylpolitik, Wohlstand & Armut. St. Gallen: Vimentis. https://www.vimentis.ch/umfrage/19_lang_d.pdf, (02.06.2020).
- Visintin, Emilio Paolo, Eva G. T. Green, Juan Manuel Falomir-Pichastor, and Jacques Berent (2019). Intergroup contact moderates the influence of social norms on prejudice, *Group Processes & Inter-group Relations*, 23(3): 418-440.
- von Wirth, Timo, Adrienne Grêt-Regamey, Corinne Moser, and Michael Stauffacher (2016). Exploring the influence of perceived urban change on residents' place attachment, *Journal of Environmental Psychology*, 46: 67-82.
- Wehrli-Schindler, Brigit, et Arian Widmer Pham (2019). Mégatrends et développement territorial en Suisse. Berne: Office fédéral du développement territorial ARE. <https://www.are.admin.ch/are/fr/home/media-et-publications/publications/strategie-et-planification/megatrends.html>, (02.06.2020).
- Willemin, Pauline et Guillaume-Boeckle Sylvie (2018). Rapport du diagnostic communautaire de Lutry. Lausanne: Pro Senectute. https://www.quartiers-solidaires.ch/data/documents/Lutry/DC_Lutry_rapportfinal_25.03.2019.pdf, (02.06.2020).
- Williams, Robin M. (1947). Reduction of Inter-group Tension: A survey of research on problems of ethnic, racial, and religious group relations. New York: Social Science Research Council.
- Wimmer, Andreas (2003). Etablierte Ausländer und einheimische Aussenseiter. Soziale Kategorienbildung und Beziehungsnetzwerke in drei Immigrantenquartieren, In: Wicker, Hans-Rudolf, Rosita Fibbi and Werner Haug (ed.), Migration und die Schweiz. Zürich: Seismo. 207-236.